

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018
N° 1.1.**

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

COMPTES DE GESTION DE L'EXERCICE 2017 DE MONSIEUR LE TRESORIER

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la Commission et la présentation du rapporteur,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ☞ constate que les comptes de gestion 2017 de Monsieur le Trésorier sont identiques aux comptes administratifs de l'ordonnateur,
- ☞ approuve les comptes de gestion suivants de Monsieur le Trésorier pour 2017 :
 - budget général de la commune,
 - budgets annexes des services eau, assainissement, ports et lotissement communal.

Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,

Roger LE GOFF





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018
N° 1.2.**

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

COMPTES ADMINISTRATIFS 2017 : COMMUNE - EAU - ASSAINISSEMENT - PORTS - LOTISSEMENT COMMUNAL

Le Conseil Municipal,

après en avoir délibéré :

- ↳ décide, à l'unanimité, de désigner le Président de séance par un vote à main levée,
- ↳ désigne, à l'unanimité, Monsieur Bruno MERRIEN, en qualité de Président de séance pour le vote des comptes administratifs du budget général et des budgets annexes de la commune.

Vote des comptes administratifs

Vu l'avis de la Commission et la présentation du rapporteur,

après en avoir délibéré :

- ↳ adopte les comptes administratifs de l'année 2017 dans les conditions suivantes :

COMPTE GENERAL DE LA COMMUNE

REALISATION 2017 + REPORTS 2016	RECETTES EN €	DEPENSES EN €	SOLDE EN €
Investissement	5 367 350,33 €	6 139 760,72 €	- 772 410,39 €
Fonctionnement	13 019 854,39 €	10 819 356,07 €	2 200 498,32 €
TOTAL	18 387 204,72 €	16 959 116,79 €	1 428 087,93 €

Vote intervenu : à la majorité (deux abstentions : Mohamed RIHANI et Manuela MALANDAIN)

COMPTE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE

REALISATION 2017 + REPORTS 2016	RECETTES EN €	DEPENSES EN €	SOLDE EN €
Investissement	479 791,11 €	628 781,61 €	- 148 990,50 €
Fonctionnement	703 295,03 €	432 317,04 €	270 977,99 €
TOTAL	1 183 086,14 €	1 061 098,65 €	121 987,49 €

Vote intervenu : à la majorité (deux abstentions : Mohamed RIHANI et Manuela MALANDAIN)

COMPTE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

REALISATION 2017 + REPORTS 2016	RECETTES EN €	DEPENSES EN €	SOLDE EN €
Investissement	1 330 364,35 €	1 547 453,15 €	- 217 088,80 €
Fonctionnement	982 293,57 €	622 132,84 €	360 160,73 €
TOTAL	2 312 657,92 €	2 169 585,99 €	143 071,93 €

Vote intervenu : à la majorité (deux abstentions : Mohamed RIHANI et Manuela MALANDAIN)

COMPTE DU SERVICE DES PORTS

REALISATION 2017 + REPORTS 2016	RECETTES EN €	DEPENSES EN €	SOLDE EN €
Investissement	169 215,52 €	178 777,26 €	- 9 561,74 €
Fonctionnement	223 475,15 €	189 157,31 €	34 317,84 €
TOTAL	392 690,67 €	367 934,57 €	24 756,10 €

Vote intervenu : à la majorité (deux abstentions : Mohamed RIHANI et Manuela MALANDAIN)

COMPTE DU SERVICE LOTISSEMENT COMMUNAL

REALISATION 2017 + REPORTS 2016	RECETTES EN €	DEPENSES EN €	SOLDE EN €
Investissement	705 234,90 €	711 539,10 €	- 6 304,20 €
Fonctionnement	711 539,10 €	711 539,10 €	0 €
TOTAL	1 416 774 €	1 423 078,20 €	- 6 304,20 €

Vote intervenu : à la majorité (deux abstentions : Mohamed RIHANI et Manuela MALANDAIN)



Fouesnant, le 27 février 2018
 Le Maire,
 Roger LE GOFF



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018**

N° 1.3.

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

CLOTURE ET TRANSFERT DU SOLDE DES BUDGETS ANNEXES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT COLLECTIF AU BUDGET PRINCIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-1-1 à L.2224-2 et L.5211-17 ;

Vu les instructions budgétaires et comptables M14 et M49 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017362_005 en date du 28 décembre 2017 prononçant le transfert des compétences eau potable et assainissement collectif des eaux usées à la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

Vu la délibération n° 1.2 du 26 février 2018 approuvant le vote des comptes administratifs eau potable et assainissement collectif 2017 ;

Vu l'exposé des motifs ;

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

☞ approuve la clôture des budgets annexes eau potable et assainissement collectif,

↳ constate que les résultats des comptes administratifs 2017 des budgets annexes eau potable et assainissement collectif à intégrer au budget principal de la commune s'élèvent à :

Budget	Résultat de clôture	
	Eau potable	Assainissement collectif
Investissement	140 399.43 €	4 579.99 €
Fonctionnement	310 589.58 €	492 847.25 €
Total	450 989.01 €	497 427.24 €

- ↳ décide d'ouvrir au budget principal de la commune les crédits nécessaires à la réalisation des transferts de résultats susvisés,
- ↳ dit que la réintégration de l'actif et du passif de budget annexe dans le budget principal de la commune est effectuée par le comptable assignataire de la commune qui procède à la reprise du budget concerné en balance d'entrée dans les comptes du budget principal de la commune et réalise l'ensemble des écritures d'ordre non budgétaires nécessaires à la réintégration des budgets annexes au budget principal de la commune,
- ↳ autorise le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fouesnant, le 27 février 2018
Le Maire,
Roger LE GOFF





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018**

N° 1.4.

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

**TRANSFERT DU RESULTAT DE CLOTURE DES BUDGETS ANNEXES EAU POTABLE
ET ASSAINISSEMENT COLLECTIF DU BUDGET PRINCIPAL AUX BUDGETS ANNEXES
EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA COMMUNAUTE DE
COMMUNES DU PAYS FOUESNANTAIS**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-1 et suivants, L.5211-17 ;

Vu les instructions budgétaires et comptables M14 et M49 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017362_005 en date du 28 décembre 2017 prononçant le transfert des compétences eau potable et assainissement collectif des eaux usées à la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

Vu la délibération n° 1.3 du 26 février 2018 approuvant la clôture des budgets annexes eau potable et assainissement collectif et le transfert du solde des comptes administratifs de ces budgets au budget principal ;

Vu l'exposé des motifs ;

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ↪ approuve le transfert des résultats des budgets annexes eau potable et assainissement collectif, constatés au 31 décembre 2017, aux budgets annexes eau potable et assainissement collectif de la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais,
- ↪ décide d'ouvrir au budget principal de la commune les crédits nécessaires à la réalisation des transferts de résultats susvisés,
- ↪ autorise le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,

Roger LE GOFF





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018**

N° 1.5.

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

**TRANSFERT DES EMPRUNTS ET SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU TRANSFERT
DES COMPETENCES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT COLLECTIF A LA
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS FOUESNANTAIS**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1321-2, L. 5211-17 et L. 5214-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017362_005 en date du 28 décembre 2017 prononçant le transfert des compétences eau potable et assainissement collectif à la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

Vu le tableau listant les emprunts et subventions concernés par un transfert à la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

Vu l'exposé des motifs ;

Considérant que le transfert de la compétence eau potable et de la compétence assainissement collectif entraîne la substitution de la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais à ses communes membres dans leurs droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur des emprunts affectés aux biens nécessaires à l'exercice des compétences eau potable et assainissement collectif ainsi que les subventions perçues par les communes membres ;

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ✎ approuve le transfert des emprunts affectés aux biens nécessaires à l'exercice des compétences eau potable et assainissement collectif ainsi que les subventions afférentes de la commune de Fouesnant-les Glénan, listés en annexe à la présente délibération, à la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais à compter du 1^{er} janvier 2018 ;
- ✎ donne pouvoir à Monsieur le Maire pour engager toutes les démarches et signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,

Roger LE GOFF



IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					2 448 523,57									
1641 Emprunts en euros (total)					2 448 523,57									
10/MPH199313	DEXIA CREDIT LOCAL	17/06/2002	07/07/2002	01/11/2002	216 459,33	F			4,880	5,058	EUR	T	N	A-5
13/06000564868	CREDIT AGRICOLE	25/11/2005	15/12/2005	15/03/2006	309 390,00	F			3,200	3,239	EUR	T	N	A-1
17/00010111620	CREDIT AGRICOLE	06/07/2007	20/05/2009	15/08/2009	38 300,00	F			4,500	4,574	EUR	T	N	A-1
18/0160636011	BANQUE CREDIT MUTUEL ENTREPRIS	28/12/2010	02/02/2011	30/04/2011	400 000,00	F			3,060	3,063	EUR	A	N	A-1
19/0014973 B	CREDIT FONCIER	18/10/2011	13/01/2012	13/04/2012	300 000,00	F			4,060	4,184	EUR	T	N	A-1
20/MPH269451EUR	DEXIA CREDIT LOCAL	26/05/2010	01/12/2010	01/12/2011	198 326,09	F			4,730	4,796	EUR	A	N	E-1
21/8181510	CAISSE D'EPARGNE	14/06/2012	05/09/2012	25/12/2012	200 000,00	F			4,850	4,964	EUR	T	N	A-1
22/MONS09398EUR	CAISSE FRANCAISE FINANCEMENT L	29/03/2016	01/05/2016	01/12/2016	702 348,15	F			3,250	3,289	EUR	A	X	A-1
9/MIN197461	DEXIA CREDIT LOCAL	23/04/2002	18/11/2002	01/04/2003	63 700,00	F			4,750	4,830	EUR	T	N	A-5
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour ME: P et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le 28 février 2018

ID : 020_212000583_20180227_2018022615-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat											Catégorie d'emprunt (8)	
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)		Possibilité de remboursement anticipé O/N
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel				
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00								
1681 Autres emprunts (total)					0,00								
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00								
1687 Autres dettes (total)					0,00								
Total général					2 448 523,57								

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
 (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
 (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
 (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
 (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
 (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.
 (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser.
 (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire ICC31015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après ouverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
						Emprunts et dettes au 31/12/N						
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		1 425 245,50				164 722,71	62 184,93	0,00	0,00	9 193,41
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 425 245,50				164 722,71	62 184,93	0,00	0,00	9 193,41
10/MPH199313	N	0,00	A-5	62 236,18	3,58		F	4,880	3 592,92	0,00	0,00	506,27
13/06000584668	N	0,00	A-1	74 237,77	2,95		F	3,200	2 841,06	0,00	0,00	98,98
17/00010111620	N	0,00	A-1	6 891,98	1,37		F	4,500	433,00	0,00	0,00	30,77
18/0160636011	N	0,00	A-1	208 063,66	7,32		F	3,060	7 162,59	0,00	0,00	4 244,50
19/0014973 B	N	0,00	A-1	205 830,22	9,03		F	4,060	8 937,61	0,00	0,00	1 827,12
20/MPH269451EUR	N	0,00	E-1	105 877,37	5,91		F	4,730	14 824,71	0,00	0,00	585,33
21/6181510	N	0,00	A-1	145 703,96	9,73		F	4,850	11 428,33	0,00	0,00	98,15
22/MON506398EUR	N	0,00	A-1	614 418,33	18,90		F	3,250	44 946,73	0,00	0,00	1 769,16
9/MIN197461	N	0,00	A-5	1 986,04	0,00		F	4,750	7 607,11	345,18	0,00	25,13
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

ID : 029-212900583-20180227-2018022615-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N										ICNE de l'exercice	
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)		Intérêts perçus (le cas échéant) (16)
1882 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1887 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		1 425 245,50					164 722,71	62 184,93	0,00	9 193,41

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire ICCG1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 666).

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 766.

IV - ANNEXES

IV
A1.3

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
10/MPH199313	DEXIA CREDIT LOCAL	216 459,33	62 236,18	5	19,00		4,88	4,88	0,00		4,880	3 592,92	0,00	4,37
9/MIN197461	DEXIA CREDIT LOCAL	83 700,00	1 986,04	5	15,00		4,75	4,75	0,00		4,750	345,18	0,00	0,14
TOTAL (A)		300 159,33	64 222,22						0,00			3 938,10	0,00	4,51
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
20/MPH269451EUR	DEXIA CREDIT LOCAL	198 326,09	105 877,37	1	13,00		TAUX FIXE	TAUX FIXE	0,00		4,730	8 049,08	0,00	7,43
TOTAL (E)		198 326,09	105 877,37						0,00			8 049,08	0,00	7,43
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		498 485,42	170 099,59						0,00			11 987,18	0,00	11,33

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à court sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

ID : 029-212900583-20180227-2018022615-DE

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

ID : 029-212900583-20180227-2018022615-DE

IV – ANNEXES

IV

A1.4

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indice	Indice sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou Inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique), Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (turnes)	Nombre de produits	6	0	0	0	2	
	% de l'encours	88,06	0,00	0,00	0,00	4,51	
	Montant en euros	1 255 145,91	0,00	0,00	0,00	64 222,22	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	7,43	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	105 877,37	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

IV
A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réamortisé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice	
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index de taux (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital		
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00		0,00		0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00							0,00		0,00		0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouveau emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme le simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV - ANNEXES

IV

A1.2

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	actuariel					
								Emprunts et dettes à l'origine du contrat						
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					221 109,71									
1641 Emprunts en euros (total)					221 109,71									
14/MON508398EUR	CAISSE FRANCAISE FINANCEMENT L	29/03/2016	01/05/2016	01/12/2016	113 932,28	F		3,250	3,300	EUR	A	X	N	A-1
7/MPH198313	DEXIA CREDIT LOCAL	17/06/2002	07/07/2002	01/11/2002	107 177,43	F		4,880	5,024	EUR	T	F	N	A-5
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					428 482,49									
1681 Autres emprunts (total)					428 482,49									
13/140043801	AGENCE DE L EAU	25/11/2014	28/04/2015	31/05/2017	291 998,77	F		0,000	0,000	EUR	A	F	N	-
15/150569701	AGENCE DE L EAU	27/07/2016	05/10/2016	30/11/2018	136 483,72	F		0,000	0,000	EUR	A	F	N	-
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le 28 février 2018

ID : 029-212900583-20180227-2018022615-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat												
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel				
1687 Autres dettes (total)					0,00								
Total général					649 592,20								

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICM de l'exercice	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)		
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00			0,00	
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		124 070,38					17 692,15	7 267,23	0,00	659,75	
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		124 070,38					17 692,15	7 267,23	0,00	659,75	
14/MON50898EUR	N	0,00	A-1	93 295,28	10,91			3,250	10 538,35	5 498,25	0,00	413,84	
7/MPH199313	N	0,00	A-5	30 775,10	3,58			4,880	7 153,80	1 778,98	0,00	245,91	
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		396 774,12					18 060,00	0,00	0,00	0,00	
1681 Autres emprunts (total)		0,00		396 774,12					18 060,00	0,00	0,00	0,00	
13/140043801	N	0,00		273 938,77	14,40			0,000	18 060,00	0,00	0,00	0,00	
15/150569701	N	0,00		122 835,35	14,90			0,000	0,00	0,00	0,00	0,00	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
Total général		0,00		520 844,50					35 752,15	7 267,23	0,00	659,75	

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

COMMUNE DE FOUESNANT - BUDGET ASSAINISSEMENT - CA - 2017

- (10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
- (11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
- (14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
- (15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
- (16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

ID : 029-212900583-20180227-2018022615-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV
A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
7/MPH199313	DEXIA CREDIT LOCAL	107 177,43	30 775,10	5	19,00		4,88	4,88	0,00		4,880	1 778,98	0,00	5,91
TOTAL (A)		107 177,43	30 775,10						0,00			1 778,98	0,00	5,91
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		107 177,43	30 775,10						0,00			1 778,98	0,00	5,91

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à couvrir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : indice zone euro / 2 : indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

ID : 029-212900583-20180227-2018022615-DE

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

ID : 029-212900583-20180227-2018022615-DE

IV – ANNEXES

IV
A1.4

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (<i>turnet</i>)	Nombre de produits	1	0	0	0	1	
	% de l'encours	17,91	0,00	0,00	0,00	5,91	
	Montant en euros	93 295,28	0,00	0,00	0,00	30 775,10	
	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (<i>swaption</i>)	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

ID : 020-212900583-20180227-2018022615-DE

IV – ANNEXES

IV
A1.6

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profit d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICM de l'exercice	
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index de taux (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital		
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00		0,00		0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00							0,00		0,00		0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complète (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

DESIGNATION	ORGANISME	N° DOSSIER	DATE DELIBERATION	DATE ARRETE OU CONVENTION	DOSSIER CADUC A PARTIR DE	MONTANT SUBVENTIONNABLE INITIAL	MONTANT DEFINTIF SUBVENTIONNABLE	MONTANT INITIAL DE LA SUBVENTION	MONTANT FINAL DE LA SUBVENTION	DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS	SOMME PAYEE	SUBVENTION SOLDEE
-------------	-----------	------------	-------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	--------------------------------	---	-------------	-------------------

PPC BREHOULOU / CREAC'H QUETA / PENNALEN - PARTIE ETUDES

MISE EN PLACE DE PERIMETRES DE PROTECTION DU FORAGE DE BREHOULOU ET DES PRISES D'EAU DE PENNALEN ET CREAC'H QUETA - Indemnisations de servitude sur les PPC de Creac'h Quéta et Pennalen	AELB	120335902		14/03/2014		95 380,00		33 383,00		16/05/2018	10 014,90	
MISE EN PLACE DE PERIMETRES DE PROTECTION DU FORAGE DE BREHOULOU ET DES PRISES D'EAU DE PENNALEN ET CREAC'H QUETA - Acquisition du périmètre immédiat du captage de Creac'h Quéta et indemnisation pour le CG 29	AELB	120335903		29/04/2014	16/05/2016	2 500,00		1 250,00		16/05/2018		
	CONSEIL DEPARTEMENTAL 29			27/03/2015	31/10/2018	95 300,00		12 851,00		31/10/2018	8 996,00	

En attente accord famille MOREAU DE LIZOREUX - Demande de prolongation de délai le 9/01/17 à l'AELB

PPC BREHOULOU / CREAC'H QUETA / PENNALEN - PARTIE TRAVAUX

MISE EN PLACE DE PERIMETRES DE PROTECTION DU FORAGE DE BREHOULOU ET DES PRISES D'EAU DE PENNALEN ET CREAC'H QUETA - TRAVAUX	CONSEIL DEPARTEMENTAL 29		07/12/2010	arrêté non reçu		295 286,00 €		14 293,00		arrêté non reçu		
---	--------------------------	--	------------	-----------------	--	--------------	--	-----------	--	-----------------	--	--

Dossier prochainement abandonné

ETUDE PREALABLE AU CURAGE DE LA LAGUNE DE LA STEP DE PEN FALLUT - 1	AELB	160307301		27/06/2016	15/07/2018	9 300,00		5 580,00		15/07/2018		
	CONSEIL DEPARTEMENTAL		27/10/2016 - 7.3	12/05/2017	31/10/2020	9 300,00		1 609,00		31/10/2020	1 609,00	OUI

ETUDE D'INCIDENCE LOI SUR L'EAU ET MO DU CURAGE DU BASSIN DE STOCKAGE DE LA PRISE D'EAU DE PENNALEN	AELB			Demande rejetée		21 247,00						
	CONSEIL DEPARTEMENTAL			12/05/2017	31/10/2020	16 300,00	11 162,00	2 233,00	1 931,00	31/10/2020		

Il ne subventionne pas la partie MO

DESIGNATION	ORGANISME	N° DOSSIER	DATE DELIBERATION	DATE ARRETE OU CONVENTION	DOSSIER CADUC A PARTIR DE	MONTANT SUBVENTIONNABLE INITIAL	MONTANT DEFINITIF SUBVENTIONNABLE	MONTANT INITIAL DE LA SUBVENTION	MONTANT FINAL DE LA SUBVENTION	DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS	SOMME PAYEE	SUBVENTION SOLDEE
ETUDE POUR LA REHABILITATION DU POSTE DE REFOULEMENT DE KERSILES (ACCORD DE PROGRAMMATION)	AELB			<i>En instruction</i>		7 920,00						
	CONSEIL DEPARTEMENTAL			21/09/2017	31/10/2020	7 920,00		1 353,00		31/10/2020		
TRAVAUX DE REHABILITATION DES RESEAUX EN AMONT DE LA STEP DEPUIS BEG MEIL	AELB	160562701	14/12/16 - 6.1	24/03/2017	03/04/2019	267 799,00		182 783,53		03/04/2019	54 835,05	
POSE DE DEBIT DE SURVERSE SUR LES POSTES DE RELEVEMENT (ACCORD DE PROGRAMMATION)	AELB	170053101	14/12/16 - 8.1	03/04/2017	13/04/2019	15 014,67		12 011,74		13/04/2019		
ETUDES ET MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVES A LA RESTRUCTURATION DE LA STATION D'EPURATION DE PENFALLUT	CONSEIL GENERAL 29	CT-CCPF-DAEEL-02-45	11/12/2013 + 21/10/2014 + 14/12/2016	22/03/2012		672 500,00	701 099,87	160 980,00		31/12/2018	95 484,00	2 acomptes de ddés - RESTE LE SOLDE
				21/09/2017	31/10/2020	28 600,00		4 290,00		31/10/2020		

DDE DE SOLDE LE 11/12/17

Demande de prolongation du délai envoyée le 6/07/16 sera examinée en fin d'année 2016 lors de la séance plénière (courrier du 21/07/16)

Solde demandé le 30/11/17

STATION D'EPURATION DE PEN FALLUT

EXTENSION DE LA STATION D'EPURATION DE PENFALLUT (compris dans l'accord de programmation 2014-2015-2016 - AELB)	CONSEIL REGIONAL	11009735		30/10/2014	08/12/2019	3 000 000,00		300 000,00		08/12/2019			
	ACTIFE QUIMPER CORNOUAILLE	Action d'insertion professionnelle											
	AELB - financement 1 (avance)	160695301	21/10/2014 8.1 20/07/16 8.1 14/12/16 8.1	12/04/2017	12/04/2020		12 160 000,00 €		<u>Versement avance</u>		12/04/2020		
									1 216 000,00 €				
									972 800,00 €				
	AELB - financement 2 (subvention)						12 160 000,00 €		<u>Versement du financement</u>				
									2 188 800,00 €				
									3 648 000,00 €				
									1 459 200,00 €				
	AELB - Travaux complémentaires	170453801	4/07/17 8.1	04/12/2017			944 300,00 €	703 300,00	421 980,00 €	421 980,00 €	14/12/2020		
CONSEIL DEPARTEMENTAL	CT_CCPF_DAEEL_02_045	6/07/16 4/07/17	17/11/2017			13 000 000,00 €	4 000 000,00	600 000,00 €		31/10/2020	180 000,00		
CONSTRUCTION D'UNE USINE DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE A BREHOULOU (maîtrise d'œuvre + travaux)	AELB			en cours d'examen									
	CONSEIL DEPARTEMENTAL		4/04/17 8.1	Dde en cours - 22/05/17									
RECHERCHE DE MICROPOLLUANTS	AELB	17039801	4/07/17 8.2	04/12/2017	14/12/2019	10 900,00		6 540,00		14/12/2019			
CONSTRUCTION DE TOILETTES SECHES SUR ST NICOLAS	AELB	1706089	14/12/16 - 6.3	<i>Dde envoyée le 25/10/17</i>		437 616,12							

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018
N° 1.6.**

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

AFFECTATION DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2017 : COMMUNE - PORTS

Le Conseil Municipal,

Vu les comptes administratifs de l'année 2017 : Commune et Ports,

Vu sa délibération 1.2. du 26 février 2018,

Vu l'avis de la Commission et la présentation du rapporteur,

Après en avoir délibéré, à la majorité (quatre abstentions : Mohamed RIHANI, Manuela MALANDAIN, Vincent ESNAULT et Christian HAMEAU) :

↳ décide d'affecter les résultats de l'exercice 2017 des budgets Commune et Ports comme suit :

COMMUNE	Résultat		2 651 356,27 €
	Affectation	Réserves sur le compte 1068	2 300 000 €
		Report en fonctionnement sur le compte R002	351 356,27 €
PORTS	Résultat		43 481,61 €
	Affectation	Réserves sur le compte 1068	35 000 €
		Report en fonctionnement sur le compte R002	8 481,61 €

Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,
Roger LE GOFF



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018**

N° 1.7.

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

OFFICE MUNICIPAL DE TOURISME : MONTANT DES SOMMES A VERSER EN 2018

Le Conseil municipal,

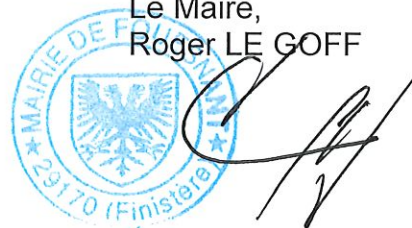
Vu l'avis de la commission et la présentation du rapporteur,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ⇒ donne son accord pour le versement à l'Office Municipal de Tourisme au titre de l'exercice 2018 du produit de la part communale de la taxe de séjour 2018, soit environ 275 000 € ;
- ⇒ prend l'engagement d'inscrire les crédits nécessaires au budget primitif de 2018 ;
- ⇒ autorise le Maire à mandater les sommes correspondantes.

Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,
Roger LE GOFF





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018**

N° 6.1.

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2224-10,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.151-24,

Vu la délibération 7.4. du 27 octobre 2016 du conseil municipal de Fouesnant arrêtant le zonage d'assainissement des eaux pluviales et le règlement s'y rapportant,

Vu l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2015 portant décision après examen au cas par cas dispensant le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Fouesnant d'évaluation environnementale,

Vu l'arrêté municipal n° 2017 AT 87 du 17 mars 2017 soumettant le zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Fouesnant à enquête publique,

Vu le rapport et les conclusions motivées de la commissaire enquêteur,

Vu l'avis favorable de la commissaire enquêteur sur le zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Fouesnant,

Considérant que le zonage d'assainissement des eaux pluviales et la réglementation qui s'y rapportent tels qu'ils sont présentés au Conseil Municipal sont prêts à être approuvés,

Vu l'avis de la Commission et la présentation du rapporteur,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ↳ approuve le zonage d'assainissement des eaux pluviales et la réglementation qui s'y rapportent,
- ↳ dit que la présente délibération sera transmise, avec le plan de zonage ainsi que le règlement, au Préfet du Finistère dans le cadre de l'exercice de son contrôle de légalité.

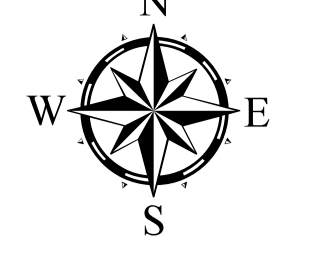
Le zonage d'assainissement des eaux pluviales ainsi que le règlement s'y rapportant seront annexés au PLU.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et d'une diffusion en caractères apparents dans un journal d'annonces légales, diffusé dans le département.

Le zonage d'assainissement des eaux pluviales approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Fouesnant, le 27 février 2018
Le Maire,
Roger LE GOFF





Légende

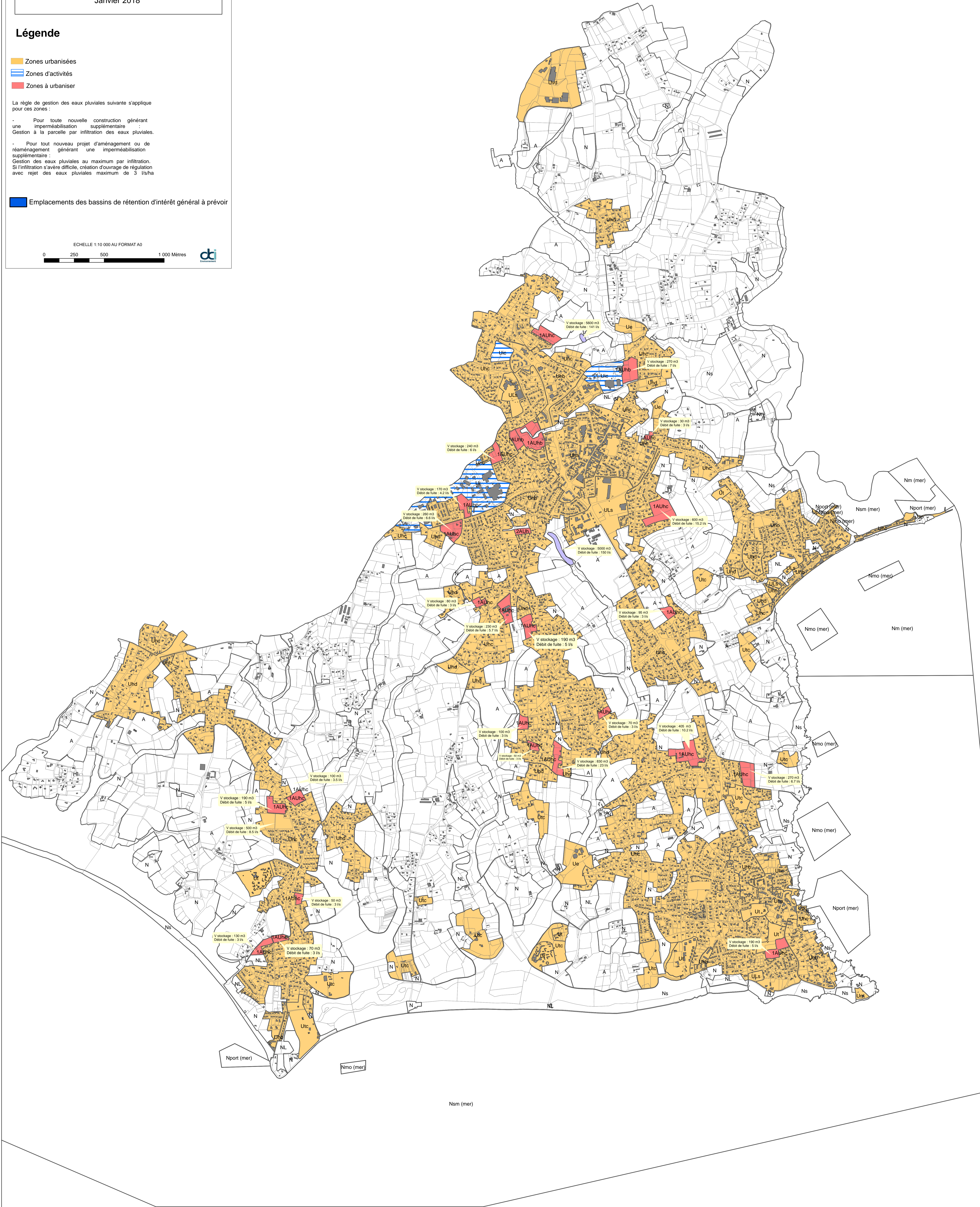
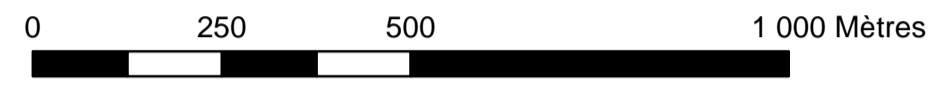
- Zones urbanisées
- Zones d'activités
- Zones à urbaniser

La règle de gestion des eaux pluviales suivante s'applique pour ces zones :

- Pour toute nouvelle construction générant une imperméabilisation supplémentaire :
Gestion à la parcelle par infiltration des eaux pluviales.
- Pour tout nouveau projet d'aménagement ou de réaménagement générant une imperméabilisation supplémentaire :
Gestion des eaux pluviales au maximum par infiltration.
Si l'infiltration s'avère difficile, création d'ouvrage de régulation avec rejet des eaux pluviales maximum de 3 l/s/ha

Emplacements des bassins de rétention d'intérêt général à prévoir

ECHELLE 1:10 000 AU FORMAT A0



Nsm (mer)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018**

N° 6.2.

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

CONVENTION AVEC BLUELIB POUR L'INSTALLATION DE DEUX BORNES DE RECHARGE DES VEHICULES

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission et la présentation du rapporteur,

Après en avoir délibéré, à la majorité (deux abstentions : Vincent ESNAULT et Christian HAMEAU) :

- ↪ émet un avis favorable à l'installation de deux infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables sur le territoire communal ;
- ↪ approuve les termes de la convention correspondante d'occupation du domaine public communal à intervenir entre la commune et Bluelib ;
- ↪ autorise le maire à signer la convention entre la commune de Fouesnant et Bluelib ainsi qu'à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Fouesnant, le 27 février 2018
Le Maire,
Roger LE GOFF



L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS VALANT ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME – APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Monsieur Le Cain rappelle que la commune de Fouesnant a prescrit la révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 10 juin 1994 et sa transformation en Plan Local d'urbanisme (PLU), par délibération du conseil municipal du 4 juin 2014.

Divers éléments ont conduit la municipalité à prendre la décision d'élaborer un PLU en lieu et place du POS :

- **Les objectifs règlementaires :**

- ✓ assurer la sécurité juridique du document d'urbanisme,
- ✓ assurer la compatibilité avec la loi littoral, les lois portant engagement national pour l'environnement, dites « Grenelle 1 et 2 », et la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR),
- ✓ la mise en conformité avec l'ensemble des documents existants ou à venir : le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Odet, le Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais (CCPF), le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Sud Cornouaille, et le Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL).

- **Les objectifs spécifiques liés à l'aménagement du territoire communal :**

- ✓ réguler la croissance démographique,
- ✓ diversifier l'offre de logements,
- ✓ affirmer la place du centre-ville dans la commune,
- ✓ conforter les agglomérations littorales de Beg-Meil, du Cap-Coz et de Moustierlin,
- ✓ renforcer le tissu économique local,
- ✓ promouvoir les activités liées au tourisme, principal moteur économique de la commune en assurant la pérennité des infrastructures existantes,
- ✓ maintenir les activités du secteur primaire : agriculture, pêche et conchyliculture,
- ✓ améliorer la qualité des espaces naturels et assurer le bon fonctionnement des écosystèmes en protégeant et gérant les zones humides le maillage bocager, l'archipel des Glénan,
- ✓ mettre en valeur le patrimoine naturel et bâti,
- ✓ favoriser une démarche environnementale dans le futur développement de Fouesnant en favorisant la prise en compte des principes de développement durable dans l'habitat, la gestion des déchets, au niveau des déplacements et au niveau des paysages.

La délibération du 4 juin 2014 définissait les modalités de la concertation de la population, des associations locales et des autres personnes concernées, dont les représentants de la population agricole de la manière suivante :

- information au travers des publications municipales et de la presse,
- information sur le site Internet de la commune,
- organisation d'une exposition en mairie sur les principaux éléments du PADD ainsi que sur le projet de zonage,
- mise à disposition en mairie, aux jours et heures d'ouverture, d'un registre pour recueillir les observations du public, dès la publication de la présente délibération,
- organisation de deux réunions publiques aux étapes charnières de la procédure (avant le débat sur les orientations du PADD et avant l'arrêt du projet de PLU).

Elle a revêtu les formes suivantes :

- la mise à disposition du public, en mairie, d'un registre d'observations,
- la mise à disposition sur le site internet de la ville des documents composant le PLU au fur et à mesure de l'avancement des études,
- deux expositions en mairie sur le PADD et le projet de règlement graphique,
- l'organisation de deux réunions publiques, la première (le 6 octobre 2014) pour présenter la procédure et les orientations du PADD et la seconde (le 11 mai 2016) portant sur le projet de règlement graphique,
- la publication dans le magazine municipal d'articles relatifs au PLU,
- la parution de brèves et articles dans la presse quotidienne régionale.

Le bilan de cette concertation a été tiré par le conseil municipal lors de l'arrêt du projet de PLU le 27 octobre 2016.

Consultation des Personnes Publiques Associées et de la MRae sur le projet de PLU arrêté

Le projet de PLU arrêté, selon les articles R.123-1 à R.123-14 CU applicables au 31 décembre 2015, a été notifié pour avis à l'autorité Environnementale (MRae) ainsi qu'aux personnes publiques mentionnées aux articles L.153-16, L.153-17 et R.153-6 du code de l'urbanisme, lesquelles disposaient d'un délai de 3 mois pour émettre leur avis avant l'enquête publique.

Les avis des Personnes Publiques Associées au projet et l'avis de synthèse du Préfet du Finistère sont synthétisés ci-dessous, les avis complets figurent dans les pièces administratives du dossier de PLU soumis à l'approbation du Conseil municipal :

- **Préfecture du Finistère** : le Préfet indiquait dans son courrier que le projet de PLU arrêté devait être nécessairement retravaillé avant la phase d'enquête publique en intégrant les observations émises dans le rapport de synthèse joint. Une réunion a été organisée en mairie avec les services de la Préfecture et de la DDTM le 7 mars 2017 et il a été convenu qu'un tableau de synthèse des observations formulées par les PPA et des réponses / décisions que la commune souhaitait apporter serait joint au dossier soumis à enquête publique ;
- **Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe)** : recommandations ;
- **Chambre de Commerce et d'Industrie de Quimper Cornouaille** : avis favorable avec réserves ;

- **SYMESCOTO** : avis favorable ;
- **Chambre d'Agriculture du Finistère** : avis favorable sous réserve de la prise en compte de quelques observations ;
- **Comité Régional de la Conchyliculture de Bretagne Sud** : avis favorable sans réserve ;
- **Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAQ)** : avis favorable sans réserve ;
- **Région Bretagne** : courrier de portée générale visant à élaborer des projets de territoire de qualité, sans observation sur le projet de PLU arrêté de Fouesnant ;
- **Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)** : avis favorable au titre de l'article L 151-12 du code de l'urbanisme sous réserve de la fixation à 60 m² d'une surface minimale initiale des habitations pouvant faire l'objet d'une extension et avis favorable sans réserve au titre de l'article L 151-13 du code de l'urbanisme.

Enquête publique :

Par ordonnance du 8 février 2017 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rennes, Madame Camille HANROT LORE a été désignée en qualité de commissaire enquêteur.

L'enquête publique, fixée par arrêté municipal n° **2017 AT 86** du 17 mars 2017, s'est déroulée du 10 avril au 12 mai 2017 inclus soit pendant une durée de 33 jours consécutifs.

Les avis des Personnes Publiques Associées et de la MRae ont été joints au dossier soumis à enquête publique. Un tableau synthétisant ces avis et les réponses / décisions que la commune se proposait d'y apporter, en précisant les documents du projet de PLU qui sont modifiés, a également été joint au dossier d'enquête.

Pendant les 10 permanences, 270 personnes sont venues pour examiner le dossier et rencontrer la commissaire enquêteur. Cette enquête a donné lieu à 187 observations totalisant 631 pages.

Le 22 mai 2017, la commissaire enquêteur a déposé un procès-verbal de synthèse des observations du public à la commune. Par courriel du 6 juin 2017, la commune de Fouesnant a émis un mémoire en réponse. Ils sont joints en annexe au rapport de la commissaire enquêteur.

Rapport et avis de la commissaire enquêteur

La commissaire enquêteur a remis son rapport et avis le 19 juin 2017 à la commune, joints à la présente délibération sur CD-Rom et téléchargeable sur le site Internet de la Ville de Fouesnant. Celui-ci s'articule autour de 2 parties :

- 1ere partie : rapport,

- 2eme partie : avis et conclusions du commissaire enquêteur. Son appréciation sur les demandes et observations formulées pendant l'enquête est organisée en 12 thématiques :
 - 1 - Avis général sur le PLU
 - 2 - Population, gestion économe de l'espace et logements
 - 3 - Parcelles ou zones constructibles
 - 4 - Campings
 - 5 - Emplacements réservés et aire des gens du voyage
 - 6 - Zone agricole
 - 7 - Zones naturelles et environnement
 - 8 - Espaces boisés classés, haies, talus, trame verte et bleu
 - 9 - Patrimoine, bâtiments pouvant changer de destination
 - 10- Commerces
 - 11- Déplacements
 - 12- Règlement
 - 13- Dossier et enquête publique

- En synthèse, dans le chapitre III intitulé « avis et conclusions du commissaire enquêteur sur le projet », la commissaire enquêteur a **émis un avis défavorable à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fouesnant, considérant que le projet n'a pas suffisamment pris en compte certaines contraintes du territoire :**

De façon générale, eu égard aux caractéristiques de la commune présentées supra, la maîtrise de la consommation foncière est insuffisante, notamment pour la densification des secteurs déjà urbanisés et les densités prises en compte dans les extensions (il faudrait garantir un minimum de 25 logements / ha) ; à ceci s'ajoutent des zones AU trop dispersées. Il est rappelé que l'artificialisation des sols est supérieure à la somme des zonages U et AU prévus au PLU.

Cette orientation ne respecte pas l'article L121-1b du code de l'urbanisme (développement urbain maîtrisé, restructuration des espaces urbanisés, revitalisation des centres urbains et ruraux, utilisation économe des espaces naturels).

- *L'urbanisation prévue est en contradiction avec un des objectifs du PADD qui est de maintenir les exploitations agricoles existantes et de favoriser l'implantation de nouveaux agriculteurs :*
 - *40 % du foncier (AUh) sont prélevés sur des terres agricoles déclarées à la PAC : les zones 15 de Kerveltrec, 19 de Mestrézec, 11 d'Hent Lestrizivit Nord, 18 de Kergrenn, 20 de Kerneuc (pour une partie) ;*
 - *la règle de réciprocité n'est pas appliquée pour la zone 20 de Kerneuc à proximité du siège d'exploitation agricole de Kerpoul ainsi que pour les parcelles Uhd situées près de celui de Keramanson ;*
 - *les trop nombreuses zones Uh « grignotent » des parcelles agricoles ou naturelles sur l'ensemble de la commune sans aucune OAP qui organiserait l'aménagement et permettrait de respecter la densité.*

- *Certaines zones 1AUh n'ont pas, en l'état, des accès suffisants et sécurisés pour permettre leur urbanisation : zone 7 Saint-Jean, partie sud de la zone 17 de Hent Pont Prat Foulou, Zone 19 de Mestrézec.*

- *Par ailleurs, au regard de la Loi Littoral et de la compatibilité avec le SCoT de l'Odét, l'ensemble urbain constitué par l'agglomération Moustierlin – Mestrézec - Pont-Henzec (p276 du rapport de présentation), ainsi que le secteur au nord du Camping de la Piscine, ne semblent pas être caractérisés par une « densité significative » de constructions.*

- *Dans le secteur de Beg-Meil Est, dans la bande littorale des 100 m, certains espaces ont été rattachés aux zones constructibles en contradiction avec l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Nantes.*
- *Aucun emplacement d'aire des gens du voyage n'est prévu contrairement à la loi Besson du 5 juillet 2000 pour les communes de plus de 5 000 habitants, et au schéma départemental des gens du voyage.*
- *Des vallées ne sont pas protégées sur toutes leurs longueurs :*
 - *en zone N (Henvez, vallée à l'ouest de Goas Ru, Hent Kernalou (CR 11 et 50)...) en compatibilité avec le SCoT ;*
 - *le règlement de la zone Uh devra être modifié ainsi : « constructions nouvelles situées à moins de 15 m vis-à-vis d'un cours d'eau naturel permanent », afin que le règlement concerne les cours d'eau busés et non busés en compatibilité avec le SCoT ;*
 - *la contrainte hydraulique importante de la zone 1AUh de Kernoach devra être étudiée ;*
 - *l'inventaire des zones humides devra être complété en concertation avec les associations notamment dans les « secteurs à enjeux » (SDAGE).*

Analyse du rapport et de l'avis de la commissaire enquêteur par la commission PLU

La commission PLU s'est réunie les 3, 10 octobre et 17 novembre 2017 afin d'analyser ce rapport et avis.

Pour rappel, en matière d'enquête publique environnementale, le sens des conclusions du commissaire enquêteur ne lie pas l'autorité compétente pour prendre la décision. Pour autant, le caractère défavorable des conclusions rendues par le commissaire enquêteur n'est pas dépourvu d'incidences.

Compte tenu des conséquences tant juridiques, financières que temporelles engendrées par une nouvelle prescription de l'élaboration du PLU, la commission PLU s'est attachée à analyser l'avis de la commissaire enquêteur dans son intégralité afin d'avoir une vision d'ensemble des observations et demandes formulées par le public pendant l'enquête et des motifs qui ont conduit la commissaire enquêteur à émettre un avis défavorable. Cet avis motivé est toutefois personnel, la commissaire enquêteur n'étant pas lié par les avis et opinions dominants.

Le rapport intitulé « adaptations prises en compte par la commune par rapport au projet de PLU arrêté, suite à l'enquête publique » joint en annexe 2 reprend l'avis détaillé de la commissaire enquêteur sur les demandes formulées pendant l'enquête publique et classées par thématique, complété des adaptations que la commission PLU propose d'apporter au projet de PLU.

La commission ne partage pas l'avis de la commissaire enquêteur sur la maîtrise de la consommation foncière. Le projet de PLU arrêté traduit une volonté de la commune d'inscrire le projet de territoire dans une logique de modération de la consommation d'espace, en tenant compte de la Trame Verte et Bleue à l'échelle du territoire communal.

L'ensemble de la réflexion menée pour déterminer les secteurs constructibles s'est appuyé :

- sur les agglomérations et village identifiées dans le respect des principes édictés par la Loi Littoral,
- et sur une traduction des orientations définies dans le PADD.

Ainsi, par rapport au POS, le respect des dispositions de la Loi Littoral et le souci d'économie de consommation d'espaces ont conduit à zoner les secteurs d'habitat diffus en A ou N.

Une diminution de la zone agricole peut être observée mais celle-ci s'explique par une meilleure prise en compte des zones naturelles de la commune. En superficie, les zones A « agricoles » demeurent les plus représentées à l'échelle communale.

L'accroissement significatif des zones naturelles est à souligner (les zones naturelles terrestres couvrent 1 021,72 hectares, soit **31,53 %** de la superficie communale, contre 824,45 Ha au POS (25,11 %)). Cette augmentation s'explique par la redéfinition des espaces urbanisés de la commune – au travers du prisme de la Loi Littoral – ce qui a conduit à zoner de nombreux secteurs d'habitat diffus en zone naturelle « N » et non plus en zones constructibles « U » ou « NA ». Ces zones constituent l'armature de la trame verte et bleue et matérialisent les continuités écologiques qu'il convient de préserver.

Une relecture globale des zonages a été faite afin de mettre en U tous les secteurs aujourd'hui physiquement bâtis, ainsi que ceux où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter, ce qui explique l'augmentation des zones urbaines entre le POS et le PLU.

Des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ont été réalisées sur l'ensemble des zones 1AUh.

Au total, conformément aux prospectives de développement à 10 ans, les zones d'urbanisation future dédiées à l'habitat représentent 42,4 hectares en 1AUh/2AUh, dont 22 ha en « extension » des enveloppes urbaines des agglomérations (le reste représentant des îlots constructibles au sein des enveloppes bâties).

Ces « extensions » des enveloppes urbaines ne représentent que 0,7 % de la surface communale. Le PLU matérialise beaucoup moins de zones disponibles à vocation d'habitat (AUh) que le POS de 1994 (NAb, NAc, NAd, NAe, 2NA) : 42,49 hectares contre près de 190 hectares. Les zones U et AU situées en extension ont été délimitées en continuité des agglomérations et villages, en compatibilité avec les dispositions de la Loi littoral.

En termes de **densité**, le projet arrêté par la commune est compatible avec les dispositions du SCOT de l'Odet. Une densité moyenne de 40 lgts / ha est imposée en zones Uha, et de 25 logts / ha en zones Uhb et 1AUhb. Sur l'ensemble de la commune, la densité moyenne est de 20,3 logts / ha, elle est supérieure à celle indiquée dans le SCOT (19 logts / ha sur l'ensemble de la commune de Fouesnant qualifiée de pôle urbain structurant).

Pour une meilleure compréhension, la commission PLU propose de préciser la **rédaction des OAP** de la façon suivante :

« En dehors des secteurs d'habitat faisant l'objet d'une OAP détaillée, pour toutes les constructions, l'autorisation d'urbanisme pourra être refusée ou soumise à des prescriptions particulières si le projet de construction ou d'aménagement est de nature à compromettre une gestion économe de l'espace conformément à l'article L.101-2 du code de l'urbanisme, notamment en termes de création d'accès et d'implantation de la construction pour permettre une densification ultérieure du terrain ; la densité brute minimale à respecter - sauf si la nature du sol ou la configuration de la parcelle ne le permet pas - est de :

- 40 logements par hectare en zone Uha ;
- 25 logements par hectare en zone Uhb ;
- 20 logements par hectare en zone Uhc ;
- 15 logements par hectare en zone Uhd. »

La commissaire enquêteur revient sur **certaines zones 1AUh qui n'ont pas, en l'état, des accès suffisants et sécurisés pour permettre leur urbanisation** : zone 7 Saint-Jean, partie sud de la zone 17 de Hent Pont Prat Foulou, Zone 19 de Mestrézec.

Compte-tenu des observations formulées par les riverains quant à la sécurité et à l'augmentation de circulation qu'engendrera l'ouverture à l'urbanisation et de l'avis de la commissaire enquêteur, la commission propose de supprimer l'ensemble de la zone 1AUhc de Saint-Jean Nord et de réduire la 1AUhc de Saint-Jean Sud (uniquement maintenue sur la parcelle BS7).

Sur la zone 1AUhc de Hent Pont Prat Foulou, il est proposé de la réduire : au Nord seules les parcelles 110, 111, 112, 32 et 33 sont maintenues constructibles, en Uhc, et au Sud seule la parcelle 18 est maintenue en 1AUhc. Les parcelles DK29, 30 et 21 sont mises en zonage naturel N.

Sur **le secteur de Mestrézec**, la commune avait apporté des éléments de réponse à la commissaire enquêteur dans son mémoire en réponse au procès-verbal des observations. Les conditions d'accès seront traitées lors de l'aménagement de la zone. Afin d'améliorer les infrastructures existantes en matière de sécurité et de mobilité (accessibilité du domaine public), une première réflexion est menée entre la commune de Fouesnant et le Conseil départemental du Finistère pour la mise en sécurité de la route de Mestrezec depuis l'école de Mousterlin en direction de Pont-Henvez dans le cadre de l'extension d'urbanisation du secteur et notamment des permis délivrés à l'OPAC.

Le projet intègre également l'aménagement de la voie communale de Hent Kroas Kerneing pour sa partie située à l'ouest de la route départementale. Cette voie communale servira de desserte au projet de l'OPAC et permettra de déboucher en toute sécurité sur la route de Mestrezec. Un projet de liaison douce est également prévu depuis la voie communale de Hent Kroas Kerneing en direction de Pont-Henvez. Cette liaison douce empruntera les cheminements internes prévus dans le projet de l'OPAC pour rejoindre la voie communale de Karn Menez Kersouren et relier Pont-Henvez par un cheminement inscrit au projet de PLU.

La zone 19 de Mestrezec est en continuité avec l'agglomération. La zone est mise en 1AUhc, pour être cohérent avec les densités alentours.

Au regard de la jurisprudence actuelle, la commission considère que l'ensemble urbain constitué par l'agglomération Mousterlin – Mestrézec - Pont-Henvez, identifié également dans le SCOT comme une agglomération, sont caractérisés par une densité significative de constructions et ne souhaite pas apporter de changement au zonage. En effet, l'agglomération de Mousterlin - Pont-Henvez s'étend aujourd'hui sur une enveloppe globale d'environ 163 hectares, y compris la vallée humide de Pont-Henvez. Elle dispose de commerces de proximité, et il y existe une véritable vie de quartier (école publique).

Au Nord, l'urbanisation s'est développée de part et d'autre de la route de la RD134, sous forme d'habitat pavillonnaire. Elle s'étire donc aujourd'hui depuis Mousterlin au Sud – partie la plus 'balnéaire', comprenant des structures touristiques (hôtels, restaurants, campings, port...), jusqu'à Pont-Henvez au Nord, en passant par Croaz Hent Kerneing et Mestrézec.

Il est à noter que l'agglomération se poursuit sur la commune de Bénodet, avec le secteur de Park an Groas-Pen ar Créac'h (en jaune sur la carte ci-après).

Ainsi, aujourd'hui « Mousterlin – Pont-Henvez » constitue une seule agglomération.

Au total, plus de 1 380 bâtiments (habitations, annexes, commerces, bâtiments d'activités...) sont implantés sur l'ensemble de l'agglomération côté fouesnantais, auxquels s'ajoutent environ 140 bâtis cadastrés côté Bénodet.

L'enveloppe de 163 ha tient compte à la fois des parcelles bâties et des potentiels fonciers « en dent creuse » ; ainsi, en resserrant l'enveloppe sur les parcelles bâties (en U), les 1 380 constructions occupent environ 134,5 ha, soit une densité apparente de 10,26 logements / ha.

En termes de nombre et de densité des constructions, le secteur répond donc bien aux caractéristiques des villages et agglomérations au sens de la Loi Littoral.

Dans le **secteur de Beg-Meil Est**, dans la bande littorale des 100 m, la commune estime que les constructions existantes sont situées au sein de l'espace urbanisé, et qu'il est cohérent de les intégrer à la zone U.

Concernant l'obligation de **réaliser une aire d'accueil des gens du voyage, la commission propose qu'elle soit implantée** sur la parcelle communale DB 72 (2 201 m²), située en zone constructible Ui. Le règlement écrit de la zone Ui sera complété pour permettre expressément sa réalisation.

Sur la protection des cours d'eau, il est proposé de suivre l'avis de la commissaire enquêteur et de corriger **le règlement écrit afin de supprimer la notion de « non busé » dans tous les articles 1.**

En ce qui concerne la « contrainte hydraulique » de la zone 1AUh de Kernoach, il est proposé de supprimer le **zonage 1AUhc au profit d'un zonage N**, à l'exception de la partie bâtie (maison) située au Nord-Ouest, intégrée au zonage Uhb adjacent.

La commissaire enquêteur revient sur **l'inventaire des zones humides** qui, selon elle, devra être complété en concertation avec les associations notamment dans les « secteurs à enjeux » (SDAGE). La commune, dans son mémoire en réponse, a déjà apporté des éléments d'explication. Elle rappelle qu'un inventaire de zones humides qu'il soit validé ou non par un conseil municipal n'est pas directement opposable. Il constitue seulement un porter à connaissance préalable à toute démarche de protection. L'inventaire des zones humides ne conditionne donc pas à lui-seul l'exercice de la police de l'eau qui s'applique sur toutes les zones qui correspondent à la définition de l'article L.211-1 du code de l'environnement, qu'elles soient inventoriées ou non. Les inventaires doivent être les plus exhaustifs possibles mais restent par définition non exhaustifs puisqu'il s'agit de milieux naturels en constante évolution. Ils apportent une information aux différents acteurs mais les dispositions de la loi sur l'eau s'appliquent même si un projet concerne une zone humide qui n'a pas été inventoriée. Les études menées dans le cadre de l'aménagement de la zone détermineront, s'il y a lieu, la présence de zone humide telle que définie précédemment, et sa prise en compte dans l'aménagement (espace vert...).

Au regard de l'analyse du rapport et avis de la commissaire enquêteur, ainsi que des avis des PPA et de la MRae, la commission PLU a considéré que :

- **compte tenu des recommandations et des avis formulés par les PPA et la MRae favorables au projet de PLU arrêté,**
- **le projet arrêté et soumis à enquête publique respecte les objectifs de densité et de limitation de la consommation foncière énoncés dans le SCOT de l'Odet,**
- **les adaptations proposées sont mineures et ne remettent pas en cause l'économie générale du projet,**

le projet de PLU amendé des adaptations proposées (annexes 1 et 2) devait être soumis à l'approbation du conseil municipal.

Le conseil municipal de Fouesnant doit, suite aux avis des PPA, de la MRae, et des observations formulées pendant l'enquête publique, apprécier la pertinence des demandes et remarques pour éventuellement les prendre en compte et amender les documents du projet de PLU avant de l'approuver. La commission PLU a analysé ces avis et demandes qui sont repris dans deux documents de synthèse annexés à la présente délibération pour rendre compte des suites apportées :

- un tableau sur les remarques des personnes publiques associées et de la MRae, et les réponses apportées à ces remarques, en précisant les documents du projet de PLU qui sont modifiés (annexe 1),
- un rapport sur les adaptations qu'il est proposé d'apporter au projet de PLU reprenant l'avis détaillé de la commissaire enquêteur pour les demandes formulées pendant l'enquête publique (annexe 2).

Le présent projet de PLU soumis au Conseil municipal pour approbation comprend les documents suivants :

- **le rapport de présentation composé :**
 - de l'état des lieux et enjeux ainsi que l'état initial de l'environnement,
 - du bilan du POS et l'analyse de la consommation foncière,
 - des explications et justifications des choix du projet de PLU, de l'analyse des incidences sur l'environnement et l'évaluation environnementale du PLU ;
- **le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)**, débattu en séance du Conseil municipal le 21 octobre 2014, élaboré sur la base du projet communal, qui exprime une vision stratégique du développement territorial et se décline en 11 axes :
 - réguler la croissance démographique en modérant la consommation d'espace et en luttant contre l'étalement urbain,
 - diversifier l'offre de logements,
 - affirmer la place du centre-ville dans la commune,
 - conforter les agglomérations littorales de Beg-Meil, du Cap-Coz et de Moustierlin,
 - renforcer le tissu économique local,
 - promouvoir les activités liées au tourisme, principal moteur économique de la commune,
 - maintenir les activités du secteur primaire : agriculture, pêche et conchyliculture,
 - améliorer la qualité des espaces naturels et assurer le bon fonctionnement des écosystèmes,
 - mettre en valeur le patrimoine naturel et bâti,
 - intégrer une démarche environnementale dans le futur développement de Fouesnant,
 - orientations générales en matière de développement des communications numériques.
- **les orientations d'aménagement et de programmation** élaborées sur les secteurs classés en zone 1AUhb et 1AUhc, qui décrivent des principes d'aménagement, avec lesquels les autorisations d'urbanisme devront être compatibles ;
- **les règlements écrit et graphique ;**

- **les annexes** qui comprennent notamment :
 - la mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées et le zonage d'assainissement des eaux usées,
 - le projet de zonage d'assainissement pluvial,
 - le zonage eau potable,
 - les servitudes d'utilité publique dont le Plan de Prévention des Risques Littoraux approuvé le 12 juillet 2016,
 - le classement sonore des infrastructures de transport terrestres,
 - les zones de préemption au titre des espaces Naturels Sensibles,
 - le régime de la taxe d'aménagement.

Il convient de noter que le projet de PLU présenté n'a pas pu anticiper les nouvelles dispositions réglementaires issues du décret du 28 décembre 2015 relatif à la modernisation du contenu des PLU, compte tenu de l'avancement des études à la date du décret.

Cependant, aux termes du paragraphe VI de l'article 12 du décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du Code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, les dispositions des articles R. 123-1 à R. 123-14 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent applicables aux plans locaux d'urbanisme dont l'élaboration, la révision, la modification ou la mise en compatibilité a été engagée avant le 1er janvier 2016.

L'ensemble de ces documents a été remis au format numérique (CD Rom) à chaque conseiller en même temps que la convocation du conseil en date du 19 février 2018 et à leur domicile par la police municipale contre signature, le 20 février 2018.

Il était également mis à la disposition des conseillers municipaux au format papier en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture.

Il est donc proposé au Conseil municipal de modifier le projet de plan local d'urbanisme qui a été soumis à l'enquête publique pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des autorités consultées et de certaines observations émises lors de l'enquête et d'approuver le plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération.



Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les dispositions du Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L151-1 et suivants ;

Vu la délibération du 4 juin 2014 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) en Plan Local d'Urbanisme (PLU) et fixant les modalités de la concertation avec la population ;

Vu les débats qui se sont tenus au sein du Conseil municipal, lors de sa séance du 21 octobre 2014, sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et la délibération les retraçant ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 27 octobre 2016 arrêtant le projet de PLU et tirant le bilan de concertation publique ;

Vu les avis des Personnes Publiques Associées sur le projet de PLU ;

Vu l'arrêté municipal n° 2017 AT 86 du 17 mars 2017 soumettant le projet de PLU à enquête publique qui s'est déroulée du 10 avril au 12 mai 2017 inclus soit pendant une durée de 33 jours consécutifs ;

Vu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sur le projet de PLU ;

Vu l'avis défavorable de la commissaire enquêteur sur le projet de PLU ;

Vu le tableau de synthèse des remarques des personnes publiques associées et de la MRae, et les réponses/adaptations proposées à ces remarques, en précisant les documents du projet de PLU qui sont modifiés ;

Vu le rapport intitulé « adaptations prises en compte par la commune par rapport au projet de PLU arrêté » joint en annexe 2, présentant aux conseillers municipaux les modifications apportées au projet de PLU arrêté ;

Vu les annexes jointes présentant aux conseillers municipaux les modifications apportées au projet de PLU arrêté ;

Vu le dossier de PLU tel qu'annexé à la présente délibération ;

Considérant que les remarques faites lors de l'enquête publique et les avis rendus par les personnes publiques associées et les autorités consultées justifient quelques modifications mineures du projet de plan local d'urbanisme, exposées dans le tableau de synthèse joint en annexe 1 et le rapport intitulé « adaptations prises en compte par la commune par rapport au projet de PLU arrêté, suite à l'enquête publique », joint en annexe 2 ;

Considérant que ces ajustements et modifications mineurs sont issus des résultats de la consultation des personnes publiques associées, des autorités consultées et de l'enquête publique ;

Considérant que les modifications apportées au projet de plan local d'urbanisme sont mineures et n'ont pas eu pour effet de remettre en cause les orientations d'aménagement et partis d'urbanisme retenus et ne bouleversent pas l'économie générale du projet ;

Considérant que le dossier de PLU, tel qu'il est présenté au Conseil municipal et annexé à la présente délibération, comprenant les modifications proposées, respecte les objectifs de densité et de limitation de la consommation foncière énoncés dans le SCOT de l'Odet et est prêt à être approuvé conformément aux dispositions de l'article L 153-43 du code de l'urbanisme ;

Considérant que les éléments de réponse apportés à l'avis défavorable du commissaire enquêteur justifient de l'approbation du PLU ;

Après avoir pris connaissance des éléments mentionnés ci-dessus mis à la disposition des conseillers municipaux au format papier (en mairie) et au format numérique (CD Rom) à chaque conseiller en même temps que la convocation du conseil en date du 19 février 2018 ou à leur domicile par la police municipale le 20 février 2018 ;

Après en avoir délibéré, à la majorité (quatre votes contre : Mohamed RIHANI, Manuela MALANDAIN, Vincent ESNAULT et Christian HAMEAU) :

Le conseil municipal :

- ↪ décide de modifier le projet de plan local d'urbanisme qui a été soumis à l'enquête publique pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des autorités consultées, et de certaines observations émises lors de l'enquête ;
- ↪ décide d'approuver le plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente ;
- ↪ précise que conformément à l'article R. 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant le délai d'un mois et d'une diffusion en caractères apparents dans un journal d'annonces légales, diffusé dans le département ;
- ↪ précise que le dossier de PLU approuvé et exécutoire sera consultable en mairie aux jours et horaires habituels d'ouverture.

La présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture et de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité précitées.

Fouesnant, le 27 février 2018
Le Maire,
Roger LE GOFF



A handwritten signature in black ink, appearing to be "R. Le Goff", written over the printed name of the Mayor.



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018
N° 7.2.**

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

**INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA
COMMUNE DE FOUESNANT**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment l'article L 211-1 ;

Etant donné que le Conseil Municipal a été invité à approuver le PLU lors du point précédent lors de la présente séance ;

Considérant que les communes dotées d'un PLU approuvé peuvent instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines (U) ou à urbaniser (AU) ;

Vu l'avis de la Commission et la présentation du rapporteur ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

↳ décide d'instituer le droit de préemption urbain sur les secteurs tels qu'ils figurent au plan annexé du PLU approuvé le 26 février 2018,

↳ donne délégation au Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et précise que les articles L 2122-17 et L 2122-19 sont applicables en la matière,

↳ précise que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire lorsqu'elle aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département.

Le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article R151 -52/7° du code de l'urbanisme.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme.

Une copie de la délibération sera transmise :

- à Monsieur le Préfet du Finistère,
- à Monsieur le directeur départemental des services fiscaux,
- à Monsieur le président du conseil supérieur du notariat,
- à la chambre départementale des notaires,
- au barreau constitué près du tribunal de grande instance de Quimper et au Greffe du même tribunal.

Fouesnant, le 27 février 2018

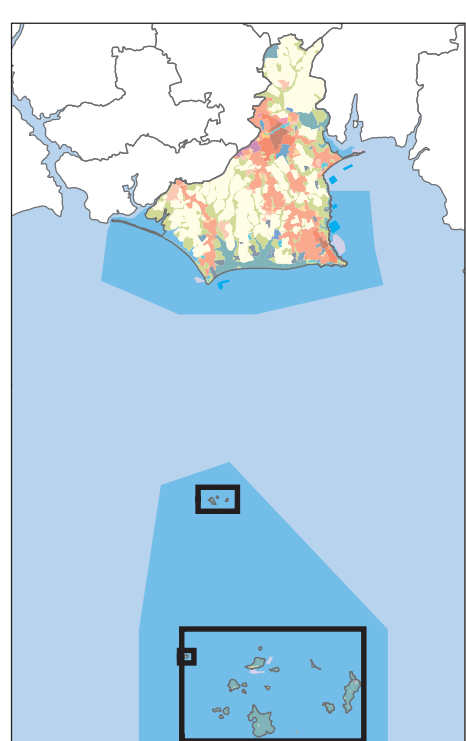
Le Maire,
Roger LE GOFF



PLAN LOCAL D'URBANISME



Finistère



Règlement graphique

Plan 3 sur 3



Nature du petit patrimoine			
01 - Puits	18 - Four	35 - Croix, calvaire	51 - Puits
02 - Puits	19 - Puits	36 - Puits	52 - Calvaire
03 - Puits	20 - Moulin à eau	37 - Croix, calvaire	53 - Puits
04 - Lavoir	21 - Puits	38 - Puits	54 - Croix, calvaire
05 - Puits	22 - Lavoir	39 - Puits	55 - Croix, calvaire
06 - Puits	23 - Manoir	40 - Puits	56 - Four
07 - Puits	24 - Calvaire	41 - Puits	57 - Puits
08 - Puits	25 - Moulin à eau	42 - Fontaine	58 - Bâti de qualité
09 - Puits	26 - Lavoir	43 - Lavoir	59 - Bâti de qualité
10 - Lavoir	27 - Croix, calvaire	44 - Fontaine	60 - Puits
11 - Puits	28 - Gué	45 - Calvaire	61 - Puits
12 - Puits	29 - Fontaine	46 - Puits	62 - Puits
13 - Chapelle	30 - Croix, calvaire	47 - Puits	63 - Four à pain
14 - Puits	31 - Croix, calvaire	48 - Croix, calvaire	64 - Fontaine
15 - Fontaine	32 - Puits	49 - Croix, calvaire	65 - Four
16 - Puits	33 - Lavoir	50 - Croix, calvaire	66 - Four
17 - Fontaine	34 - Stèle	50 - Croix, calvaire	67 - Puits

ZONAGE GRAPHIQUE

Zones urbaines à vocation d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat

Uha : Secteur urbain correspondant à un type d'urbanisation relativement dense, en ordre continu, destiné à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat

Uhb : Secteur urbain correspondant à un type d'urbanisation de densité moyenne, en ordre continu ou discontinu, destiné à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat

Uhc : Secteur urbain correspondant à un type d'urbanisation aérée en ordre discontinu, destiné à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat

Uhd : Secteur urbain correspondant à une urbanisation de faible densité, destinée à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat

Zones urbaines à vocation d'équipements

Ue : Secteur urbain destinés à recevoir les installations, constructions et équipements liés à la production et traitement d'eau potable (PEN ALLEN), et d'épuration des eaux usées (MEIL CHOET, PEN FALUD)

Uls : Secteur urbain destiné à recevoir les installations, constructions et équipements publics ou privés, de sport et de loisirs, ainsi que les équipements d'intérêt collectif

Um : Secteur destiné à recevoir exclusivement les installations techniques nécessaires au fonctionnement du service public militaire

Uvd : Pôle de valorisation des déchets implanté à Kérambris

Zones urbaines à vocation d'activités économiques

Ui : Secteur urbain destiné aux activités industrielles, artisanales, commerciales et de services, dont l'implantation est nécessaire dans une zone spécifique, à l'extérieur des zones d'habitat

Uic : Secteur urbain destiné aux activités artisanales et commerciales, dont l'implantation est nécessaire dans une zone spécifique, à l'extérieur des zones d'habitat

Up : Zone urbaine à vocation portuaire, de nautisme et de plaisance, destinée à recevoir toutes les installations et équipements publics ou privés, de pêche ou de plaisance, liés à l'activité du port

Zones urbaines à vocation d'activités touristiques

Ut : Secteur correspondant aux activités des campings, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances et des équipements touristiques (hébergement, restauration, loisirs, sports...)

Utc : Secteur correspondant aux campings et aux parcs résidentiels de loisirs

Zones à urbaniser à vocation d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat

1AUhb : Secteur à urbaniser à court terme, correspondant à un type d'urbanisation de densité moyenne, en ordre continu ou discontinu, destiné à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat

1ALhc : Secteur à urbaniser à court terme, correspondant à un type d'urbanisation aérée en ordre discontinu, destiné à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat

2ALh : Secteur à urbaniser à moyen ou long terme, destiné à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat

Zones agricoles

A : Secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles

Zones naturelles et forestières

N : Secteur naturel qu'il convient de préserver en raison soit de la qualité de sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de leur caractère d'espace naturel

Nm : Secteur couvrant les parties du Domaine Public Maritime qui ne sont pas situées en zones Natura 2000 (ZSC et ZPS)

NL : Secteur naturel à vocation d'installations et d'équipements légers de sport et de loisirs

Nmo : Zones de mouillages autorisées sur le Domaine Public Maritime

Nport : Secteur maritime couvrant les activités portuaires

Ns : Espaces littoraux à préserver en application de l'article L.121-23 du code de l'urbanisme (Espaces Remarquables au titre de la loi Littoral)

Nsm : Espaces maritimes à préserver en application de l'article L.121-23 du code de l'urbanisme (Espaces Remarquables au titre de la loi Littoral)

Nt : Secteur correspondant au village vacances de La Vaillante, situé en bordure de l'anse de Penfoulc.

PRESCRIPTIONS

- Espace boisé classé (boisement)
- Emplacement réservé
- Servitude de mixité sociale
- Secteur protégé en raison de la richesse du sol et du sous sol
- Périmètre de diversité commerciale
- Marge de recul inconstructible (par rapport à l'axe de la voie ou aux limites séparatives) et conditions d'alignements (sur la voirie)
- Linéaire de restriction de changement de destination des rez-de-chaussée commerciaux
- Espace boisé classé (arbre)
- Bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site
- Secteur comportant des orientations d'aménagement et de programmation
- Secteur avec limitation de la constructibilité ou de l'occupation pour des raisons de nuisances ou de risques
- Risque de submersion marine - Source : PPRL Est Odet approuvé le 12/07/2016

AUTRES INFORMATIONS

- Zone de protection au titre de l'archéologie, degré de protection 1
- Zone de protection au titre de l'archéologie, degré de protection 2 (zone N demandée)
- Limite des espaces proches du rivages (Loi Littoral)
- Périmètres de protection des eaux potables et minérales (servitude d'utilité publique AS1) - Source : DDTM - 2018
- LES VOIES DE CIRCULATION À CONSERVER OU À CRÉER AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-38 DU CODE DE L'URBANISME
- Liaison douce existante à conserver
- LES ÉLÉMENTS BÂTIS À PROTÉGER, À METTRE EN VALEUR OU À REQUALIFIER AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-19 DU CODE DE L'URBANISME (SOUIS À PERMIS DE DEMOLIR OU À DÉCLARATION PRÉALABLE)
- Bâti intéressant
- Petit patrimoine
- Bâti remarquable
- Bâti intéressant

LES ÉLÉMENTS NATURELS À PROTÉGER, À METTRE EN VALEUR OU À REQUALIFIER AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-23 DU CODE DE L'URBANISME (SOUIS À DÉCLARATION PRÉALABLE)

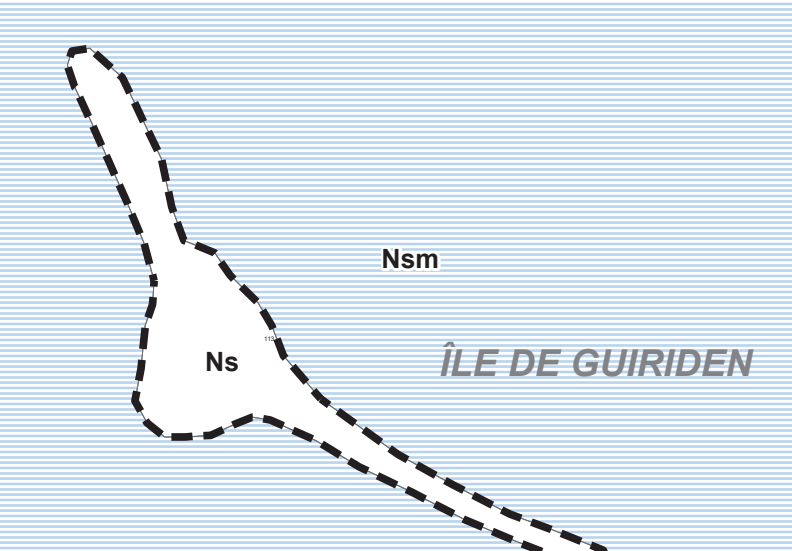
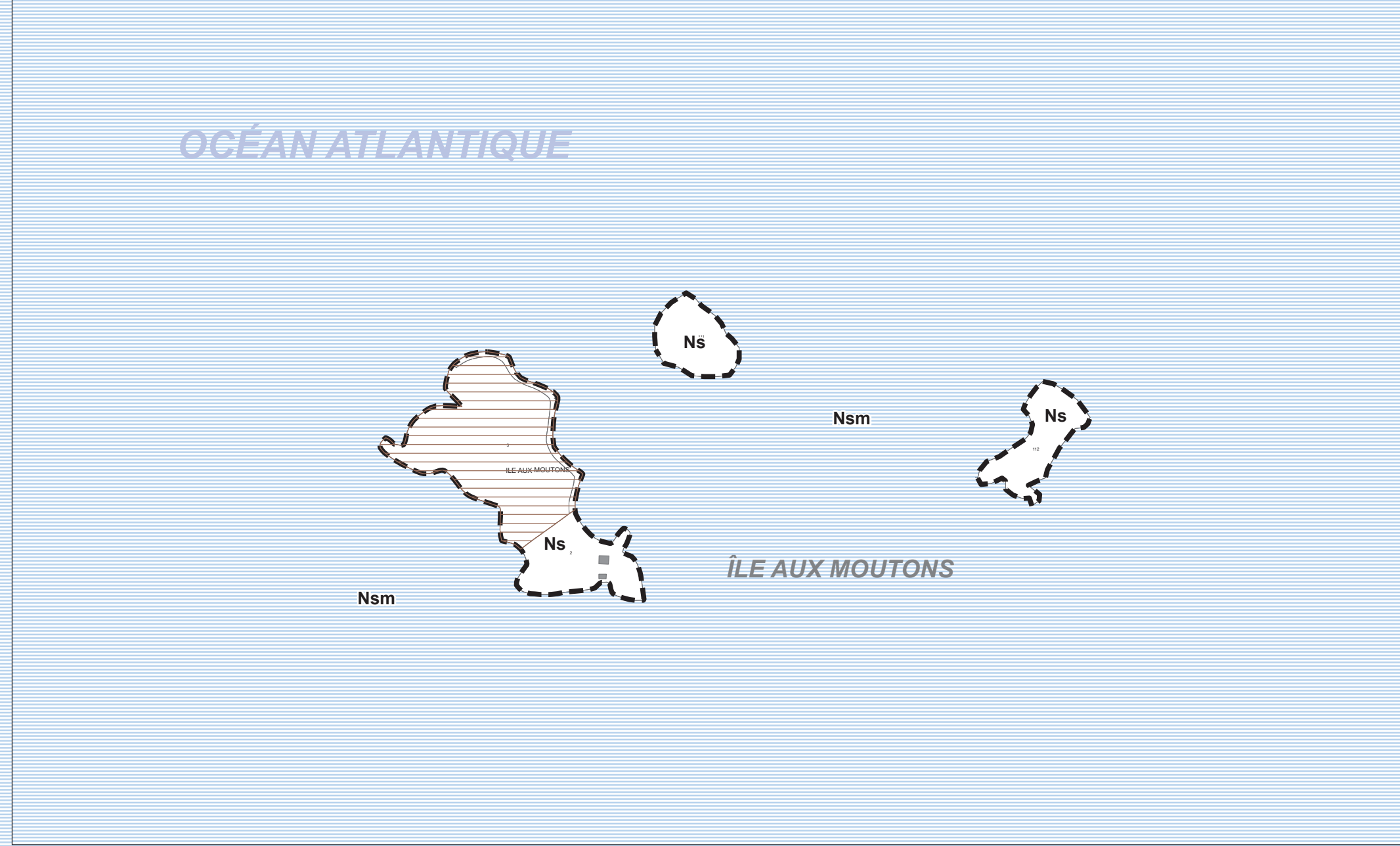
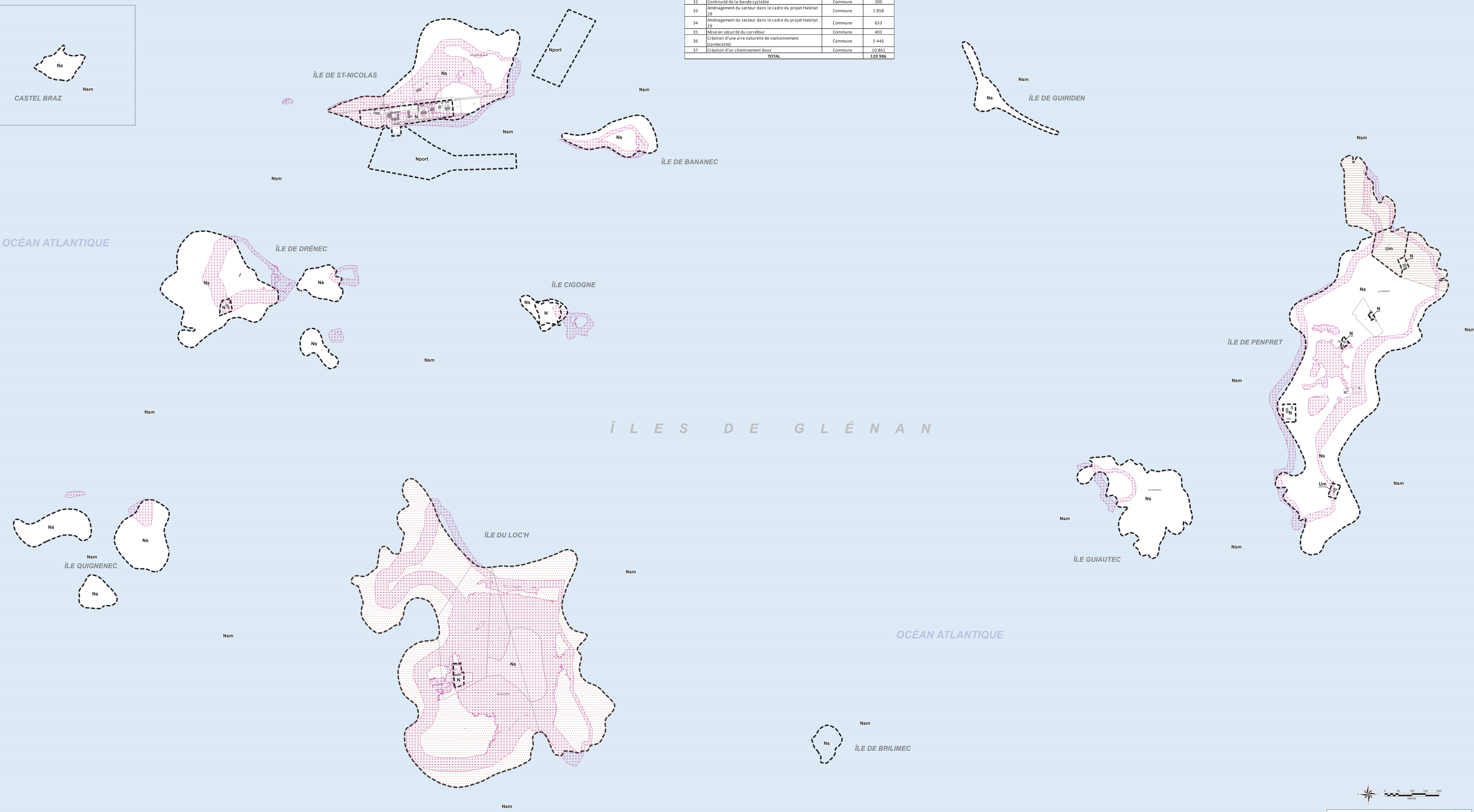
- Vergers
- Zones humides
- Talus ou haie remarquable à préserver
- Arbre remarquable

ESPACES ET SECTEURS CONTRIBUANT AUX CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES AU TITRE DE L'ARTICLE R.123-11 II DU CODE DE L'URBANISME

Les éléments suivants font également partie des espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques :

- Les zones naturelles et forestières
- Espace boisé classé (boisement)
- Les éléments naturels à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme.

Emplacements réservés			
Numéro	Désignation	Bénéficiaire	Surface en m²
01	Aire saisiemière de desserte de la plage (Berler)	Commune	3 514
02	Création d'une aire naturelle de stationnement (Nervetrec)	Commune	2 098
03	Création d'une aire naturelle de stationnement (Cléot Pen)	Commune	8 581
04	Nouveau cimetière	Commune	14 118
05	Rectification de voirie	Conseil Départemental	694
06	Rectification de voirie	Conseil Départemental	296
07	Continuité de la bande cyclable	Commune	654
08	Cheminement doux au Goadé	Commune	873
09	Création d'un cheminement doux à Moustérlin	Conseil Départemental	1 618
10	Continuité du cheminement doux en bordure de l'Anse de Penfoulc	Commune	95
11	Continuité du cheminement doux	Commune	963
12	Création d'un cheminement doux	Commune	1 679
13	Continuité du cheminement doux	Commune	1 697
14	Continuité du cheminement doux	Commune	343
15	Rectification de voirie	Commune	719
16	Aménagement d'une aire naturelle de stationnement	Commune	31 674
17	Cheminement doux au Cap-Cor	Commune	152
18	Aménagement d'une aire naturelle de stationnement	Commune	13 207
19	Création d'un cheminement doux	Commune	1 384
20	Création d'un cheminement doux Henri Kerantec	Commune	671
21	Création d'une zone tampon paysagée à Kérambris	CCPF	5 151
22	Extension du siège de la Communauté de Communes	CCPF	1 368
23	Regroupement de la voirie impasse de Bernodach	Commune	338
24	Création d'un cheminement doux en bordure de la Mer Blanche	Commune	480
25	Création d'un cheminement doux	Commune	211
26	Création d'un chemin vélo	Commune	3 988
27	Création d'un cheminement doux en bordure de la Mer Blanche	Commune	2 064
28	Création d'un cheminement doux à Ker-Elo	Commune	1 587
29	Création d'un cheminement doux	Commune	212
30	Création d'un cheminement doux	Commune	806
31	Création d'un cheminement doux	Commune	291
32	Continuité de la bande cyclable	Commune	200
33	Aménagement du secteur dans le cadre du projet Habitat 20	Commune	1 858
34	Aménagement du secteur dans le cadre du projet Habitat 20	Commune	653
35	Mise en sécurité du carrefour	Commune	403
36	Création d'une aire naturelle de stationnement (Larbecost)	Commune	5 446
37	Création d'un cheminement doux	Commune	10 961
TOTAL			120 986



Les bâtiments récemment implantés ont été reportés sur le fond de plan de façon purement schématique (ils sont signalés par [Symbol]).

PLAN LOCAL D'URBANISME

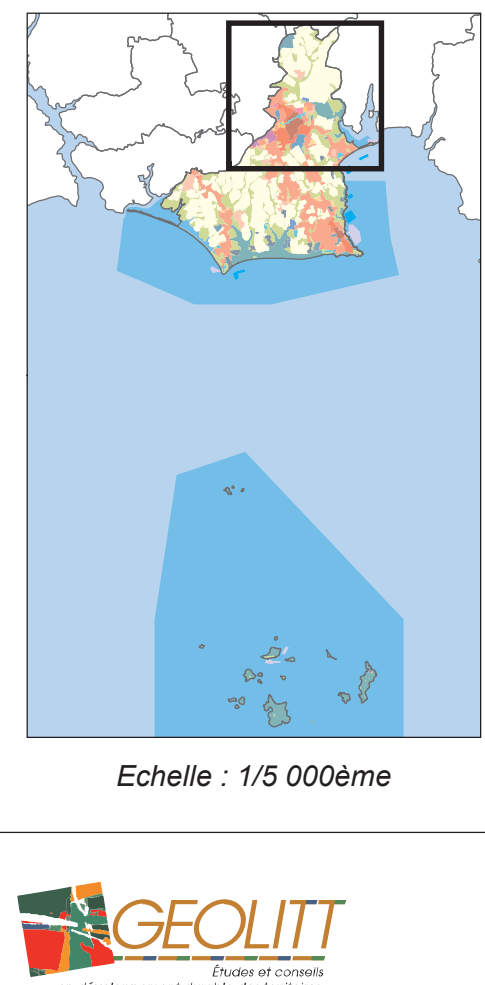


Finistère

Règlement graphique

Plan 1 sur 3

Arrêté le : 27/10/2016
Approuvé le : 26/02/2018
Rendu exécutoire le :



Échelle : 1/5 000ème

ZONAGE GRAPHIQUE

Zones urbaines à vocation d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat

Uha : Secteur urbain correspondant à un type d'urbanisation relativement dense, en ordre continu, destiné à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat.

Uhbc : Secteur urbain correspondant à un type d'urbanisation de densité moyenne, en ordre continu ou discontinu, destiné à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat.

Uhc : Secteur urbain correspondant à un type d'urbanisation aérée en ordre discontinu, destiné à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat.

Uhd : Secteur urbain correspondant à une urbanisation de faible densité, destinée à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat.

Zones urbaines à vocation d'équipements

Ue : Secteur urbain destinés à recevoir les installations, constructions et équipements liés à la production et traitement d'eau potable (PEN ALLEN), et d'épuration des eaux usées (MEIL CHOET, PEN FALUD).

Uls : Secteur urbain destiné à recevoir les installations, constructions et équipements publics ou privés, de sport et de loisirs, ainsi que les équipements d'intérêt collectif.

Um : Secteur destiné à recevoir exclusivement les installations techniques nécessaires au fonctionnement du service public militaire.

Uvd : Pôle de valorisation des déchets implanté à Kérambris.

Zones urbaines à vocation d'activités économiques

Ui : Secteur urbain destiné aux activités industrielles, artisanales, commerciales et de services, dont l'implantation est nécessaire dans une zone spécifique, à l'extérieur des zones d'habitat.

Uic : Secteur urbain destiné aux activités artisanales et commerciales, dont l'implantation est nécessaire dans une zone spécifique, à l'extérieur des zones d'habitat.

Up : Zone urbaine à vocation portuaire, de plaisance et de plaisance, destinée à recevoir toutes les installations et équipements publics ou privés, de pêche ou de plaisance, liés à l'activité du port.

Zones urbaines à vocation d'activités touristiques

Ut : Secteur correspondant aux activités des campings, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances et des équipements touristiques (hébergement, restauration, loisirs, sports...)

Utc : Secteur correspondant aux campings et aux parcs résidentiels de loisirs.

Zones à urbaniser à vocation d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat

1AUhb : Secteur à urbaniser à court terme, correspondant à un type d'urbanisation de densité moyenne, en ordre continu ou discontinu, destiné à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat.

1AUhc : Secteur à urbaniser à court terme, correspondant à un type d'urbanisation aérée en ordre discontinu, destiné à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat.

2AUh : Secteur à urbaniser à moyen ou long terme, destiné à l'habitation et aux activités compatibles avec l'habitat.

Zones agricoles

A : Secteurs à protéger en raison du potentiel agricole, biologique ou économique des terres agricoles.

Zones naturelles et forestières

N : Secteur naturel qu'il convient de préserver en raison soit de la qualité de sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de leur caractère d'espace naturel.

Nm : Secteur couvrant les parties du Domaine Public Maritime ou qui ne sont pas situées en zones Natura 2000 (ZSC et ZPS).

NL : Secteur naturel à vocation d'installations et d'équipements légers de sport et de loisirs public militaire.

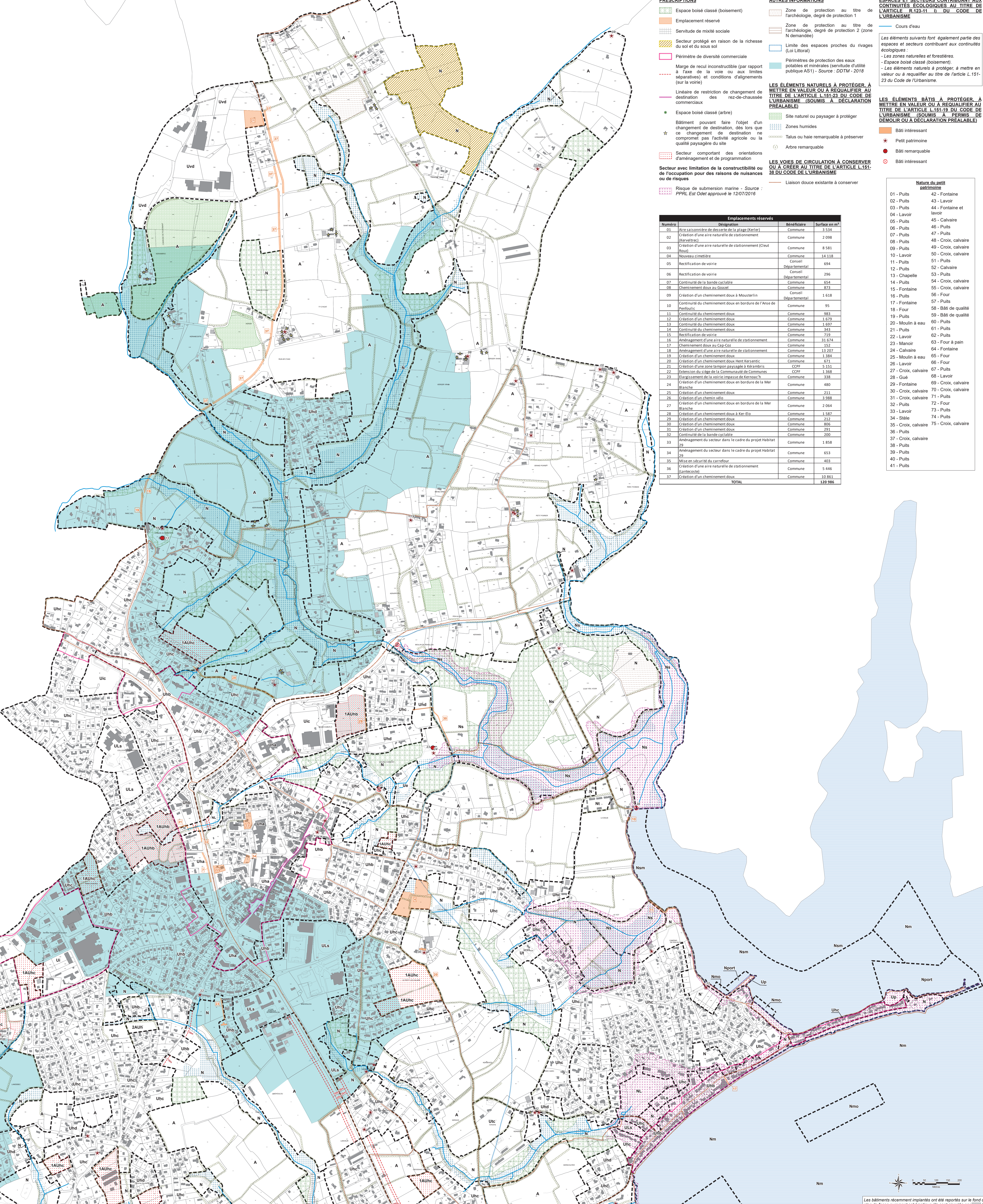
Nmo : Zones de mouillages autorisées sur le Domaine Public Maritime.

Nport : Secteur maritime couvrant les activités portuaires.

Ns : Espaces littoraux à préserver en application de l'article L. 121-23 du code de l'urbanisme (Espaces Remarquables au titre de la loi Littoral).

Nam : Espaces maritimes à préserver en application de l'article L. 121-23 du code de l'urbanisme (Espaces Remarquables au titre de la loi Littoral).

Nt : Secteur correspondant au village vacances de La Vaillante, situé en bordure de l'axe de Penfoulc.



PRESCRIPTIONS

- Espace boisé classé (boisement)
- Emplacement réservé
- Servitude de mixité sociale
- Secteur protégé en raison de la richesse du sol et du sous sol
- Périmétre de diversité commerciale
- Marge de recul inconstructible (par rapport à l'axe de la voie ou aux limites séparatives) et conditions d'alignements (sur la voie)
- Linéaire de restriction de changement de destination des rec-de-chausée commerciaux
- Espace boisé classé (arbre)
- Bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site
- Secteur comportant des orientations d'aménagement et de programmation
- Secteur avec limitation de la constructibilité ou de l'occupation pour des raisons de nuisances ou de risques
- Risque de submersion marine - Source : PPRL Est Océan approuvé le 12/07/2016

AUTRES INFORMATIONS

- Zone de protection au titre de l'archéologie, degré de protection 1
- Zone de protection au titre de l'archéologie, degré de protection 2 (zone N demandée)
- Limite des espaces proches des rivages (Loi Littoral)
- Périmètres de protection des eaux potables et minérales (servitude d'utilité publique AS1) - Source : DTM - 2018
- Site naturel ou paysager à protéger
- Zones humides
- Talus ou haie remarquable à préserver
- Arbre remarquable
- LES ÉLÉMENTS NATURELS À PROTÉGER, À METTRE EN VALEUR OU À REQUALIFIER AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-23 DU CODE DE L'URBANISME (SOUJIS À DÉCLARATION PRÉALABLE)
- LES VOIES DE CIRCULATION À CONSERVER OU À CRÉER AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-38 DU CODE DE L'URBANISME
- Liaison douce existante à conserver

ESPACE ET SECTEURS CONTRIBUANT AUX CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES AU TITRE DE L'ARTICLE R.123-11 II DU CODE DE L'URBANISME

- Cours d'eau
- Les éléments suivants font également partie des espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques :
 - Les zones naturelles et forestières.
 - Les zones boisées classées (boisement).
 - Les éléments naturels à protéger, à mettre en valeur ou à réqualifier au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

LES ÉLÉMENTS BÂTIS À PROTÉGER, À METTRE EN VALEUR OU À REQUALIFIER AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-19 DU CODE DE L'URBANISME (SOUJIS À PÉREMIS DE DÉMOLIR OU À DÉCLARATION PRÉALABLE)

- Bâti intéressant
- Petit patrimoine
- Bâti remarquable
- Bâti intéressant

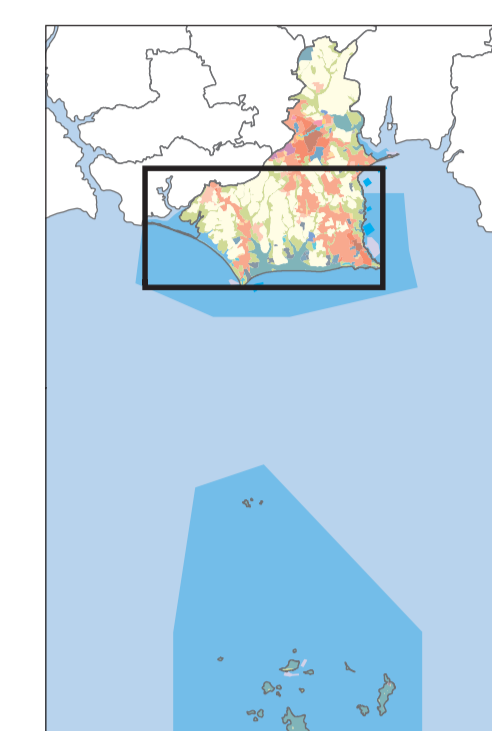
Emplacements réservés			
Numéro	Désignation	Bénéficiaire	Surface en m ²
01	Aire saISONNIÈRE de desserte de la plage (Ker Ier)	Commune	3 534
02	Création d'une aire naturelle de stationnement (Ker Ier)	Commune	2 098
03	Création d'une aire naturelle de stationnement (Clout Rouz)	Commune	8 581
04	Nouveau cimetiÈre	Commune	14 118
05	Rectification de voirie	Conseil Départemental	694
06	Rectification de voirie	Conseil Départemental	296
07	Continuité de la bande cyclable	Conseil Départemental	654
08	Cheminement doux au Gouat	Commune	873
09	Création d'un cheminement doux à Moustertin	Commune	1 618
10	Continuité du cheminement doux en bordure de l'Arse de	Commune	95
11	Continuité du cheminement doux	Commune	983
12	Création d'un cheminement doux	Commune	1 679
13	Continuité du cheminement doux	Commune	1 997
14	Continuité du cheminement doux	Commune	343
15	Rectification de voirie	Commune	719
16	Aménagement d'une aire naturelle de stationnement	Commune	33 674
17	Cheminement doux au Cap-Cop	Commune	152
18	Aménagement d'une aire naturelle de stationnement	Commune	11 207
19	Création d'un cheminement doux	Commune	1 384
20	Création d'un cheminement doux Hent Kerantec	Commune	671
21	Création d'une zone tampon paysagère à Kerantec	COP	5 153
22	Extension du site de la Communauté des Communes	COP	1 368
23	Régularisation de la voirie impasse de Kernoac'h	Commune	338
24	Création d'un cheminement doux en bordure de la Mer Blanche	Commune	480
25	Création d'un cheminement doux	Commune	711
26	Création d'un chemin vélo	Commune	3 398
27	Création d'un cheminement doux en bordure de la Mer Blanche	Commune	2 064
28	Création d'un cheminement doux à Ker-Ello	Commune	1 587
29	Création d'un cheminement doux	Commune	1 212
30	Création d'un cheminement doux	Commune	806
31	Création d'un cheminement doux	Commune	292
32	Continuité de la bande cyclable	Commune	200
33	Aménagement du secteur dans le cadre du projet Habitat 2010	Commune	1 858
34	Aménagement d'un secteur dans le cadre du projet Habitat 2010	Commune	653
35	Mise en sécurité du carrefour	Commune	403
36	Création d'une aire naturelle de stationnement (Kerantec)	Commune	5 446
37	Création d'un cheminement doux	Commune	10 861
TOTAL			120 986

Nature du petit patrimoine	
01 - Puits	42 - Fontaine
02 - Puits	43 - Lavoir
03 - Puits	44 - Fontaine et lavoir
04 - Lavoir	45 - Calvaire
05 - Puits	46 - Puits
07 - Puits	47 - Puits
08 - Puits	48 - Croix, calvaire
09 - Puits	49 - Croix, calvaire
10 - Lavoir	50 - Croix, calvaire
11 - Puits	51 - Puits
12 - Puits	52 - Calvaire
13 - Chapelle	53 - Puits
14 - Puits	54 - Croix, calvaire
15 - Fontaine	55 - Croix, calvaire
16 - Puits	56 - Four
17 - Fontaine	57 - Puits
18 - Four	58 - Bâti de qualité
19 - Puits	59 - Bâti de qualité
20 - Moulin à eau	60 - Puits
21 - Puits	61 - Puits
22 - Lavoir	62 - Puits
23 - Manoir	63 - Four à pain
24 - Calvaire	64 - Four
25 - Moulin à eau	65 - Four
26 - Lavoir	66 - Four
27 - Croix, calvaire	67 - Puits
28 - Gué	68 - Lavoir
29 - Fontaine	69 - Croix, calvaire
30 - Croix, calvaire	70 - Croix, calvaire
31 - Croix, calvaire	71 - Puits
32 - Puits	72 - Four
33 - Lavoir	73 - Puits
34 - Stèle	74 - Puits
35 - Croix, calvaire	75 - Croix, calvaire
36 - Puits	
37 - Croix, calvaire	
38 - Puits	
39 - Puits	
40 - Puits	
41 - Puits	

PLAN LOCAL D'URBANISME



Finistère



Règlement graphique

Plan 2 sur 3

Adopté le : 27/10/2016
Approuvé le : 26/02/2018
Rendu exécutoire le :

Echelle : 1/2 000ème



Projet de territoire n° 4652020
Plan de zonage n° 4652020
Adopté le 28/04/2016
Mise à jour : 20/08/2018
Échelle : 1/2 000ème

PRESCRIPTIONS

- Espace boisé classé (boisement)
- Emplacement réservé
- Servitude de mitié sociale
- Secteur protégé en raison de la richesse du sol et du sous sol
- Périmètre de diversité commerciale (Loi Libertat)
- Marge de recul inconstructible (par rapport à l'axe de la voie ou aux limites séparatives) et conditions d'alignements (sur la voirie)
- Linière de restriction de changement de destination des rez-de-chaussée commerciaux
- Espace boisé classé (arbre)
- Bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne comporte pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site

AUTRES INFORMATIONS

- Zone de protection au titre de l'archéologie, degré de protection 1
- Zone de protection au titre de l'archéologie, degré de protection 2 (zone N demandée)
- Limite des espaces proches du rivages (Loi Libertat)
- Périmètres de protection des eaux potables et minérales (servitude d'utilité publique ASI) - Source : DDTM - 2016
- LES ÉLÉMENTS NATURELS À PROTÉGER, À METTRE EN VALEUR OU À REQUALIFIER AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-23 DU CODE DE L'URBANISME (SOUMIS À DÉCLARATION PRÉALABLE)
- Vergers
- Zones humides
- Talus ou haie remarquable à préserver
- Arbre remarquable
- tant des orientations de programmation de la constructibilité ou de raisons de nuisances
- PPRL Est Océan approuvé le 12/07/2016

LES ÉLÉMENTS BÂTIS À PROTÉGER, À METTRE EN VALEUR OU À REQUALIFIER AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-23 DU CODE DE L'URBANISME (SOUMIS À DÉCLARATION PRÉALABLE)

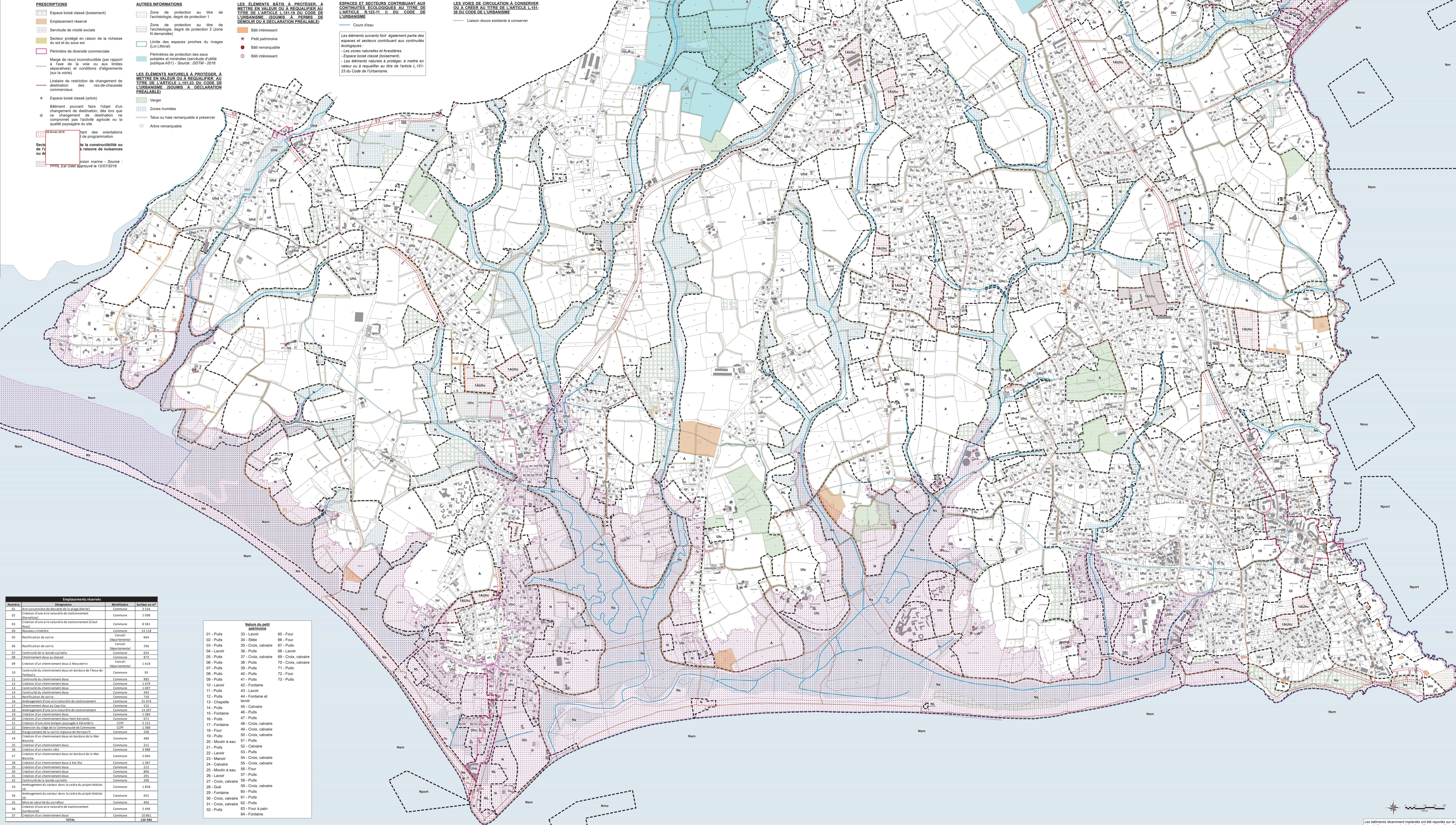
- Bâtiment intéressant
- Petit patrimoine
- Bâtiment remarquable
- Bâtiment intéressant

ESPACE ET SECTEURS CONTRIBUTANT AUX CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-23 DU CODE DE L'URBANISME

- Les éléments suivants font également partie des espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques :
 - Les zones naturelles et forestières
 - Espace boisé classé (boisement)
 - Les éléments naturels à protéger à mettre en valeur ou à requalifier au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

LES VOIES DE CIRCULATION À CONSERVER OU À CRÉER AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-39 DU CODE DE L'URBANISME

- Cours d'eau
- Liaison douce existante à conserver



Emplacements réservés

Nom de l'emplacement réservé	Commune	Surface en m²
01 Aire d'implantation de dispositifs de la plage (Merlin)	Commune	3 131
02 Création d'une aire naturelle de stationnement (Brestros)	Commune	2 098
03 Création d'une aire naturelle de stationnement (Cicut Roud)	Commune	8 181
04 Nouveau cimetière	Commune	14 118
05 Rectification de voirie	Commune	694
06 Rectification de voirie	Commune	296
07 Continuité de la barbacenne	Commune	854
08 Cheminement doux au Gosnet	Commune	878
09 Création d'un cheminement doux à Moustierin	Commune	1 618
10 Continuité d'un cheminement doux en bordure de l'Arce de Penfoll	Commune	95
11 Continuité d'un cheminement doux	Commune	983
12 Continuité d'un cheminement doux	Commune	1 679
13 Continuité d'un cheminement doux	Commune	1 692
14 Continuité d'un cheminement doux	Commune	343
15 Rectification de voirie	Commune	715
16 Aménagement d'une aire naturelle de stationnement	Commune	11 624
17 Cheminement doux au Cas-Cot	Commune	132
18 Aménagement d'une aire naturelle de stationnement	Commune	11 927
19 Création d'un cheminement doux	Commune	1 189
20 Continuité d'un cheminement doux à Kéranter	Commune	871
21 Création d'une zone tampon passage à Kéranter	CCPP	1 151
22 Continuité d'un chemin de la Communauté de Communes	CCPP	1 368
23 Rectification de voirie	Commune	318
24 Création d'un cheminement doux en bordure de la Mer Blanche	Commune	480
25 Continuité d'un cheminement doux	Commune	311
26 Continuité d'un chemin vers	Commune	3 388
27 Continuité d'un cheminement doux en bordure de la Mer Blanche	Commune	2 064
28 Continuité d'un cheminement doux à Ker-Éto	Commune	1 187
29 Continuité d'un cheminement doux	Commune	232
30 Continuité d'un cheminement doux	Commune	806
31 Continuité d'un cheminement doux	Commune	391
32 Continuité de la barbacenne	Commune	208
33 Aménagement de secteur dans le cadre du projet Habitat 20	Commune	1 858
34 Aménagement du secteur dans le cadre du projet Habitat 20	Commune	653
35 Aménagement de la voirie	Commune	401
36 Continuité d'une aire naturelle de stationnement (L'Arrozier)	Commune	5 446
37 Création d'un cheminement doux	Commune	10 861
TOTAL		129 986

- #### Nature du petit patrimoine
- | | | |
|----------------------|-------------------------|----------------------|
| 01 - Puits | 33 - Lavo | 65 - Four |
| 02 - Puits | 34 - Sibbe | 66 - Four |
| 03 - Puits | 35 - Croix, calvaire | 67 - Puits |
| 04 - Lavoir | 36 - Puits | 68 - Lavoir |
| 05 - Puits | 37 - Croix, calvaire | 69 - Croix, calvaire |
| 06 - Puits | 38 - Puits | 70 - Croix, calvaire |
| 07 - Puits | 39 - Puits | 71 - Puits |
| 08 - Puits | 40 - Puits | 72 - Four |
| 09 - Puits | 41 - Puits | 73 - Puits |
| 10 - Lavoir | 42 - Fontaine | |
| 11 - Puits | 43 - Lavoir | |
| 12 - Puits | 44 - Fontaine et lavoir | |
| 13 - Chapelle | 45 - Calvaire | |
| 14 - Puits | 46 - Puits | |
| 15 - Fontaine | 47 - Puits | |
| 16 - Puits | 48 - Croix, calvaire | |
| 17 - Fontaine | 49 - Croix, calvaire | |
| 18 - Four | 50 - Croix, calvaire | |
| 19 - Puits | 51 - Puits | |
| 20 - Moulin à eau | 52 - Calvaire | |
| 21 - Puits | 53 - Puits | |
| 22 - Lavoir | 54 - Croix, calvaire | |
| 23 - Menoir | 55 - Croix, calvaire | |
| 24 - Calvaire | 56 - Four | |
| 25 - Moulin à eau | 57 - Puits | |
| 26 - Lavoir | 58 - Puits | |
| 27 - Croix, calvaire | 59 - Croix, calvaire | |
| 28 - Gué | 60 - Puits | |
| 29 - Fontaine | 61 - Puits | |
| 30 - Croix, calvaire | 62 - Puits | |
| 31 - Croix, calvaire | 63 - Four à pain | |
| 32 - Puits | 64 - Fontaine | |

Les bâtiments réaménagés implantés ont été reportés sur le fond de plan de façon schématisée (ils sont signalés par...)

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

INSTITUTION DE LA DECLARATION PREALABLE EN MATIERE DE CLOTURE

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles R 421-12 et suivants,

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Fouesnant, approuvé le 26 février 2018,

Considérant que le maintien de la déclaration préalable en matière de clôture permet de favoriser la qualité des paysages urbains et d'informer les bénéficiaires de ces travaux sur leurs obligations en matière de respect des règles édictées en application des articles 11 du règlement relatif à chaque zone du plan local d'urbanisme, approuvé le 26 février 2018,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ☞ décide de soumettre à déclaration préalable les travaux d'édification de clôture sur l'ensemble du territoire communal,
- ☞ autorise le Maire à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision et notamment à procéder à l'instruction et à la délivrance des autorisations correspondantes.

Cette délibération fera l'objet d'un affichage en mairie et deviendra exécutoire à compter de sa réception en Préfecture.



Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,
Roger LE GOFF

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018**

N° 7.4.

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

REGULARISATION CADASTRALE A L'ENTREE DU POLE DECHETS DE KERAMBRIS

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la Commission et la présentation du rapporteur,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ↳ émet un avis favorable de principe pour la mise à jour du cadastre, ainsi qu'il en résulte des plans présentés par le Maire ce jour et joints à la présente délibération ;
- ↳ autorise le Maire à signer tous les actes nécessaires à la rectification du cadastre et à la réattribution de la propriété de la CCPF.

Fouesnant, le 27 février 2018
Le Maire,
Roger LE GOFF



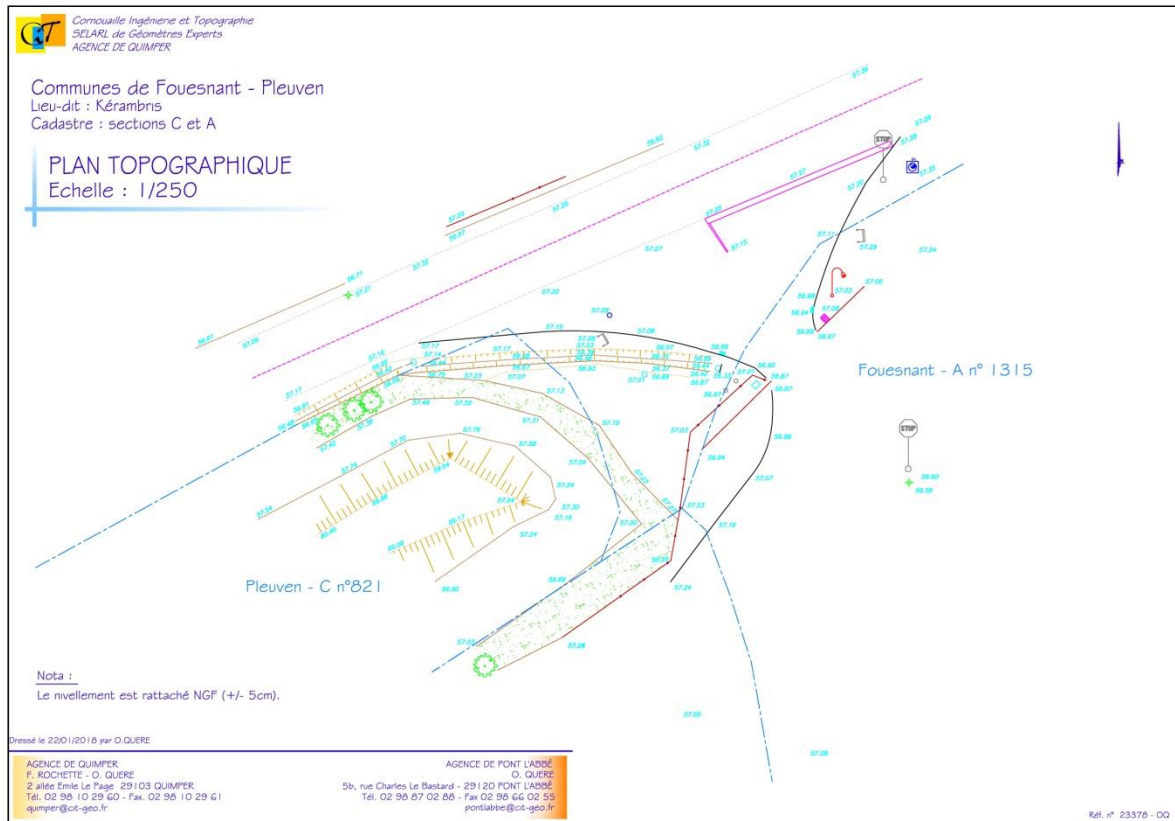


Figure 1 : relevé topographique et calage cadastral existant

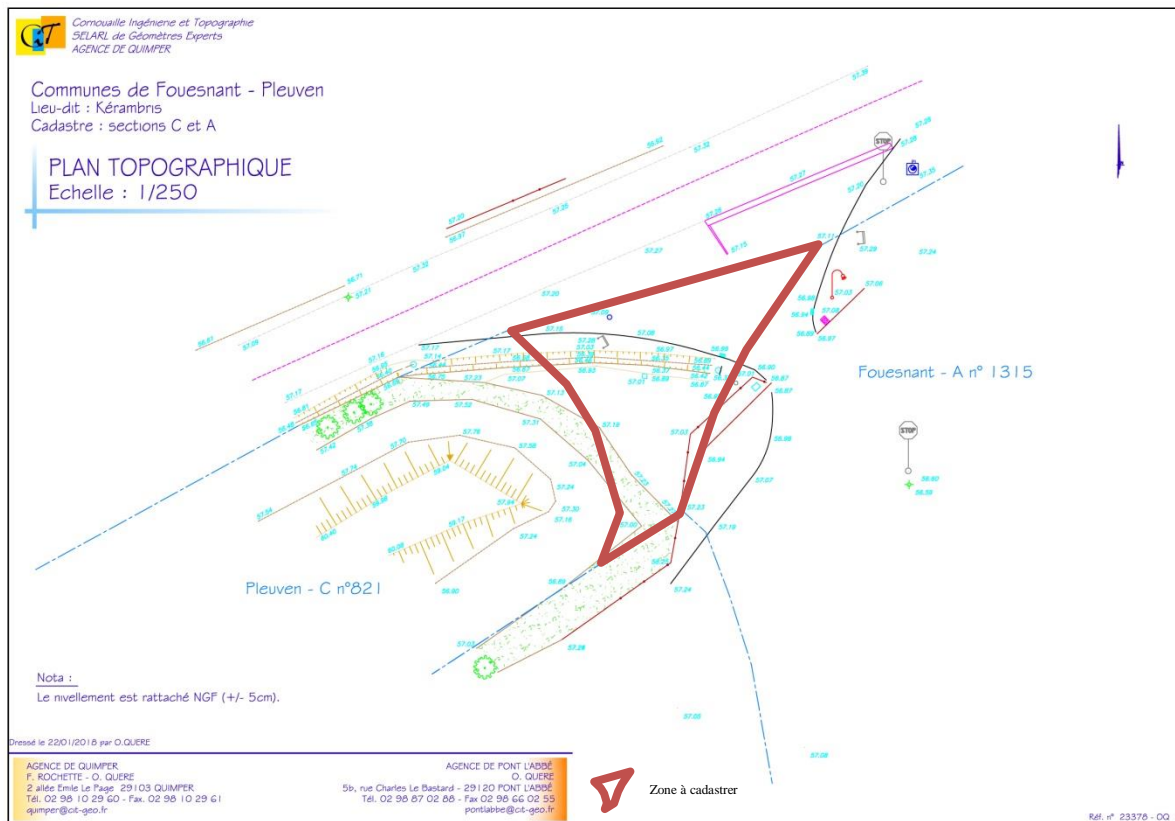


Figure 2 : localisation de la zone à cadastrer

Annexe 2

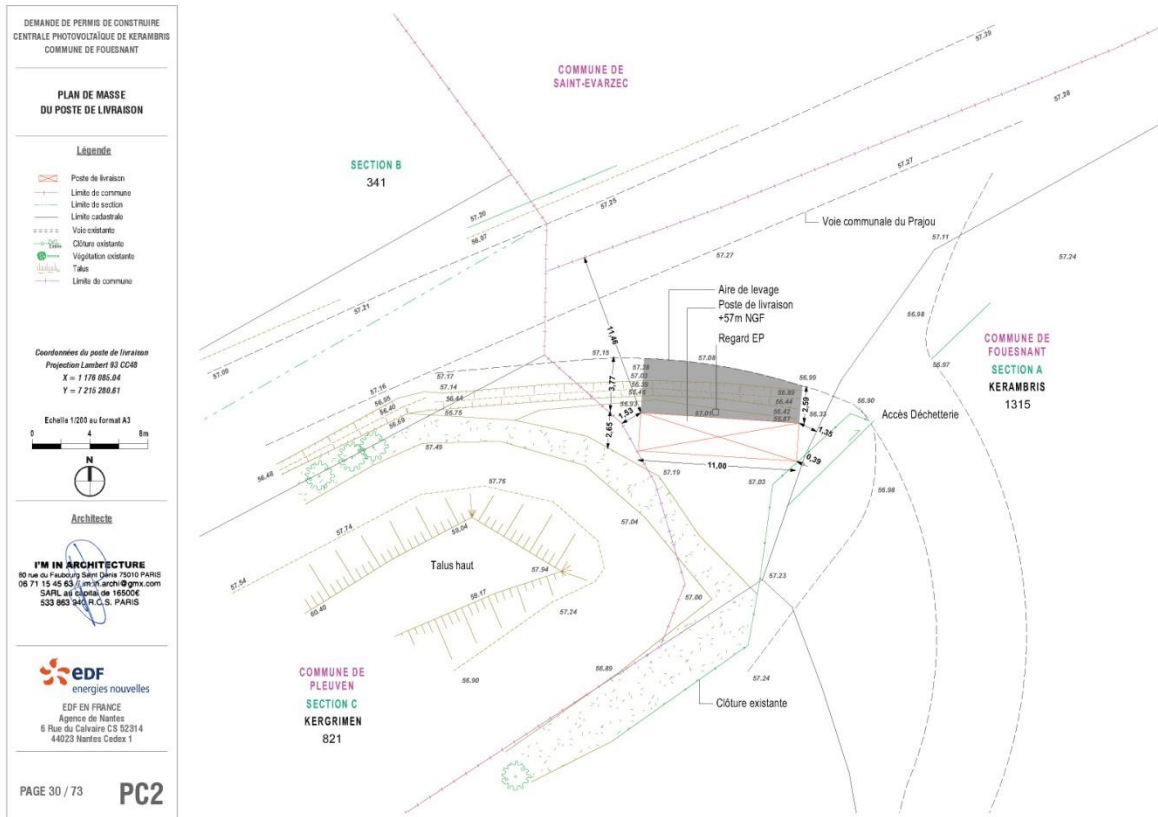


Figure 3 : localisation du poste au cadastre



Figure 4 : localisation du poste au cadastre sur vue aérienne

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018**

N° 9.1.

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

**CONVENTION D'OCCUPATION DES LOCAUX COMMUNAUX PAR LE CENTRE
NAUTIQUE DE FOUESNANT CORNOUAILLE**

Le Conseil Municipal,

Vu l'article L 1311-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au domaine public communal,

Vu la convention de mise à disposition à l'Association du Centre Nautique de Fouesnant Cornouaille des locaux communaux du Cap-Coz du 30 mars 1998,

Vu l'avis de la Commission et la présentation du rapporteur,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

✚ autorise le Maire à signer la nouvelle convention avec le Président du Centre Nautique de Fouesnant Cornouaille pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2028.

Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,
Roger LE GOFF





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018**

N° 9.2.

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

**AUTORISATION ANNUELLE DE RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS SUR
DES EMPLOIS NON PERMANENTS**

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 1° et 2°,

Considérant qu'il importe d'assurer la continuité de fonctionnement des services publics et de faire face à d'éventuels surcroûts d'activités,

Considérant qu'il est nécessaire de renforcer certains services communaux en période estivale,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

autorise le Maire à :

- ↪ constater les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité ou saisonnier d'activité,
- ↪ déterminer les niveaux de recrutement et de rémunération des contractuels recrutés selon la nature des fonctions exercées et l'expérience professionnelle du candidat,
- ↪ procéder aux recrutements,
- ↪ signer les contrats nécessaires à la formalisation de l'engagement.



Fouesnant, le 27 février 2018
Le Maire,
Roger LE GOFF

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018**

N° 9.3.

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS COMMUNAUX

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 34,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ↳ approuve la proposition du Maire de modifier l'emploi de professeur de piano de 17 h 00 à 18 h 20 ;
- ↳ approuve la proposition de modifier les grades cibles maximums pour les emplois de « Coordinateur propreté » et « Jardinier- adjoint au responsable » et de permettre ainsi une promotion au grade d'agent de maîtrise principal ;
- ↳ autorise le Maire à prendre les actes du personnel dans le cadre fixé par ce tableau des emplois ;
- ↳ décide d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,
Roger LE GOFF





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018**

N° 9.4.

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

OFFICE MUNICIPAL DE TOURISME : STATUTS

Le Conseil Municipal,

Vu l'évolution globale du cadre légal du tourisme et considérant la nécessité de poser le cadre de gestion de l'EPIC ainsi que le fonctionnement interne de l'Office municipal de tourisme ;

Vu les conclusions du Comité directeur de l'Office Municipal de Tourisme qui s'est tenu le 22 décembre 2017 et qui approuvait les tenants et les aboutissants du projet de statuts de l'Office Municipal de Tourisme ;

Vu l'avis de la Commission et la présentation du rapporteur,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ⇒ approuve le projet et les termes des statuts de l'Office municipal de tourisme,
- ⇒ autorise le Maire à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision, ainsi qu'à signer la convention à intervenir.

Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,
Roger LE GOFF





STATUTS DE L'OFFICE MUNICIPAL DE TOURISME DE FOUESNANT-LES GLENAN

ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Vu le code du tourisme, notamment ses articles L.133-1 à L133-10, R. 133-1 à R. 133-18 et L. 211-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2221-1 à L. 2221-14 et R.2231-31 et suivants ;

Vu la délibération du conseil municipal du 25 novembre 1996 relative à la création de l'Office municipal du tourisme (ci-après « OMT ») et la délibération du 28 mars 1997 relative à la composition du comité de direction,

Vu l'arrêté préfectoral n°97-0851 du 11 avril 1997 portant création d'un établissement public à caractère industriel et commercial, dénommé office du tourisme,

Vu l'article 69 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

Vu la délibération du conseil municipal du 29 décembre 2016 relative au maintien du caractère communal de l'OMT – dérogation à la loi NOTRe

Vu la délibération du conseil municipal du 06 novembre 2017 relative aux missions complémentaires déléguées à l'OMT

TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – Constitution

Il est créé à l'initiative du Conseil Municipal de la Commune de Fouesnant-les Glénan, un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (ci-après « ÉPIC ») régie par les dispositions légales et réglementaires rappelées ci-avant et par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination - domiciliation

L'ÉPIC prend la dénomination de « Office municipal de tourisme Fouesnant-les Glénan »

L'ÉPIC fait élection de domicile 4 Espace Kernéveleck 29170 Fouesnant-Les Glénan.

Sa domiciliation pourra être modifiée sur simple décision du Comité de Direction après approbation du Conseil municipal de la Commune de Fouesnant-les Glénan.

Article 3 -Durée

L'ÉPIC est créé pour une durée illimitée.

Article 4 – Objet

L'ÉPIC a pour objet, sur son territoire de compétence, de développer la fréquentation touristique. Pour ce faire, il devra notamment :

- assurer l'accueil et l'information des touristes, notamment par l'édition de guides et l'exploitation d'un site internet,
- assurer la promotion touristique de la commune en coordination avec le comité départemental, le comité régional du tourisme et la Communauté de communes du Pays Fouesnantais dans le cadre de la Riviera Bretonne,
- assurer l'accompagnement et la professionnalisation des acteurs professionnels du tourisme du territoire notamment par la diffusion d'informations et par la réalisation d'études relatives à la fréquentation touristique de la commune de Fouesnant-les Glénan,
- assurer éventuellement la commercialisation des prestations de services touristiques,
- contribuer à coordonner les interventions des divers partenaires du développement touristique local,
- élaborer et mettre en oeuvre la politique locale du tourisme et des programmes locaux de développement touristique, notamment dans les domaines de l'élaboration des services touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, de l'animation des loisirs, de l'organisation de fêtes et de manifestations culturelles,
- être consulté sur des projets d'équipements collectifs touristiques,
- favoriser l'adaptation de l'offre touristique aux exigences des clientèles française et étrangère, en particulier par la création de nouveaux produits,
- accroître les performances économiques de l'outil touristique,
- apporter son concours à la réalisation des événements destinés à renforcer la notoriété de la ville de Fouesnant-les Glénan ainsi qu'à l'animation permanente de la station,
- venir en appui de la commune de Fouesnant-les Glénan dans le cadre de la collecte de la taxe de séjour.

Sa zone géographique d'intervention est la commune de Fouesnant-les Glénan. Il peut néanmoins réaliser ou participer à la réalisation de tous produits et services touristiques visés à l'article L. 211-1 du Code du tourisme, sur les territoires voisins de la commune, dès lors qu'ils permettent de faciliter l'accueil ou d'améliorer les conditions de séjour des touristes dans sa zone géographique d'intervention.

L'ÉPIC pourra instituer sur son territoire de compétence un ou plusieurs bureaux chargés notamment de l'information touristique.

TITRE 2 – ADMINISTRATION GENERALE

L'ÉPIC est administré par un comité de direction

Chapitre 1 – Le comité de direction

Article 5 – Organisation – Désignation des membres

- a) Le comité de direction se compose pour partie, des élus de la collectivité territoriale de rattachement et pour partie de socio-professionnels issus des différents secteurs d'activités touristiques du territoire.

Le comité de direction comprend huit (8) représentants de la collectivité territoriale de rattachement et sept (7) socio-professionnels (représentants d'activités, professions ou organismes intéressés par le tourisme)

Les membres du comité de direction doivent jouir de leurs droits civils et politiques.

- b) Les quinze (15) membre du comité de direction sont désignés et répartis en deux collèges :
- le collège des représentants de la commune de Fouesnant-les Glenan (collège 1) : huit (8) membres titulaires et huit (8) suppléants élus par le conseil municipal en son sein ;
 - le collège des représentants des activités, professions, organismes intéressés par le tourisme dans le territoire de la commune de Fouesnant-les Glénan (collège 2) : sept (7) membres titulaires et sept (7) membres suppléants représentant les secteurs d'activités ci-après ; les membres de ce collège sont désignés par le conseil municipal de la commune de Fouesnant-les Glénan sur proposition du maire de la commune de Fouesnant-les Glénan sous réserve de respecter les règles de répartition suivantes :
 - 1 représentant de l'hôtellerie (et 1 suppléant),
 - 2 représentants de l'hôtellerie de plein air (et 2 suppléants),
 - 1 représentant des locations saisonnières (et 1 suppléant),
 - 1 représentant des restaurateurs (et 1 suppléant),
 - 1 représentant des commerçants (et 1 suppléant),
 - 1 représentant des activités nautiques (et 1 suppléant).
- c) Les conseillers municipaux membres du comité de direction sont élus par le conseil municipal pour la durée de leur mandat.

Les socioprofessionnels, membres du comité de direction sont nommés pour la période équivalente à la durée du mandat municipal.

La fonction de membre du comité de direction quel que soit le collège d'appartenance prend fin lors du renouvellement du Conseil municipal.

A chaque renouvellement du Conseil municipal, un nouveau comité de direction est désigné par le Conseil municipal, sur proposition du maire.

La fonction de membre du comité de direction n'est pas rémunérée.

Le maire de la commune de Fouesnant-les Glénan convoque et installe le premier comité de direction suivant son renouvellement.

En cas de démission ou de décès, il sera pourvu à leur remplacement selon les mêmes modalités de désignation. Le mandat du membre remplacé prendra fin au moment du prochain renouvellement du conseil municipal.

Article 6 – Mode de fonctionnement

- a) Le comité élit parmi ses membres un président et deux vice-présidents. Les vice-présidents devront être issus de deux collèges différents.
- b) Hormis en ce qui concerne la présidence de la séance du comité de direction, en cas d'empêchement du président, chaque vice-président ne peut exercer d'autres pouvoirs que ceux qui lui ont été délégués par le président. En cas de vacance de la présidence, c'est en priorité le vice-président « élu » qui assurera le remplacement temporaire de la présidence jusqu'au moment de son retour ou jusqu'à la désignation d'une nouvelle présidence.
- c) Le comité se réunit au moins six (6) fois par an. Il est en outre convoqué chaque fois que le président le juge utile, ou sur demande du Préfet ou de la majorité de ses membres en exercice.
- d) L'ordre du jour est fixé par le président, il est joint à la convocation au moins cinq (5) jours francs avant la date de la réunion.
- e) Le directeur assiste au comité de direction avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par les affaires à l'ordre du jour. Il tient procès-verbal de la séance qu'il soumet au président.
- f) Le maire ou son représentant, s'il n'est pas membre du comité de direction, peut assister aux séances du comité de direction avec voix consultative.
- g) Les séances du comité de direction ne sont pas publiques.

- h) Lorsqu'un membre du comité de direction fait connaître qu'il ne pourra pas siéger à une séance à laquelle il a été convoqué, il est remplacé par son suppléant.
En cas de vote, et pour autant que ni le membre titulaire, ni le membre suppléant ne puissent être présents, il est proposé que le membre titulaire puisse donner pouvoir à un autre membre du même collège. Un seul pouvoir peut être reçu par membre.
- i) Le comité ne peut délibérer que si le nombre des membres présents à la séance dépasse la moitié de celui des membres en exercice.
Lorsque le quorum n'a pas été atteint après une première convocation, il est procédé à une deuxième convocation à huit jours d'intervalle au moins. Les délibérations prises après cette deuxième convocation sont valables, quel que soit le nombre de présents.
- j) Chaque membre titulaire dispose d'une voix.
Les délibérations sont prises à la majorité des votants.
En cas de partage des voix, celles du président est prépondérante.
- k) le comité de direction peut constituer des commissions de travail auxquelles sont susceptibles de participer des personnalités qualifiées extérieures à l'OMT. Elles sont présidées par un membre du comité.

Article 7 - Attributions

Le Comité de Direction délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement et l'activité de l'OMT et notamment :

- le budget des recettes et dépenses,
- le compte financier de l'exercice écoulé présenté par le président,
- la création de régies d'avances et de recettes,
- les tarifs des régies et de tout produit commercialisé,
- l'acceptation des dons et legs,
- la fixation des effectifs minimum du personnel et le tarif de leurs rémunérations et primes éventuelles,
- le programme annuel de publicité et de promotions,
- le programme des fêtes, manifestations culturelles et artistiques, compétitions sportives,
- les projets de créations de services ou d'installations touristiques ou sportifs,
- les acquisitions, les aliénations et les prises en location de biens immobiliers,
- les mises en location de biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'EPIC,
- le rapport d'activité annuel de l'OMT,
- le règlement intérieur de l'OMT,
- les questions qui lui sont soumises pour avis par le Conseil municipal.

Chapitre 2 – Le directeur

Article 8 – Statut

Le directeur est nommé par le comité de direction sur proposition du président.

Il ne peut être conseiller municipal. Les fonctions de directeur sont également incompatibles avec les mandats et fonctions visés à l'article R. 2221-11 du Code général des collectivités territoriales.

Employé sous contrat de droit public pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la durée maximale de six ans le contrat du directeur peut être résilié sans préavis ni indemnité pendant les trois premiers mois d'exercice de sa fonction. Si le contrat est renouvelé au-delà de six ans, il ne peut l'être que pour une durée indéterminée et par décision expresse du comité de direction sur proposition du président.

Article 9 – Attributions du directeur

Le directeur exerce la direction de l'ensemble des services et assure le fonctionnement de l'OMT sous l'autorité et le contrôle du président dans les conditions prévues notamment aux articles R2221-22 à R2221-24, R2221-28 et R2221-29 du Code général des collectivités territoriales.

Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du comité de direction.

Le directeur est le représentant légal de l'OMT.

Après autorisation du comité de direction, il peut intenter au nom de l'ÉPIC les actions en justice, défendre l'ÉPIC dans les actions intentées par lui et consentir toute transaction.

Il peut, sans autorisation préalable du comité de direction, faire tous actes conservatoires des droits de l'ÉPIC.

Il passe, en exécution des décisions du comité de direction, tous actes, contrats et marchés. La passation des contrats donne lieu à un compte-rendu spécial au comité de direction à l'exception de ceux dont le montant est inférieur à une somme fixée par ce dernier.

Les marchés de travaux, fournitures et services sont soumis aux règles applicables à la commande publique.

Le comité de direction peut donner délégation au directeur pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés selon la procédure adaptée.

Le directeur recrute et licencie le personnel nécessaire dans la limite des inscriptions budgétaires, avec l'agrément du président.

Il prépare le budget dans les conditions fixées à l'article 10 des présents statuts.

Il est l'ordonnateur de l'ÉPIC et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses.

Le directeur peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature à un ou plusieurs salariés de l'ÉPIC.

Il peut déléguer, sous sa responsabilité et sa surveillance, par écrit et après en avoir informé le comité de direction, une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs salariés de l'ÉPIC.

Le directeur établit chaque année un rapport sur l'activité de l'OMT. Ce rapport est soumis par le président à l'approbation du comité de direction.

Chapitre 3 – Budget et comptabilité de l'ÉPIC

Article 10 – Budget

- a) Le budget de l'ÉPIC comprend notamment en recettes :
 - le produit de la taxe de séjour,
 - les recettes provenant des prestations de services et des ventes de produits réalisées par l'OMT,
 - les subventions,
 - les souscriptions particulières et d'offres de concours,
 - les dons et legs,
- b) Le budget de l'ÉPIC comporte en dépenses, notamment :
 - les frais d'administration et de fonctionnement,
 - les frais de promotion, de publicité et d'accueil,
- c) Le budget préparé par le directeur est soumis par le président à l'approbation du comité de direction conformément aux dispositions des articles L. 1612-2, L. 2221-5 et L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales.
- d) Le compte financier de l'exercice écoulé est établi par le comptable à la demande du directeur puis présenté par le président au comité de direction qui en délibère.

- e) Le budget et les comptes sont soumis après délibération du comité de direction à l'approbation du conseil municipal de la commune de Fouesnant-les Glénan.

Article 11 – Comptabilité

La comptabilité de l'ÉPIC est tenue conformément au plan comptable particulier des régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière chargées de l'exploitation d'un service public à caractère industriel et commercial (instruction M4).

Elle permet d'apprécier la situation active et passive de l'établissement.

Article 12 – Compétences de l'agent comptable

- a) Désignation du comptable: Les fonctions de comptable sont confiées soit à un comptable de la direction générale des finances publiques soit à un agent comptable. Il est nommé par le préfet sur proposition du comité de direction.
- b) Compétences du comptable : Le comptable assure le fonctionnement des services de la comptabilité et tient la comptabilité générale. Il est soumis à l'ensemble des obligations qui incombent aux comptables publics selon le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.
Il est placé sous l'autorité du directeur, sauf pour les actes qu'il accomplit sous sa responsabilité propre en tant que comptable public.
- c) Création de régies : des régies de recettes et d'avances de l'ÉPIC peuvent être créées par le directeur avec l'agrément du comité de direction et sur avis conforme du comptable public.

Chapitre 4 - Personnel

Article 13 – Régime général

Les agents de l'ÉPIC autres que le directeur, l'agent comptable et le personnel sous statuts de droit public mis à disposition, relèvent du droit du travail et de la convention collective nationale régissant les activités de l'OMT.

TITRE 3 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 14 – Assurances

L'ÉPIC est tenu, conformément à la loi, de contracter les assurances et garanties financières nécessaires à l'exercice de ses activités et afin de garantir les risques pouvant affecter son personnel.

Il doit également garantir les biens mobiliers et immobiliers contre les risques de toute nature pour la valeur réelle avec renonciation réciproque de l'assureur à tout recours contre la Ville de Fouesnant-les Glénan.

Article 15 – Contrôle par la commune

D'une manière générale la Ville de Fouesnant-les Glénan peut, à tout moment, demander toutes justifications concernant l'accomplissement des obligations de l'établissement public, effectuer toutes vérifications qu'elle juge opportunes, obtenir tout document comptable, statistique ou autre, et faire effectuer toutes vérifications qu'elle juge utile sans que le comité de direction ni le directeur n'aient à s'y opposer.

Article 16 – Modification des statuts.

Les présents statuts pourront faire l'objet de modifications pour permettre notamment l'adaptation de l'Office de Tourisme à l'évolution du contexte touristique et pour faciliter sa mise en conformité avec l'évolution législative et réglementaire. Ces modifications seront dans les mêmes termes, validées par le Conseil municipal et approuvées par le comité de direction.

Article 17 – Modification du règlement intérieur

Un règlement intérieur sera établi et soumis à l'approbation du comité de direction. Il sera destiné notamment à fixer les différents éléments qui ont trait à l'administration interne de l'Office de Tourisme.

Ce règlement intérieur pourra faire l'objet de modifications pour permettre notamment son adaptation à l'évolution du contexte touristique et pour faciliter sa mise en conformité avec l'évolution législative et réglementaire.

Ces modifications seront approuvées par le comité de direction dans les conditions fixées à l'article 6 des présents statuts.

Article 18 – Dissolution

La dissolution de l'EPIC sera prononcée par délibération du conseil municipal de la Ville de Fouesnant-les Glénan. Le maire est chargé de la liquidation de l'ÉPIC mais peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs et qui a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable.

Le liquidateur prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet du département du siège de l'ÉPIC, qui arrête les comptes

Les comptes sont arrêtés à la date de la délibération de la Ville de Fouesnant-les Glénan prononçant la dissolution.

Les résultats de la liquidation sont portés à un compte annexé à la comptabilité de la Ville de Fouesnant-les Glénan.

En cas de dissolution de l'EPIC, il est mis fin à la convention d'objectifs triennale entre l'EPIC et la Ville de Fouesnant-le Glénan.

Fait à Fouesnant, le

**M. Roger LE GOFF
Le Président**

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

OFFICE MUNICIPAL DE TOURISME : CONVENTION D'OBJECTIFS TRIENNALE 2018 / 2020

Le Conseil Municipal,

Vu l'évolution globale des missions relatives aux offices de tourisme, considérant la nécessité d'ajuster les missions déléguées à ce jour par la mairie à l'Office Municipal de Tourisme, tenant compte de la nécessité de préciser les projets à développer sur le territoire de la station pour les trois prochaines années,

Vu les conclusions du Comité directeur de l'Office Municipal de Tourisme qui s'est tenu le 22 décembre 2017 et qui approuvait les tenants et les aboutissants du projet de convention d'objectifs conclue entre la Mairie de Fouesnant et l'OMT pour la période 2018-2020,

Vu l'avis de la Commission et la présentation du rapporteur,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ✚ approuve les termes de la convention d'objectifs 2018-2020 à intervenir entre la commune et l'Office Municipal de Tourisme,
- ✚ sollicite l'obtention de la marque « Qualité Tourisme » pour l'Office, et par la suite, le classement de l'Office Municipal de Tourisme en catégorie 1,
- ✚ autorise le Maire à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision, ainsi qu'à signer la convention à intervenir.



Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,
Roger LE GOFF

**CONVENTION D'OBJECTIFS
COMMUNE DE FOUESNANT-LES GLENAN / OFFICE MUNICIPAL DE TOURISME
2018-2020**

Entre :

La commune de Fouesnant-les Glénan, représentée par Monsieur Roger LE GOFF, Maire, Président de l'Office Municipal de Tourisme, dument habilité par une délibération du Conseil municipal en date du 26 février 2018, d'une part,

Et :

L'Office Municipal de Tourisme de Fouesnant-les Glénan, représenté par sa vice-présidente Anne KERNEVEZ, dument habilitée par une délibération du Comité de direction en date du 22 décembre 2017, d'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Gouvernance de la compétence « tourisme » et objet de la convention.

La compétence « tourisme » est municipale. Qualifiée de commune touristique classée, la commune de Fouesnant-les Glénan, déroge à la loi NOTRe (article 69).

La compétence tourisme est étudiée dans le cadre de la commission « culture et tourisme ».

Cette compétence recouvre les actions suivantes :

- Développement de la politique touristique de la collectivité
- Organisation de l'accueil / information
- Coordination des socio-professionnels et des divers partenaires du développement touristique local
- Promotion touristique
- Commercialisation

La gouvernance communale

En tant que collectivité locale, Fouesnant-les Glénan a la responsabilité de :

- Définir la stratégie de développement touristique
- Dégager les axes opérationnels de mise en œuvre
- Définir les partenariats institutionnels et territoriaux
- Assurer l'investissement lié aux actions relevant de l'action publique
- Définir et collecter la taxe de séjour communale

L'office municipal de tourisme

L'Office Municipal du Tourisme (OMT) de Fouesnant-les Glénan est statutairement un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) créé par arrêté préfectoral le 11 avril 1997. Il est rappelé que l'OMT a obtenu son classement en catégorie 2 par arrêté préfectoral en date du 24 mai 2014, pour une durée de 5 ans.

Pour lui permettre de remplir cette tâche, la commune de Fouesnant-les Glénan lui attribue les moyens de fonctionnement nécessaires et adaptés à son statut, à son classement et à ses obligations de service définies ci-après.

Le Comité de direction de l'OMT comprend autour du Maire, élu Président, 14 membres dont 7 élus par le Conseil municipal de Fouesnant et 7 parmi les représentants des activités, professions et organismes en liens avec le tourisme dans la commune, dans les conditions prévues par le code du tourisme. Pour chacun de ces collèges, des suppléants sont désignés en nombre égal à l'exception du Président qui ne dispose pas de suppléant.

L'OMT dispose d'une direction et du personnel qualifié, régulièrement formé, selon les critères de la convention collective des organismes de tourisme (convention collective nationale des organismes de tourisme du 05 février 1996. Etendue par arrêté du 06 décembre 1996)

Il dispose également de locaux adaptés pour remplir les missions d'un office de tourisme de catégorie 1.

Le classement de la commune de Fouesnant-les Glénan en tant que « Station Classée de Tourisme » par décret du 17 novembre 2011 oblige l'OMT à renouveler son classement en vue d'atteindre la catégorie 1 à compter de 2019.

L'OMT est enregistré au registre des opérateurs de voyages et de séjour sous le numéro : IMO29100022.

La commune de Fouesnant-les Glénan confie à l'OMT, les missions suivantes :

- **Missions d'accueil et d'information des visiteurs**, collecter et hiérarchiser l'information touristique, accueillir physiquement, par téléphone, par correspondance, virtuellement et en mobilité, les visiteurs mais aussi la population locale, développer le site internet les éventuelles applications mobiles pour faciliter le séjour (avant, pendant, après) et mieux diffuser l'offre touristique et commerciale du territoire.
- **Missions de communication** papier et numérique afin de promouvoir la destination. Développement de supports papier (magazine, plan, de ville, brochure balades nature, guide de l'offre d'activités,...) et d'outils/supports numériques régulièrement alimentés (réseaux sociaux, site internet OMT, sites des partenaires,...)
- **Missions de promotion touristique du territoire** de la commune de Fouesnant-les Glénan en cohérence avec le comité départemental du tourisme ; le comité régional du tourisme et les réseaux, la Communauté de communes du Pays Fouesnantais via la Riviera Bretonne (participation à des salons, accueil presse,...)
- Contribution dans la **coordination** des interventions des divers partenaires du développement touristique local, fédérer et accompagner les acteurs touristiques, structurer et contribuer à qualifier l'offre, développer des actions de professionnalisation, impliquer les habitants.
- **Commercialisation des prestations de services touristiques**, concevoir des produits touristiques, développer une boutique pour valoriser la production locale, gérer une billetterie pour les visiteurs et la population locale (activité de loisir, balade nature, manifestation diverse, bus,...)

- **Consultant** sur des projets touristiques menés par des partenaires externes et dont le projet est développé en totalité ou en partie sur le territoire de Fouesnant-les Glénan.

Complémentairement à ces missions, l'Office de tourisme:

- participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du tourisme de la commune,
- élabore et commercialise différents produits touristiques,
- accompagne ou gère divers projets touristiques sur base d'une demande de la commune.

L'objectif de la présente convention est de définir les objectifs de l'office municipal de tourisme pour la période 2018-2020. Elle guidera la démarche d'audit pour l'obtention de la marque qualité qui interviendra durant le dernier trimestre 2018.

La collectivité a pris connaissance du projet de l'OMT de s'inscrire dans une démarche qualité. Elle prend note que l'obtention de ce label nécessite un coût relatif à l'audit et un coût annuel relatif au suivi du label Qualité. Le montant du coût généré par la démarche qualité sera porté à la connaissance de la collectivité dès que possible.

Article 2 : Partenariat institutionnel du tourisme

La mission « tourisme » est ancrée dans celle du développement économique. A ce titre, elle intègre différents acteurs qui interviennent à différents niveaux de communication/promotion. L'office municipal de tourisme devra s'inscrire dans une logique partenariale avec les différents acteurs afin de contribuer ou de développer des actions/projets qui renforce l'attractivité et le positionnement du territoire.

Les partenaires:

- La CCPF via la Riviera Bretonne et ses actions
- La Région Bretagne et le Comité Régional du Tourisme via ses actions
- La Région Bretagne via la Destination Quimper Cornouaille et ses actions
- Le Département du Finistère via son agence de développement touristique et ses actions
- La Chambre de Commerces et de l'Industrie Bretagne Ouest et ses actions touristiques
- Les réseaux de qualification des collectivités (Stations classées de tourisme, ...)
- Le réseau Sensation Bretagne et ses actions
- Les groupements de professionnels
- Tout autre groupement/réseau jugé opportun.
-

Article 3 : Les missions

Les objectifs stratégiques 2018-2020 sont précisés par mission :

1- Organisation de l'accueil

- Organisation de l'accueil au sein de l'OMT ainsi qu'en dehors des murs (périodiquement) en tenant compte des pratiques des visiteurs et de manière conforme aux critères et aux exigences de la marque Qualité Tourisme :
 - faciliter l'approche et l'accès à l'OMT grâce à la signalétique directionnelle et touristique,

- améliorer l'aménagement de l'espace d'accueil afin de le rendre plus fonctionnel et cohérent au regard des attentes des clientèles
 - améliorer la mise à disposition de l'information au sein de l'OMT et en extra-muros.
- Améliorer en permanence les services offerts aux clients et développer de nouveaux services en conformité avec les attentes et l'évolution des technologies :
- mesurer la satisfaction et l'attente des clients aussi bien sur les services de l'OMT que sur les services de la destination (prestataires et collectivité),
 - analyser les indicateurs de l'OMT et mettre en place les actions d'amélioration identifiées.

2- Gestion, qualification et diffusion de l'information touristique

- Récouter l'information et encoder celle-ci au sein de la base de données régionale Tourinsoft (partage de données)
- Assurer l'information pour les visiteurs en dehors des horaires d'ouverture de l'OMT :
- en proposant un accès à l'information via des points d'informations sur l'ensemble du territoire.
 - En développant un site internet de séjour
 - en utilisant les technologies d'information et de communication (appli mobile,...)
- Répondre aux nouvelles attentes des visiteurs en termes de conseil en séjour :
- adapter les métiers du tourisme aux évolutions et aux attentes des visiteurs
 - professionnalisation du personnel (plan de formation)
 - qualité du recrutement du personnel (permanent, saisonnier ou stagiaire) et mise en place d'une procédure d'intégration et d'évaluation qui s'appuie sur des procédures formalisées et partagées.
- Assurer la mise à disposition de l'information chez les partenaires de l'OMT :
- diffusion de la documentation touristique des partenaires de l'OMT,
 - lettre d'information périodique à destination des acteurs du tourisme.

3- Animation des acteurs du tourisme

- Améliorer la communication et la qualité de l'accueil et des équipements des opérateurs touristiques locaux :
- favoriser la montée en gamme et la qualification de l'offre de l'ensemble des acteurs du tourisme (accompagnement et/ou conseil au montage de dossier, pré-visites de meublés, qualification de l'offre,...)
 - accompagner les opérateurs touristiques dans la mise en place d'actions de modernisation de l'équipement / de création de produits.
 - Accompagner les opérateurs touristiques par la mise en place d'actions de professionnalisation (éducteurs, accompagnement individuel sur le numérique, formation thématique,...)
 - associer les opérateurs touristiques à l'analyse des indicateurs qualité mis en place par l'OMT (dans le cadre du Groupe de Travail Qualité)

- Améliorer la communication avec les partenaires de l'OMT :
 - plan marketing de l'OMT,
 - lettre d'information thématique
 - relais d'informations.

- Participer/relayer les manifestations organisées par les associations/collectivité/les commerçants/les restaurateurs.

4- Promotion et communication

- Développer le tourisme toute l'année et renforcer l'identité bretonne de la station :
 - en s'inscrivant dans la stratégie de la région Bretagne (Destination Quimper Cornouaille et Sensation Bretagne), du département du Finistère et de la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais (Riviera Bretonne),
 - développer de nouvelles technologies, telles que les sites mobiles, animation de réseaux sociaux,...
 - développer l'éco-responsabilité des opérateurs touristiques et des visiteurs.

- Développer l'image de station littorale :
 - par une présence renforcée sur les marchés prioritaires en France et en Europe (Grand Ouest, Rhône Alpes, Paris Ile de France, Nord, Grande Bretagne, Allemagne et BENELUX),
 - par une conquête de nouvelles clientèles sur des marchés secondaires en France et en Europe (PACA...),
 - par la présence sur des salons/manifestations/foires,... afin de promouvoir la destination auprès des clientèles ciblées
 - par la présence dans les médias (relation de presse et achat d'espace), sur des opérations grand public...

5- Commercialisation

- Fixer les clientèles et le chiffre d'affaires localement pour que les entreprises locales en bénéficient.
- Diversifier et augmenter les sources de revenus de l'OMT
 - Proposer de la billetterie pour des prestations touristiques / des manifestations ponctuelles / des transports en commun.
 - Commercialiser des produits touristiques de l'OMT
 - Valoriser les marqueurs de l'identité territoriale par le biais de produits spécifiques à créer et à proposer au sein d'une boutique.

6- Qualification de l'Office municipal de tourisme

- Obtention de la marque Qualité Tourisme en 2018. Dans ce cadre, l'OMT a désigné deux personnes qualifiées de référents qualité afin de mener à bien ce travail. L'assistante de direction ainsi que la direction sera affectés à la démarche qualité.
- Obtention du Classement de l'OMT en catégorie 1 en 2019.
- Renouvellement du label Tourisme & Handicap pour les 4 familles (renouvellement)

Un plan d'action annuel, accompagné d'un budget prévisionnel, soumis à l'approbation du Comité de direction et communiqué au Conseil municipal, précisera les modalités de mise en œuvre de ces objectifs. Au terme de chaque année, la direction réalisera le bilan du programme d'actions de l'année écoulée en y incluant les indicateurs de réalisation/efficience des objectifs. Ce dernier sera communiqué au Comité de direction de l'OMT ainsi qu'au conseil municipal de Fouesnant.

Article 4 : durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans.

Elle prendra effet au lendemain du 1^{er} conseil municipal de Fouesnant-les Glénan organisée pour l'année 2018 qui aura pour objectif de délibérer sur la présente convention d'objectifs 2018-2020.

Article 5 : Dispositions financières

- Pour assurer les missions définies à l'article 1, la commune de Fouesnant-les Glénan reversera intégralement le produit de la taxe de séjour à l'OMT.
- L'OMT sera également financé par des ressources propres telles que vente de produits touristiques et d'excursions, régies publicitaires, ventes en boutique...
- Des crédits supplémentaires pourront être prévus pour toute autre tâche précise ou investissement, confiés ponctuellement ou de façon permanente à l'OMT.

L'OMT présentera à la commune de Fouesnant-les Glénan dès la clôture de son exercice et l'approbation des comptes et au plus tard pour le 30 mars, le bilan financier, le compte de résultat et le rapport d'activités de l'année écoulée établi sur les objectifs de la présente convention et conformément au programme d'actions annuel, ainsi que le projet du budget prévisionnel de l'année à venir.

Le reversement de la taxe de séjour se réalisera suivant les modalités suivantes :

- Chaque mois, un versement équivalent à 1/12^{ème} de la taxe de séjour sera réalisé par la mairie à l'OMT

Article 6 : Clause de révision et résiliation

Cette convention pourra être révisée à la demande de l'une des parties contractantes par lettre recommandée, avec accusé de réception, dans un délai minimal d'information de trois mois avant la date sollicitée pour l'application de la modification proposée.

En cas d'inexécution des obligations définies ci-dessus, la résiliation de la présente convention pourra être demandée par le Maire de Fouesnant-les Glénan au nom du Conseil municipal ou par le Président ou la vice-Présidente de l'EPIC au nom du Comité directeur.

Dans les deux cas, un procès-verbal de carence sera établi après que les procédures de conciliation auront été épuisées.

Envoyé en préfecture le 27/02/2018
Recu en préfecture le 27/02/2018
Affiché le
ID : 029-212900583-20180227-2018022695-DE

La résiliation interviendra dans un délai de trois mois après la demande exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception de l'une des parties contractantes.

Article 7 : Litiges

Le tribunal administratif de Rennes sera compétent pour traiter des litiges pouvant se produire dans le cadre de cette convention.

Fait à Fouesnant-les Glénan, le

Le Maire de Fouesnant-les Glénan,

La vice-Présidente de l'OMT,

Roger LE GOFF

Anne KERNEVEZ

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018
INFORMATION N° 1

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018 (DOB)

Rapporteur : Monsieur le Maire

La présente note de présentation a été établie conformément aux articles L.2312-1 et L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit l'organisation d'un débat sur les orientations budgétaires dans les deux mois qui précèdent l'examen et le vote du budget primitif.

Le DOB est une étape importante dans le cycle budgétaire annuel des collectivités locales et a pour objectif d'informer les élus sur la situation économique et financière de leur collectivité. La loi du 6 février 1992, dans ses articles 11 et 12, a étendu aux communes de 3 500 habitants et plus, ainsi qu'aux régions, l'obligation d'organiser un débat sur les orientations générales du budget qui était déjà prévue pour les départements (loi du 2 mars 1982).

Il vise à :

- discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif ;
- informer sur l'évolution de la situation financière de la collectivité ;
- permettre aux élus de s'exprimer sur la stratégie financière de la commune.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), en son article 107, complète les dispositions relatives au DOB. Toutefois, sous réserve d'être publié et transmis au représentant de l'Etat, le formalisme relatif au contenu de ce rapport, à sa transmission et à sa publication, reste à la libre appréciation des collectivités territoriales.

L'application combinée des dispositions ci-dessus et de notre règlement intérieur implique que ce débat ait lieu au maximum deux mois et, au minimum, 15 jours avant le vote du budget. Le projet de budget pour 2018 sera, par conséquent, soumis au vote de l'assemblée communale dans les prochaines semaines et, en tout état de cause, après le 12 mars et avant le 25 avril prochains ; la date retenue pour cette séance est fixée au 27 mars 2018.

Les éléments de synthèse relatifs à l'exercice 2017 font désormais, conformément à la loi, l'objet d'une note de présentation jointe au compte administratif correspondant. Ainsi, sauf exception, les résultats de l'année passée ne feront pas l'objet de commentaires supplémentaires dans le présent rapport.

Comme chaque année, nous avons eu connaissance, au mois de décembre dernier, des chiffres relatifs à la population légale de la commune à effet au 1^{er} janvier 2018. Celle-ci s'établit à 10 008 habitants dont 9 569 pour la population municipale et 439 pour la population comptée à part. Selon les termes même de l'INSEE, il s'agit des « *populations légales au 1^{er} janvier 2015 en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2018* ». L'INSEE indique que « *depuis janvier 2004, le recensement de la population résidant en France est réalisé par enquête annuelle. Chaque commune de moins de 10 000 habitants est recensée tous les cinq ans, à raison d'une commune sur cinq chaque année. Afin d'assurer l'égalité de traitement de l'ensemble des communes, il convient de calculer, pour chacune d'elles des populations à une même date de référence. La méthode retenue consiste à produire, pour chaque commune, des populations prenant effet juridique le 1^{er} janvier 2018 mais calculées en se référant à l'année milieu des cinq années écoulées, soit le 1^{er} janvier 2015* ».

Ainsi, les chiffres relayés par les médias au début de chaque année, ne sont que le résultat d'une méthode statistique destinée à attribuer, de manière aussi homogène que possible, une population à chaque commune de France au premier janvier de chaque année. Le seul résultat qui vaille est celui du décompte organisé tous les 5 ans.

A Fouesnant, le recensement général de la population a été organisé en janvier et février 2015. Le résultat de ce décompte fixe à 10 141 le chiffre de notre population, soit 9 687 habitants pour la population municipale et 454 pour la population comptée à part.

1. Les faits marquants de l'exercice 2017

1.1. Les différents contextes

1.1.1. Le contexte international

Les rapports de l'OCDE et du FMI évoquent un sursaut de l'économie mondiale qui se confirme depuis l'automne dernier avec une croissance attendue de 3,5 % en 2017 et 3,7 % en 2018, soit des chiffres bien plus hauts que les prévisions (2,7 pour 2017 et 2,9 pour 2018).

La hausse de la consommation, la production industrielle ainsi que les échanges commerciaux expliquent ce rebond et cette tendance est confirmée par l'organisation mondiale du commerce qui a revu à la hausse ses prévisions suite à une croissance dès le premier semestre 2017 et ce, malgré des conflits et des tensions géopolitiques qui pèsent sur les perspectives économiques de plusieurs régions.

1.1.2. Le contexte européen

Dans la zone euro, la croissance du PIB est en hausse et devrait s'élever à 2,1 % en 2017. L'explication tient au fait de la baisse du chômage (tombé à 9,1 % en juillet 2017 soit le niveau le plus faible enregistré depuis 2009), de la hausse des dépenses de consommation, d'une augmentation des exportations. Il faut cependant rester prudent quant à cette reprise car la croissance du PIB prévue en 2018 est inférieure à celle de 2017 (1,9 % contre 2,1 %).

En Allemagne, l'activité, repartie à la hausse, redonne confiance aux entreprises et favorise l'investissement.

Au Royaume-Uni, en revanche, les tendances confirment un ralentissement de l'activité, certainement lié aux incertitudes quant au Brexit.

1.1.3. Le contexte national

En France, la croissance se consolide, elle est soutenue par la consommation et l'investissement. Les projections économiques nationales sont relativement optimistes.

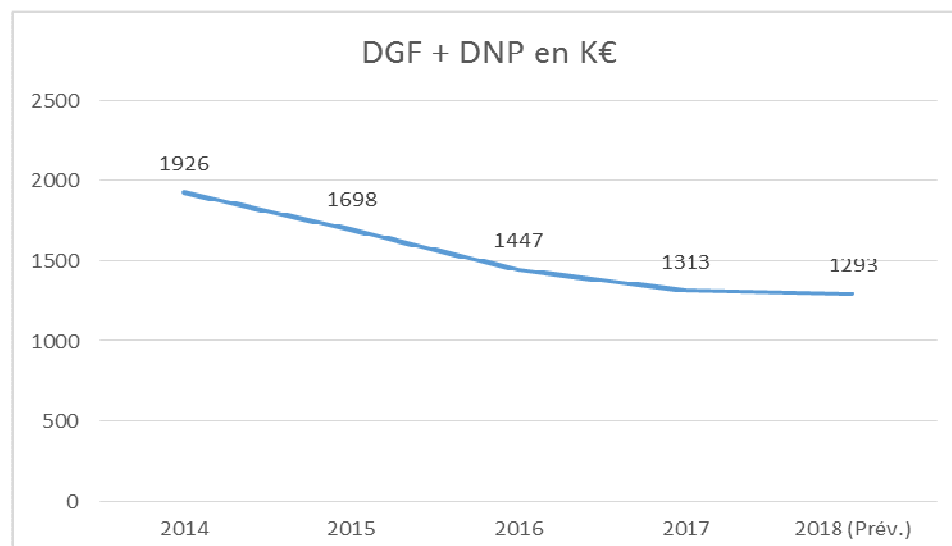
Après 3 années de croissance qui se situait autour de 1 %, les prévisions de l'INSEE affichent une croissance de 1,7 % pour 2017. Ceci est largement dû au rebond du tourisme et à la reprise dans le secteur de la construction.

Malgré tout, il convient là aussi de rester prudent car des inquiétudes demeurent quant au déficit public en 2017. Celui-ci a été revu à la baisse et s'établirait à - 2,6 % pour 2018 qui se traduirait par des économies de 16 milliards d'euros.

La loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022, présentée en parallèle du projet de loi de finances 2018, fixe une série d'objectifs et confirme que les collectivités vont devoir composer avec un cadre budgétaire de plus en plus encadré. Les articles concernant directement les collectivités sont détaillés ci-après :

- encadrement de l'évolution du solde budgétaire (art. 3) : l'objectif fixé dans la loi de programmation se traduirait par une diminution importante de la part des collectivités territoriales dans la dette publique totale : de 8,6 % aujourd'hui, elle ne devra représenter que 5,9 % en 2022 ;
- encadrement de l'évolution des dépenses des collectivités (art. 7) : fixe des objectifs en matière d'évolution de la dépense, en volume, des différentes administrations publiques (Etat, hospitalier, territoriale). A noter que les collectivités locales sont le seul sous-secteur à se voir assigner un objectif de diminution nette de la dépense à partir de 2020 (+ 0,3 % en 2018, + 0,7 % en 2019, - 0,3 % en 2020, - 1,6 % en 2021, - 0,6 % en 2022). Cette évolution est détaillée en page 11 ;
- diminution de 13 milliards d'euros des dépenses de fonctionnement (art. 10) : la diminution porte sur les dépenses de fonctionnement correspondant à un plafond d'évolution annuelle fixé à + 1,2 % inflation comprise, et à périmètre constant. C'est le différentiel entre ce + 1,2 % et la hausse moyenne de + 2,5 % / an constatée entre 2009 et 2014 qui permettra d'aboutir à 13 milliards d'euros.

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) est fixée à 27 milliards en 2018 contre 30 en 2017, ce qui aura pour conséquence une légère baisse du montant alloué à la ville par rapport à 2017. Cependant, la baisse cumulée sur la période 2013 – 2017, pour la DGF et la Dotation Nationale de Péréquation (DNP) a entraîné une perte de plus de 1,9 million d'euros.



L'exonération progressive de la taxe d'habitation, une des mesures phares du nouvel exécutif, aura une incidence majeure sur l'économie des collectivités locales. La suppression progressive de cette taxe inquiète les communes, et ce à juste titre. En effet, même s'il est confirmé qu'elle sera compensée par dégrèvement, rien ne garantit la pérennité du dispositif dans le temps.

Il faut cependant préciser que la DGF ne devrait baisser que sensiblement en 2018, que la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) restera stable tandis que la Dotation de Soutien à l'Investissement des communes et de leurs groupements (DSIL) augmente, passant de 570 millions d'euros à 665 millions d'euros.

1.1.4. Le contexte local

Les éléments énoncés ci-dessus, même s'ils affectent la vie de notre commune, ne l'empêchent cependant pas de garder le cap fixé en 2014. Le dynamisme et l'attractivité de la ville de Fouesnant-les Glénan se traduisent par de nombreux investissements et cela depuis plusieurs années. Le maintien et l'amélioration des prestations pour les Fouesnantais en sont le parfait exemple.

La commune a su s'adapter aux contraintes, notamment financières, qui pesaient sur elle et ce, en maintenant une capacité d'investissement qui lui permet de continuer à se développer tout en gardant la maîtrise de la dette, qui est contenue et sécurisée.

Le contexte de diminution des dotations imposé par le Gouvernement n'a pas favorisé le travail engagé. Pourtant la commune a réussi le pari de dégager un excédent annuel de 1.428 million d'euros en 2017 (résultat global de fonctionnement – résultat global d'investissement).

L'excédent constaté permettra cependant d'offrir une possibilité d'investissement nécessaire au développement de projets de notre ville, qui a su évoluer malgré les contraintes évoquées ci-dessus et faire preuve d'une capacité d'adaptation pour laquelle nous ne pouvons que nous réjouir. Sans parler d'optimisme, il convient néanmoins d'afficher une certaine satisfaction et une sérénité au regard des résultats et des projets qui vont vous être présentés ci-après.

1.2. Le fonctionnement

1.2.1 Maîtrise des charges d'exploitation

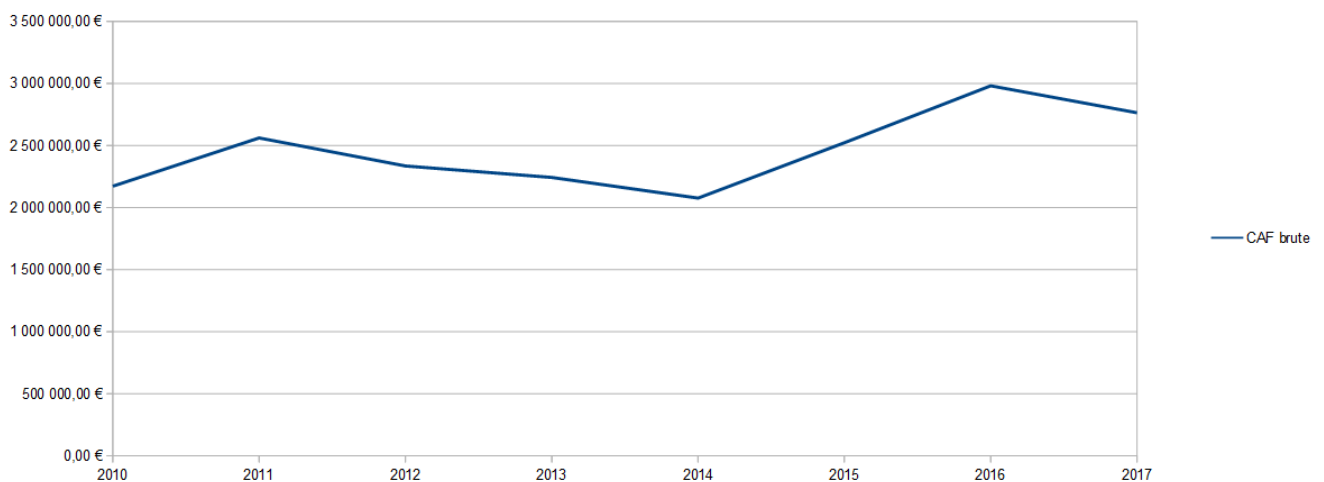
L'épargne brute, appelée aussi « capacité d'autofinancement » (CAF) correspond à la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement. Cet excédent permet à une collectivité de :

- faire face au remboursement de sa dette en capital,
- financer tout ou partie de ses investissements.

L'épargne brute est donc un outil de pilotage incontournable des budgets locaux puisqu'elle permet de déterminer la capacité à investir de la collectivité.

Pour 2017, la CAF brute atteint 2.76 millions d'euros soit une baisse de 283 K € par rapport à 2016. Cette diminution s'explique notamment par le fait que les résultats de l'année 2016 avaient été exceptionnels. Ainsi, les dépenses de fonctionnement avaient été moindres. Ces dépenses ont été gonflées en 2017 par l'opération des 10 ans de l'archipel, mais également par diverses augmentations (ramassage des algues vertes ou encore l'anniversaire du jumelage Fouesnant / Meerbusch). Les charges de personnel ont également été plus élevées du fait notamment d'un rattrapage CNRACL (caisse de retraite) de près de 50 K €, du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) ainsi que la revalorisation du point d'indice en début d'année. A l'inverse, une baisse de 102 K € des dotations vient diminuer les recettes de fonctionnement d'autant, tandis que les cessions d'immobilisations ont été moindres cette année.

La CAF reste toutefois élevée. Ainsi le graphique suivant montre bien le résultat exceptionnel de l'année 2016, et le bon résultat 2017.



La perte conséquente de ressources depuis 2013, conjuguée à l'effort que nous avons engagé dans le programme de réduction des charges de fonctionnement, oblige la commune à être vigilante et prudente sur l'ensemble de ses charges de fonctionnement. Cependant, cela ne doit pas constituer un frein ou une rupture dans les dépenses nécessaires au fonctionnement opérationnel de la collectivité. Il faut travailler différemment et adapter notre organisation en fonction de tous ces paramètres.

Les charges de fonctionnement progressent sous l'impulsion de divers facteurs comme la hausse des fluides, l'extension des contrats de maintenance sous l'effet de la modernisation des services ou la dématérialisation des process ou de nouveaux leviers de fiscalisation dans les secteurs de l'écologie, les énergies propres, frappant les achats de matières ou de services.

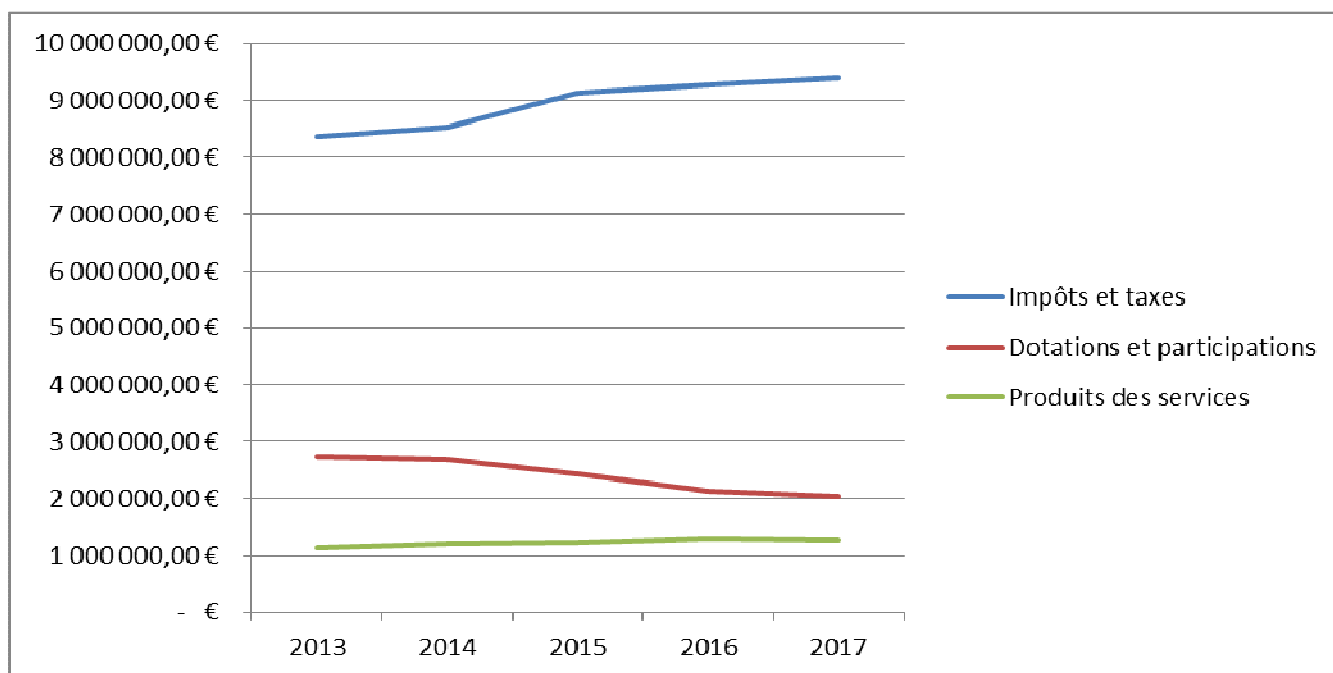
Consécutivement aux vagues d'attentats perpétrés en France et dans le monde, le facteur « sécurité » a eu des répercussions sur le budget de fonctionnement communal. La sécurité des biens et des personnes étant la priorité, la commune a, en lien avec les autorités (Préfecture, Gendarmerie Nationale, SDIS), renforcé les mesures de précaution et de sécurisation de l'ensemble des manifestations sur le territoire. Il s'agissait, pour le bon déroulement des manifestations, de prévoir un dispositif terrain adapté, une supervision renforcée et le recours permanent à la veille.

Le montant des charges est maintenu et respecté. A noter que malgré le paiement d'une facture au bénéfice de la CNRACL en fin d'année non prévue (rattrapage des contributions dues au titre des validations de services depuis 2009), le budget inscrit au chapitre 012 a été respecté. Par ailleurs, il est important d'indiquer que les charges de gestion courantes, avec un montant qui avoisine les **3 millions d'euros**, représentent un plancher indispensable au fonctionnement des services de la collectivité telle que nous la connaissons aujourd'hui. Le réduire davantage impacterait l'opérationnalité des services.

Il faut néanmoins pondérer le résultat des charges de personnel (012) au regard des effets qui pèsent sur ce chapitre de manière mécanique chaque année : les charges patronales, le GVT, l'augmentation du point d'indice, les mesures catégorielles qui peuvent représenter jusqu'à 2 % d'augmentation par an.

Enfin, le chapitre concernant les intérêts d'emprunts connaît quant à lui une forte baisse par rapport à 2016. Cette baisse est liée au contexte financier favorable et les taux d'intérêts très bas.

1.2.2. Optimisation des produits



Les trois chapitres 70 (produit des services), 73 (impôts et taxes) et 74 (dotations et participations) affichent un résultat stable quant aux prévisions, ce qui montre que la fréquentation des services, et les propositions qui y sont faites, correspondent aux attentes des usagers.

Le produit fiscal, qui n'a pas subi de hausse des taux, reste stable avec une augmentation de 62 K € liée à l'augmentation des bases.

Le produit de la taxe additionnelle sur les droits de mutation est de 654 K €, signe que l'immobilier se porte très bien et que de nombreuses ventes ont eu lieu en 2017.

La taxe de séjour connaît, elle aussi, une hausse de plus de 7 % avec un montant de plus de 247 K €, témoignage de l'attractivité de notre commune au niveau touristique.

Le produit de la taxe sur les passagers affiche une baisse de 15 K € en 2017, liée à une météorologie plus capricieuse durant l'été dernier et par conséquent une baisse de fréquentation sur l'Archipel des Glénan.

La DGF et la DNP subissent une nouvelle baisse (1 315 K € en 2017 / 1 447 K € reçus en 2016). Nous sommes en attente de la notification des attributions 2018 et des montants qui nous seront alloués.

Au terme de l'exercice 2017, un excédent pour la section de fonctionnement (sans le report des années antérieures) de 2 201 K € est constaté et il sera repris dans le budget 2018 et servira, d'une part, à bien démarrer le fonctionnement et, d'autre part, à contribuer au financement des investissements qui sont envisagés.

1.3. L'investissement

1.3.1. Un programme ambitieux

Le programme des investissements de l'exercice 2017 s'est élevé à **4.6 millions d'euros**. Ce programme comprend, entre autres, la fin des travaux à la mairie avec la rénovation de l'ancienne aile, l'aménagement du centre-ville de Beg-Meil, la vélo-route au Cap-Coz, l'effacement des réseaux, le programme annuel de voirie, l'acquisition de matériel, la fin des travaux à la salle de tennis de table, l'aménagement de l'ex-école du Quinquis pour l'accueil des associations ou encore l'acquisition des terrains Parker à Beg-Meil. Ce dernier projet constitue une véritable plus-value au centre de Beg-Meil et aurait une vocation économique qui serait menée par un opérateur privé.

Cette somme révèle l'ambition et la volonté de poursuivre une politique d'équipement et de modernisation de la ville. Investir pour une commune est une obligation qui vise le plus souvent à satisfaire un besoin de la population dans des domaines où la rentabilité est en grande partie exclue et dont l'objectif est l'intérêt général. Mais l'investissement est aussi un générateur de force pour la collectivité, signe de bonne santé, d'efficacité et signe d'une volonté à aller de l'avant.

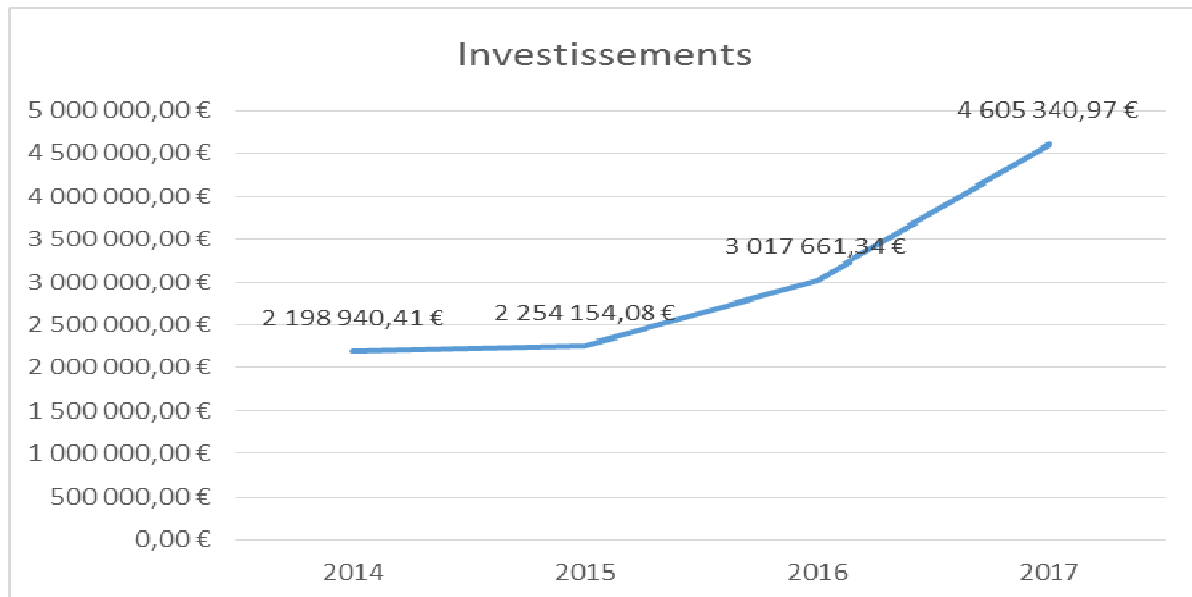
Le maintien des marges de manœuvre financières se poursuit « *au prix d'efforts conséquents entrepris* » sur les dépenses de fonctionnement de notre commune. Depuis deux ans, ces marges permettent de maintenir notre capacité d'investissement à un bon niveau.

Nous avons, en 2017, constitué de solides réserves foncières en acquérant plusieurs terrains comme ceux de Kérougué, de Maner Kereleau ou encore les parcelles Parker à Beg-Meil. Ces réserves nous permettront, sur du court terme, de développer des projets d'habitat, en partenariat avec des opérateurs publics, et de structurer l'économie, avec toujours à l'esprit l'ambition de rendre encore plus attractif notre territoire et de favoriser l'installation de jeunes ménages.

Vous trouverez ci-dessous quelques grandes lignes significatives des investissements 2017 :

- extension et rénovation de la mairie en 2017 753 105,41 €
et en 2016 1 253 725,15 €
soit un montant total de **2 006 830,56 €**
- programme de voirie **875 182,24 €**
- salle de tennis de table..... **526 893,16 €**
- modernisation et entretien du réseau d'eaux pluviales..... **440 549,29 €**

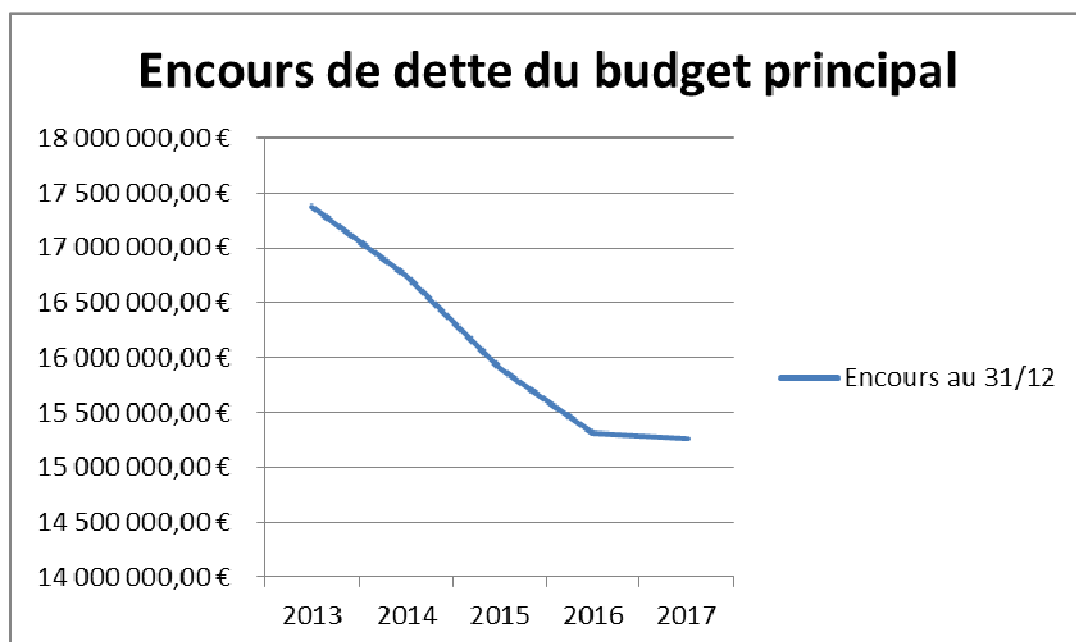
Le tableau ci-dessous indique les montants alloués à l'investissement chaque année depuis 2014.



1.3.2. Recours à l'emprunt

L'emprunt contracté en 2017 s'élève à 1.355 million d'euros. Un emprunt à hauteur de 700 K €, contracté fin 2017, n'apparaîtra dans les écritures comptables que sur l'exercice 2018.

L'encours de la dette est globalement stable. Cela est lié au fait que plusieurs emprunts aient été réalisés et notamment pour financer les opérations Parker à Beg-Meil.



1.4. Divers

1.4.1. Les 50 ans du jumelage Fouesnant-Meerbusch

Un grande rencontre a eu lieu au mois de mai 2017, durant le week end de l'Ascension, avec l'accueil d'une délégation de nos amis de Meerbusch. Cette rencontre placée sous le signe de l'amitié et de l'échange entre les peuples reste un moment fort entre nos deux nations. Ces moments de rencontres sont l'occasion de renforcer les liens qui nous unissent, de rapprocher les hommes, ils constituent le symbole humain et concret de l'existence d'une Europe des citoyens.

Une stèle a été réalisée en partenariat avec l'association Fouesnantaïse « Blanche et Chamottée » pour illustrer ce grand rendez-vous entre les deux villes. Elle est installée entre l'Archipel et la mairie.

1.4.2. Les 10 ans de l'Archipel

La saison culturelle 2017/2018 marque les 10 ans de l'Archipel. Cet évènement est l'occasion pour accueillir de nouveau des artistes qui ont marqué les 9 premières années d'existence de la structure. Un des points d'orgue de cette saison a été l'opéra-comique « Carmen » de Georges Bizet donné par l'Ensemble Matheus, l'Orquesta Sinfónica de Castilla y León et le Choeur Unikanti.

Cette année « anniversaire » est aussi l'occasion de constater l'envergure qu'a pris l'Archipel sur le territoire et même au-delà. Nous fêtons ici un véritable acteur culturel représentatif d'une politique volontariste, ouverte et accessible à tous.

2. Les orientations pour 2018

2.1. Le contexte

La loi de finances 2018 n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 pose les jalons d'une réforme en profondeur des finances locales et des relations entre l'Etat et les collectivités locales. Il initie, par ailleurs, la prise en charge progressive de la taxe d'habitation par l'Etat et instaure notamment le dégrèvement progressif de celle-ci pour 80 % des ménages d'ici à 2020. Ce point, même s'il garantit dans un 1^{er} temps une compensation totale aux collectivités, reste relativement flou sur du moyen terme car nous avons un manque de visibilité sur la durabilité de la compensation intégrale par l'Etat aux collectivités. Il est également évoqué la suppression totale de la taxe d'habitation à terme. Le Conseil Constitutionnel a validé cette réforme mais en restant vigilant sur 2 points : les 20 % de Français qui continueront de payer cette taxe et le dégrèvement pris en charge par l'Etat au profit des collectivités qui ne seraient pas gravé dans le marbre. L'AMF (Association des Maires de France) craint, quant à elle, que cette exonération ne se transforme en compensation d'ici 2020, avec de fait, toute latitude pour l'Etat de la reverser en totalité ou pas.

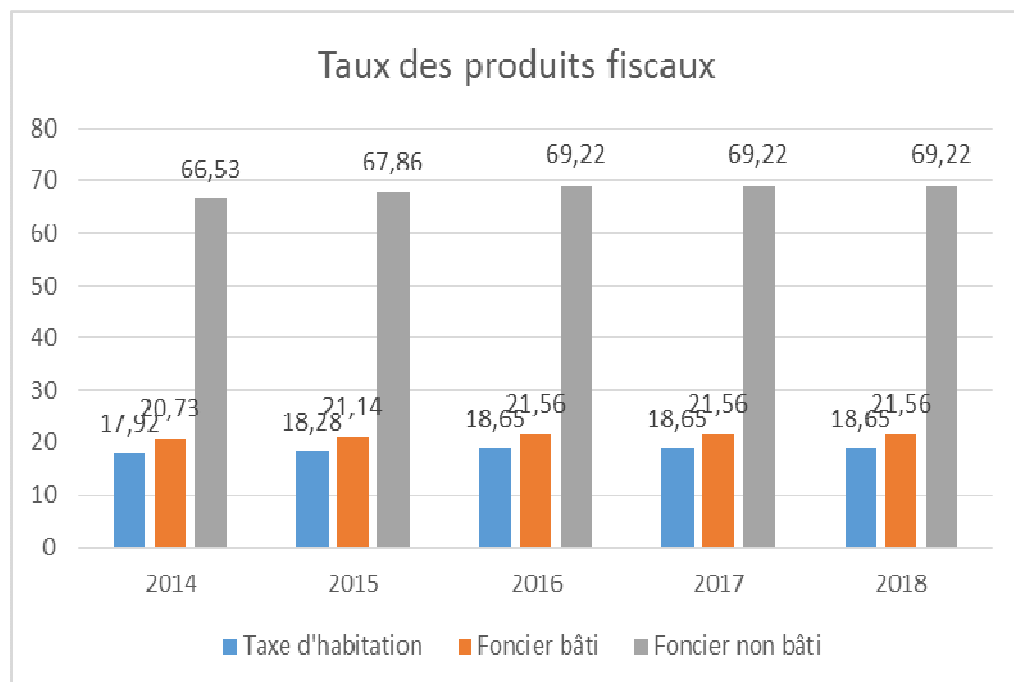
La loi de finances 2018 souligne également le maintien de la DGF en 2018, évoque la baisse de 13 milliards d'euros des dépenses de fonctionnement des collectivités à l'horizon 2022 et introduit un nouveau ratio d'endettement, plus strict, à compter de 2019. En effet, une mesure complémentaire du Gouvernement aux collectivités pour maîtriser leurs charges de fonctionnement serait envisagée (évolution de + 1.2 % / an maximum avec bonification de + 0.15 selon la démographie, les revenus par habitants et les économies déjà réalisées) mais les modalités de sa mise en œuvre restent à préciser.

Outre l'aspect financier, les conséquences des transferts de compétences « Eau et assainissement » et « Espaces Naturels » vont entraîner également le transfert des services chargés de les mettre en œuvre (*article L. 5211-4-1 du CGCT*), sous réserve des dérogations prévues par ce même article (la loi du 16 décembre 2010 prévoit un transfert partiel du service si la compétence ne couvre qu'une partie dudit service) et le transfert des biens nécessaires à leur mise en œuvre. Les modalités de cette mise en œuvre font l'objet aujourd'hui d'une réflexion et d'une nécessaire adaptation des services pour palier à ces transferts.

Aux termes de l'article L. 5211-4-1 du CGCT, lorsqu'une commune a conservé tout ou partie de ses services dans les conditions évoquées plus haut, ces services sont en tout ou partie mis à disposition de l'EPCI auquel la commune adhère pour l'exercice des compétences de celui-ci. A l'inverse, les services d'un EPCI peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences. Dans le cadre de ces mises à disposition, une convention est conclue entre l'EPCI et chaque commune intéressée, qui prévoit notamment les conditions de remboursement du bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service.

La fiscalité

Au regard des réserves foncières dont dispose la collectivité et au regard des efforts de gestion contenus et stabilisés, il est décidé de maintenir au même niveau les taux de la fiscalité directe locale, hormis l'augmentation des bases, fixée par l'Etat, qui engendre une légère hausse.



Pour l'année 2018, il n'est pas prévu d'augmentation des taux d'imposition locaux. Toutefois, une augmentation des bases prévues par l'Etat de 1,2 % permettra une évolution naturelle à la hausse des recettes d'imposition.

Depuis 2018, cette augmentation des bases est automatiquement indexée sur l'inflation.

2.2. Les charges de personnel

La commune est dans l'obligation de mettre en place le nouveau régime indemnitaire instauré à l'Etat par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 : le RIFSEEP (ou Régime Indemnitaire tenant compte de Fonctions, des Sujétions et de l'Expérience Professionnelle). La mise en place de ce nouveau régime et de l'Indemnité de suivi et d'orientation des élèves pour les professeurs du Conservatoire de musique et de danse, représente une hausse d'environ 120 K € sur la masse salariale. Cependant, le régime indemnitaire est quasi figé pendant quatre ans. Le RIFSEEP impacte positivement un grand nombre d'agents, notamment de catégorie C.

Malgré cette hausse significative liée à la mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire, les inscriptions prévisionnelles sur les charges de personnel sont en baisse pour 2018 et cela du fait des transferts de compétences et des moyens qui y sont alloués. Elles seront ensuite maîtrisées et contenues pendant une période de 4 ans. Elles pourront subir des variations mécaniques dues à l'effet GVT (Glissement Vieillesse Technicité) et aux revalorisations indiciaires, notamment dans le cadre de la mise en application du protocole PPCR (Parcours Professionnels, Carrière et Rémunération) suspendu pour l'année 2018. L'instauration du jour de carence est également mise en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2018.

L'organisation du personnel à la mairie connaîtra des modifications très importantes durant l'année 2018. En effet, le transfert de compétences (eau et assainissement, Natura 2000, Espaces Naturels) va redessiner le paysage dans lequel les agents de la collectivité évoluaient jusqu'alors. Pour nous adapter à ces changements, il convient de revoir l'organisation interne et redéfinir les missions de certains agents pour qui certaines tâches liées à ces transferts ne seront plus à effectuer.

Nous avons souhaité modifier l'organisation de l'accueil et des services à la population pour mieux répondre aux attentes de nos citoyens.

Les transferts de l'eau et l'assainissement, de Nature 2000, et des espaces naturels ont entraîné au 1^{er} janvier 2018 la mutation de 3 agents à la CCPF.

La réduction des activités des services techniques avec le transfert de l'eau et l'assainissement nous demande une réorganisation importante de ce service. Cette nouvelle organisation devra être opérationnelle début avril 2018 et cela va se traduire par le départ d'un ingénieur et la réorganisation du pôle technique.

Cette année, les services connaîtront plusieurs départs à la retraite et plus particulièrement un agent du service accueil / état civil / élections, un agent responsable des espaces verts et de la propreté et notre animatrice nature.

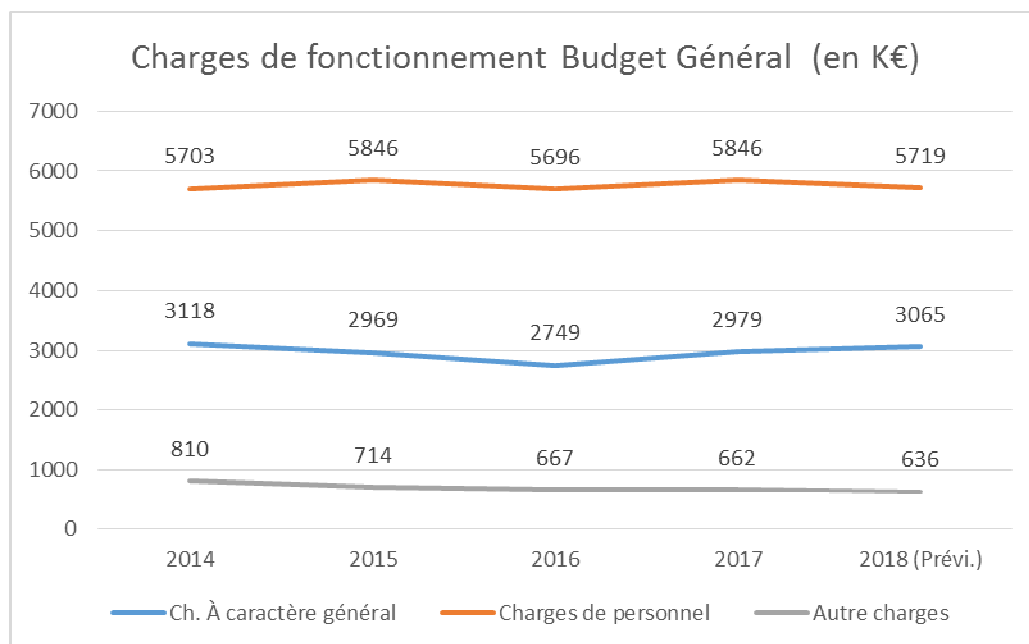
Nous devons nous adapter en permanence pour gagner en efficacité et mettre en œuvre les outils dématérialisés que nous connaissons aujourd'hui pour partager l'information.

2.2.1. Les objectifs d'évolution

La loi de programmation a introduit une nouveauté pour toutes les collectivités et leurs groupements concernés par un débat d'orientation budgétaire (DOB). Son article 13 prévoit que chaque collectivité ou EPCI présente ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement ainsi que l'évolution de son besoin de financement annuel. Le champ de cette obligation porte sur les budgets principaux et les budgets annexes. Elle concerne les collectivités et EPCI qui appliquent les dispositions des articles L. 2312-1, L. 3312-1 et L. 4312-1, L.5211-36 du CGCT, c'est-à-dire les communes de plus de 3 500 habitants, les EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, les départements et les régions.

2.2.2. L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement

	2017 (Budgétées)	2018 (Envisagées)	% d'évolution
Dépenses réelles	10 575 136,00 €	10 541 000,00 €	- 0,33 %
Recettes réelles	12 802 992,05 €	12 688 000,00 €	- 0,90 %



2.2.3. L'évolution du besoin de financement annuel

Le besoin de financement annuel correspond aux besoins d'investissement qui ne peuvent être couverts par l'autofinancement ou par les ressources d'investissement hors emprunt. Il est donc égal aux dépenses d'investissements prévues - épargne brute - recettes d'investissement hors emprunt.

Ainsi, pour 2018, l'épargne brute (dépenses réelles – recettes réelles) prévisionnelle sera de l'ordre de 2 147 K €.

Ce besoin de financement sera ainsi couvert par les excédents des années antérieures (pour un montant de 1 215 K €) et par l'emprunt (pour un montant de 2 200 K €) dont les emprunts à court terme liés à des actifs cessibles.

2.3. Les projets 2018

Pour cette année 2018, les réalisations les plus significatives concerneront :

- les travaux de voirie de la Résidence des Pins à Beg-Meil,
- la construction de toilettes sèches sur l'île Saint-Nicolas des Glénan,
- le début de construction d'un aménagement partagé sur le site de Bréhoulou (vestiaires et boulodrome),
- la viabilisation des terrains de Ker Elo et les études des terrains à Hent Ar Bleizi afin de définir un projet d'aménagement,
- le programme de rénovation de la chapelle Sainte-Anne avec notamment la 1^{ère} phase de travaux,
- la vélo route à Moustierlin,
- l'aménagement de jeux pour enfants à Beg-Meil,
- l'accompagnement sur l'effacement de réseaux,
- les tennis de Beg-Meil,
- les locaux du terrain d'honneur de football (buvette, club house, local de rangement, etc.),
- les transferts de compétences « Eau et assainissement », « Espaces Naturels » et « Natura 2000 »,
- l'approbation du PLU,
- la maîtrise d'ouvrage de Fort Cigogne et la restauration de la cale,
- la continuité de la planification de l'AdAP (Agenda d'Accessibilité Programmée),

2.4. Les études

En termes d'études à réaliser dans la perspective de travaux ultérieurs, nous engagerons cette année la réflexion sur les dossiers suivants :

- l'installation de jeunes ménages sur le territoire est une priorité et nous nous y engageons très fortement puisque, outre le lotissement de Moustierlin dont les travaux ont démarré en 2017, nous projetons l'aménagement de Maner Kerello ainsi que l'aménagement de Kérougué. Ces deux dernières opérations démarreront dans le courant de l'année et s'étendront jusqu'en 2019. Elles permettront ainsi de renforcer davantage l'attractivité de notre commune. Elles seront menées en collaboration avec des opérateurs publics et privés ;
- une étude va également être menée sur la route de Mestrezec, en partenariat avec le Conseil Départemental. Il s'agit de sécuriser les abords de cette voie départementale et ainsi répondre aux inquiétudes des riverains ;
- la rénovation de fort Cigogne sur l'archipel des Glénan sera également à l'étude en partenariat avec l'Etat (DRAC et CEL), la Région, le Département, Le CNG (Centre Nautique des Glénans) et l'AIP (Association des Iles du Ponant). La fondation du Patrimoine pourrait être sollicitée sous forme de mécénat.

Au final, ces perspectives, s'inscrivent dans une enveloppe ~~provisionnelle de l'ordre de~~ 3.5 millions d'euros ; elles permettent d'envisager des aménagements dans les différents secteurs de la commune pour le bien-être des Fouesnantais et des personnes qui séjournent sur notre territoire. Nos choix d'investissement visent également à diminuer nos charges de fonctionnement et à faciliter le travail des collaborateurs municipaux en diminuant la pénibilité de leurs tâches (les trottoirs enrobés, autrefois stabilisés, illustrent parfaitement cette volonté).

2.5. Le PLU (Plan Local d'Urbanisme)

Le Plan local d'urbanisme doit répondre aux attentes des citoyens et offrir les possibilités d'équiper et d'aménager le territoire communal pour les 20 ans à venir tout en maintenant une croissance démographique maîtrisée et en visant une réduction significative de la consommation foncière afin de lutter contre l'étalement urbain. Ce projet est l'aboutissement de nombreuses années d'étude, il s'inscrit dans un cadre législatif et réglementaire contraint et doit par ailleurs être compatible avec les documents supra-communaux.

Le PLU sera approuvé lors de ce conseil municipal.

2.6. Divers

Dans le cadre de notre jumelage avec Meerbusch, une délégation se rendra au printemps prochain retrouver nos amis d'outre Rhin afin de célébrer le 50^{ème} anniversaire en Allemagne.

La saison des 10 ans de l'Archipel se poursuit jusqu'au printemps prochain avec de belles rencontres et un invité « surprise », Julien Doré, qui donnera 2 soirs de rang son spectacle.

2.7. L'intercommunalité

Les compétences de la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais se sont élargies cette année avec les effets de la loi NOTRe, dès le 1^{er} janvier. En effet, après notre récente réunion du 14 décembre 2017, nous avons délibéré pour les transferts de l'eau et l'assainissement, des espaces naturels et de Natura 2000. Ces derniers sont accompagnés de moyens nécessaires à leur bon fonctionnement qui vont, quelque peu, modifier l'organisation de la ville dans les mois à venir. Les liens forts qui unissent notre collectivité à l'EPCI vont nous permettre de bien anticiper ces changements et de nous adapter en conséquence à ces modifications. Les collectivités subissent aujourd'hui de nombreux bouleversements qui impliquent une adaptation constante des moyens alloués et des organisations qui en découlent.

3. La dette

Les éléments qui caractérisent la dette de l'ensemble des budgets (budget principal et budgets annexes) sont annexés au présent rapport : états de la dette, typologie et récapitulatif des annuités prévisionnelles pour 2017.

Encours de la dette (K €)

	2013	2014	2015	2016	2017
Encours au 31/12	17 376	16 744	15 910	15 316	15 266
Épargne brute	2 244	2 076	2 523	2 981	2 760
Encours / épargne brute	7.7	8.1	6.3	5.1	5.5

Par ailleurs, les chiffres 2017 montrent un taux d'épargne brute de 21.20 % (2 760 049.86 / 13 019 854.39). Ce chiffre représente le pourcentage des recettes de fonctionnement pouvant être consacrées à l'investissement. Il est supérieur au taux moyen de 2016 qui est de 14,1 % (www.collectivits-locales.gouv.fr/files/files/statistiques/brochures/ofgpl_2017_0.pdf).

L'épargne brute est en légère baisse, ainsi d'ailleurs que l'épargne nette (1 355 K € au 31/12/2017). Cette baisse s'explique par les résultats exceptionnels de l'année 2016. Ainsi, en 2017, les dépenses de fonctionnement ont été plus élevées (notamment du fait du fort coût pour les algues vertes, effet des dix ans de l'Archipel, charges de personnel plus élevées, etc.) tandis que dans le même temps, les recettes de fonctionnement stagnaient.

4. Les budgets annexes

4.1. Les services eau potable et assainissement

Ces services sont confiés, par contrat de délégation de service public conclus en 2010 à la société « SUEZ » pour une durée de 8 ans. Ils ont été prolongés d'une durée de 9 mois avant d'être gérés par la CCPF dans le cadre de ses compétences « eau et assainissement », transférées au 1^{er} janvier 2018.

Ces services sont désormais concernés par les dispositions issues de la loi NOTRe. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2018, il s'agit de compétences communautaires. La charge de travail qui incombait à la ville va donc diminuer et l'organisation des services va s'en ressentir. Une réflexion est engagée concernant le redéploiement des moyens qui se rattachaient à l'eau et l'assainissement.

Par conséquent, seuls les travaux réalisés en 2017 vont vous être présentés ci-dessous.

4.1.1. Le service d'eau potable

Travaux réalisés en 2017 :

- étude du curage de la lagune de Pen Al Len,
- arrêt du captage de Kérourgué,
- extension et réhabilitation du réseau d'eau potable,
- étude pour l'acquisition de terrains en vue d'exploiter de nouvelles ressources sur Kervransel et Rosnabat,
- étude sur la station d'eau potable de Bréhoulou,
- mesure de restriction d'eau durant la saison estivale.

4.1.2. Le service d'assainissement

Travaux réalisés en 2017 :

- un accord de programmation entre Fouesnant, la Forêt-Fouesnant et l'Agence de l'eau Loire Bretagne a été établi pour l'extension de la station d'épuration de Pen Fallut et l'amélioration des réseaux d'assainissement,
- curage de la lagune de Pen Fallut et réalisation d'un plan d'épandage,
- étude sur les micropolluants,
- réhabilitation complète de l'assainissement du sanitaire de Cleut Rouz,
- divers travaux de réhabilitation et d'extension du réseau (rue des Gléan, Menez Roué, Hent Kerchann, Ty Corn et chemin de Bot Conan).

4.2. Le service des ports

Travaux et études réalisés en 2017 :

- installation de mouillages innovants (4 à Beg-Meil et 8 dans l'archipel des Gléan),
- entretien récurrent du groupe électrogène, des éoliennes et du panneau solaire,
- révisions techniques pour la barge et le bateau,
- entretien annuel des mouillages,
- relocalisation des limites portuaires de Saint-Nicolas,
- étude sur l'extension de la ZMEL de Moustierlin.

Travaux projetés en 2018 :

- révisions techniques pour la barge et le bateau,
- entretien annuel des mouillages,
- relocalisation des limites portuaires de Saint-Nicolas (fin de procédure),
- étude sur extension de la ZMEL de Moustierlin en cours,
- déploiement des mouillages innovants,
- étude sur le curage du port du Cap-Coz.

4.3. Le lotissement communal

En 2017, la commune a pu faire l'acquisition de certaines parcelles contiguës au projet de Kérourgué. Il reste désormais une petite partie de terrains à acquérir afin de maîtriser la totalité du foncier sur ce secteur et pouvoir ainsi mettre en œuvre une étude complète et un schéma de viabilisation en vue de permettre les premières constructions.

CONCLUSION

La vie des collectivités est faite de projets, tantôt bien identifiés, que nos services s'efforcent de mettre en œuvre, tantôt inopinés, et qu'il convient de saisir. Une collectivité territoriale est largement rythmée par ces projets, puisque toute initiative de développement local (qu'elle soit économique, culturelle, écologique, sociale...) est un projet en soi.

De plus, les projets menés par les collectivités territoriales ont des spécificités importantes, comparés aux projets menés dans la sphère des entreprises par exemple. Contrairement à une entreprise où le pouvoir est hiérarchique et fort, il est partagé ici au sein d'un territoire par un grand nombre de parties prenantes : élus, fonctionnaires, associations, citoyens, sous-traitants, etc.

Le présent document, qui sert de base à notre débat d'orientation budgétaire, met en lumière plusieurs éléments qui doivent nous guider pour l'année 2018 mais également les années à venir. Ils se déclinent comme suit :

- le maintien et la stabilité de nos **charges de fonctionnement**. Les résultats en témoignent puisque les budgets sont contenus. Il s'agit certes d'une attention particulière et de tous les instants mais les résultats sont aussi significatifs de l'effort consenti tout en maintenant une gestion efficace et maîtrisée. Comme indiqué plus haut, cette maîtrise devra être constante du fait des obligations faites aux collectivités désormais d'être rigoureuse dans l'augmentation de ses charges ;
- notre **capacité d'investissement** doit rester significative eu égard à la qualité des équipements et l'attractivité de la ville. Les projets que nous déployons offrent, en plus de la qualité des services rendus aux citoyens, la possibilité aux entreprises locales de maintenir une dynamique économique nécessaire au contexte qui nous entoure ;
- la stabilisation de **notre endettement** est également un signe fort de notre capacité à gérer la commune tout en maintenant une **dynamique de développement**. Il participe ainsi du développement local entendu comme un développement équilibré d'un territoire qui allie la dimension économique, sociale, culturelle et environnementale.

Dans cette perspective, nous devons viser, sans nouvelle hausse de la fiscalité locale, un **excédent annuel de l'ordre de 2.2 millions d'euros** de telle sorte que notre capacité d'investissement minimale s'élève à 3 millions d'euros minimum et cela en stabilisant notre **endettement sous la barre des 15 millions d'euros** (hors emprunts à court terme liés à des actifs cessibles).

La reconnaissance et le rayonnement de notre commune passent par ces engagements forts. La qualité de notre cadre de vie, la diversité des activités qui y sont proposées sont des atouts tant pour les habitants que pour les nombreux visiteurs à l'année.

ANNEXES – PRESENTATION DE LA DETTE

1. BUDGET GENERAL DE LA COMMUNE

Annexe n° 1 Etat de la dette

Annexe n° 2 Typologie de la répartition de l'encours (Gissler)

Annexe n° 3 Tableau d'amortissement prévisionnel

2. BUDGET EAU

Annexe n° 4 Etat de la dette

Annexe n° 5 Typologie de la répartition de l'encours (Gissler)

3. BUDGET ASSAINISSEMENT

Annexe n° 6 Etat de la dette

Annexe n° 7 Typologie de la répartition de l'encours (Gissler)

4. BUDGET PORTS

Annexe n° 8 Etat de la dette

Annexe n° 9 Typologie de la répartition de l'encours (Gissler)

5. BUDGET LOTISSEMENT COMMUNAL

Annexe n° 10 Etat de la dette

Annexe n° 11 Typologie de la répartition de l'encours (Gissler)

6. RECAPITULATIF

Annexe n° 12 Annuités prévisionnelles des emprunts 2017

165 Dépôts et cautions reçus (Total)											0,00	
assortis de conditions particulières (Total)											0,00	
1671 Avances consolidées du Trésor (Total)											0,00	
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (Total)											0,00	
1675 Dettes pour M.E.T.P. et PPP (Total)											0,00	
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (Total)											0,00	
1678 Autres emprunts et dettes (Total)											0,00	
168 Autres emprunts et dettes assimilés (Total)											0,00	
1681 Autres emprunts (Total)											0,00	
1682 Bons à moyen terme négociables (Total)											0,00	
1687 Autres dettes (Total)											0,00	
TOTAL GENERAL											25 140 406,47	

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la dernière mobilisation

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
 (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois, ...)

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres, à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine: Exemple A-1. Cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE REPARTITION PAR NATURE DE DETTES	A2.2

A2.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couver- ture ? O/N (10)	Montant couvert	Catego- rie d'empr unt après couvert ure éventu-	Capital restant dû au 31/12/2017	Durée résidue lle (en années)	Taux d'intérêt		Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérê t à la date de votto. du	Capital	Charges d'intérêt (15)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00
des établissements de crédit (Total)		0,00		15 988 769,70				1 405 419,77	506 834,96	0,00	68 649,44
1641 Emprunts en euros (Total)		0,00		15 988 769,70				1 405 419,77	506 834,96	0,00	68 649,44
27 / MIN197461	N	0,00		18 180,16	0,00	C	4,75	70 506,05	3 009,75	0,00	218,24
29 / MPH199313	N	0,00		323 357,76	3,58	C	4,88	75 614,09	18 308,81	0,00	2 622,06
33 / 06000584867	N	0,00		239 949,76	2,96	F	3,20	75 018,31	9 184,73	0,00	319,93
35 / 06000584873 547281	N	0,00		1 255 635,11	8,96	F	3,95	114 374,21	54 115,37	0,00	2 066,57
36 / 06000584874 547284	N	0,00		178 696,89	9,87	F	3,95	14 351,49	7 625,41	0,00	882,32
37 / 06000584875 547286	N	0,00		89 348,45	9,87	F	3,95	7 175,74	3 812,71	0,00	441,16
38 / 00010103674	N	0,00		1 029 871,22	10,04	F	4,59	77 028,78	49 493,46	0,00	9 848,14
41 / 00247104544	N	0,00		569 958,73	11,96	V	RIBOR0	0,16	47 019,55	921,81	38,00
42 / 00250200800	N	0,00		766 507,58	7,96	V	RIBOR0	0,06	95 588,02	434,05	19,16
43 / 07301087911001	N	0,00		418 967,69	8,24	F	3,57	46 551,97	16 619,05	0,00	11 217,86
45 / MPH269451EUR	N	0,00		2 850 428,26	18,92	C	4,73	270 207,18	146 709,03	0,00	10 774,91
46 / 8181044	N	0,00		1 022 455,89	9,82	F	4,85	77 685,15	51 958,13	0,00	8 953,59
47 / MIN280458EUR	N	0,00		1 073 989,95	11,00	F	3,49	95 466,68	39 564,97	0,00	9 266,53
8 / MON501015EUR/05010	N	0,00		1 039 989,96	11,92	F	2,39	86 666,68	26 150,58	0,00	2 002,29
49 / DD06201592	N	0,00		448 585,01	12,91	F	1,75	30 471,23	8 184,25	0,00	697,80
50 / MON508398EUR	N	0,00		2 035 427,74	20,92	F	3,25	125 162,36	65 183,12	0,00	4 914,36
51 / 10000287396	N	0,00		378 000,00	13,95	F	1,10	27 000,00	4 343,63	0,00	173,25
52 / 10000443287	N	0,00		282 000,00	2,71	V	03M-MC	0,98	0,00	0,00	21,12
53 / 10000443288	N	0,00		723 000,00	2,79	V	03M-MC	0,65	0,00	0,00	52,78
2250001 / MIN154966EUR	N	0,00		69 881,59	3,13	V	RIBOR1	0,24	15 235,81	207,69	93,00
2250002 / MPH200956EUR	N	0,00		95 604,93	1,09	V	RIBOR1	0,27	48 383,42	398,18	132,88
2250008 / 042117991260	N	0,00		5 913,02	0,16	F	5,16	5 913,05	610,23	0,00	255,95
2250010 / DD09950523	N	0,00		1 063 000,00	14,83	F	1,24	0,00	0,00	0,00	3 637,54
1643 Emprunts en devises (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00
assortis d'une option de tirage sur ligne de		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00
cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00
assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00
consolidées du Trésor (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00
comptes spéciaux du Trésor (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00

1675 Dettes pour M.E.T.P. et PPP (Total)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
locataires-acquéreurs (Total)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (Total)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
et dettes assimilés (Total)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (Total)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
terme négociables (Total)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (Total)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	0,00	15 988 769,70	1 405 419,77	506 834,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 649,44

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (Cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales). En cas de couverture partielle, indiquer plusieurs catégories d'emprunt (exemple : A-1 ; C-3).

(12) Type de taux d'intérêt après opération de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opération de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE
 TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4

A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structures / Indices sous-jacents	(1) Indices en euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou	17 produits 04 % de l'encours 0 718 803,52 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	2 produits 4 % de l'encours 341 537,92 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €
(C) Option d'échange (swaption)	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	1 produits 83 % de l'encours 2 850 428,26 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €
(F) Autres types de structure	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €	0 produits 0 % de l'encours 0,00 €

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/2017 après opérations de couverture éventuelles.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PRÉVISIONNEL

Etat constaté - VILLE DE FOUESNANT - montants en Euros

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ
	T		
2018	1 458 318,37	479 278,37	1 937 596,74
2019	1 475 455,56	431 540,33	1 906 995,89
2020	2 488 240,43	382 876,94	2 871 117,37
2021	1 411 326,86	327 039,70	1 738 366,56
2022	1 362 617,67	280 452,35	1 643 070,02
2023	1 400 526,17	233 210,16	1 633 736,33
2024	1 370 979,22	179 582,02	1 550 561,24
2025	1 017 701,53	143 183,13	1 160 884,66
2026	946 104,84	112 338,74	1 058 443,58
2027	756 581,44	80 523,90	837 105,34
2028	515 658,76	59 555,79	575 214,55
2029	394 251,92	48 611,71	442 863,63
2030	243 033,24	41 522,12	284 555,36
2031	212 088,00	35 977,32	248 065,32
2032	192 794,20	30 781,56	223 575,76
2033	122 839,97	25 696,11	148 536,08
2034	130 452,44	20 994,91	151 447,35
2035	138 583,86	15 999,06	154 582,92
2036	147 233,34	10 712,67	157 946,01
2037	98 542,25	6 721,49	105 263,74
2038	105 439,63	3 474,38	108 914,01
TOTAL G	15 988 769,70	2 950 072,76	18 938 842,46

sélection : toutes les fiches

ETAT DE LA DETTE

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Etat constaté - montants en Euros

N° FICHE	ANNEE RÉALI SATIO N	LIBELLÉ	PRÊTEUR	DU RÉPÉE EN AN	INDI TA LUX	MARGE (%)	TAUX ACTU ARIEL (%)	PÉRI ODE	DATE 1ÈRE ANNEE INTÉRÊT	DATE 1ÈRE ANNEE AMORT.	CAPITAL	ENCOURS AU 31/12/2017	ICNE	INTÉRÊT	AMORT	ANNUITÉ	FRAIS	
9	2002	INVESTISSEMENTS 200	DEXIA - DEXIA CREDIT LC	15 F	TAUX	0,00000	4,83	T	01/04/2003	01/04/2003	83 700,00	1 986,04	25,13	345,18	7 607,11	7 952,29	0,00	
10	2002	RENEGOCIATION PRET	DEXIA - DEXIA CREDIT LC	19 F	TAUX	0,00000	5,06	T	01/11/2002	01/11/2002	216 459,33	62 236,18	506,27	3 592,92	14 366,43	17 959,35	0,00	
13	2005	INVESTISSEMENT EAU	CA - CREDIT AGRICOLE	15 F	TAUX	0,00000	3,24	T	15/03/2006	15/03/2006	309 390,00	74 237,77	98,98	2 841,66	23 209,94	26 051,60	0,00	
17	2009	TRAVAUX INVESTISSE	CA - CREDIT AGRICOLE	10 F	TAUX	0,00000	4,57	T	15/08/2009	15/08/2009	38 300,00	6 891,98	38,77	433,00	4 344,32	4 777,32	0,00	
18	2011	PRET INVESTISSEMENT	BCME - BANQUE CREDIT	15 F	TAUX	0,00000	3,06	A	30/04/2011	30/04/2011	400 000,00	208 063,65	4 244,50	7 162,59	26 007,96	33 170,55	0,00	
19	2012	INVESTISSEMENT 2011	CF - CREDIT FONCIER	15 F	TAUX	0,00000	4,18	T	13/04/2012	13/04/2012	300 000,00	205 830,22	1 827,12	8 937,61	17 987,18	26 924,79	0,00	
20	2010	Réaménagement prêt	MF DEXIA - DEXIA CREDIT LC	13 F	TAUX	0,00000	4,80	A	01/12/2011	01/12/2011	198 326,09	105 877,37	585,33	8 049,08	14 824,71	22 873,79	0,00	
21	2012	INVESTISSEMENT 2012	CE - CAISSE D'EPARGNE	15 F	TAUX	0,00000	4,96	T	25/12/2012	25/12/2012	200 000,00	145 703,96	98,15	7 415,15	11 428,33	18 843,48	0,00	
22	2016	REAMENAGEMENT PRE	CAISSE FRA - CAISSE FRA	21 F	TAUX	0,00000	3,30	A	01/12/2016	01/12/2016	702 348,15	614 418,33	1 769,16	23 407,74	44 946,73	68 354,47	0,00	
TOTAL GENERAL												2 448 523,57	1 425 245,50	9 193,41	62 184,93	164 722,71	226 907,64	0,00

sélection : toutes les fiches

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

ID : 029-212900583-20180227-20180226INFO1-DE

ANNEXE N° 4

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (hors A1)

	IV
	A2.3

A2.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (hors A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne indiquer le n° de contrat)(1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/2017 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minima l (5)	Taux maxima l (6)	Coût de sortie couvert (7)	Taux au 31/12/2017	Niveau de taux au 31/12/2017	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice de capital restant	
													co. / la	% par
variable simple plafonné (cap), ou 9 / MIN197461 10 / MPH199313	DEXIA CREDIT LOCAL	83 700,00	1 986,04	5	15,00		4,75	4,75	0,00		4,75	345,18	0,00	0,14
	DEXIA CREDIT LOCAL	216 459,33	62 236,18	5	19,00		4,88	4,88	0,00		4,88	3 592,92	0,00	4,37
TOTAL A		300 159,33	64 222,22						0,00			3 938,10	0,00	4,51
Barrière simple B														
TOTAL B		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange C														
TOTAL C		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
ou multiplicateur jusqu'à 5 capé D														
TOTAL D		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 E														
20 / MPH269451EUR	DEXIA CREDIT LOCAL	198 326,09	105 877,37	1	13,00			TAUX FIXAUX FIX	0,00		4,73	8 049,08	0,00	7,43
TOTAL E		198 326,09	105 877,37						0,00			8 049,08	0,00	7,43
Autres types de structures F														
TOTAL F		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		498 485,42	170 099,59						0,00			11 987,18	0,00	11,94

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à couvrir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/2017

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 778.

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

ID : 029-21290688-20180227-20180226INFO1-DE

ANNEXE N°5

ETAT DE LA DETTE

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Etat constaté - montants en Euros

N° FICH E	ANNEE RÉALI SATIO N	LIBELLÉ	PRÊTEUR	DU RÉE EN AN	TY PE EN AN	INDI CE	MARGE (%)	TAUX ACTU ARIEL (%)	PÉRI ODE	DATE 1ÈRE ANNÉE INTÉRÊT	DATE 1ÈRE ANNÉE AMORT.	CAPITAL	ENCOURS AU 31/12/2017	ICNE	INTÉRÊ T	AMORT	ANNUITÉ	FRAI S	
7	2002	RENEGOCIATION PRET GLOBAL	DEXIA - DEXIA CREDIT LC	19	F	TAUX	0,00000	5,02	T	01/11/2002	01/11/2002	107 177,43	30 775,10	245,91	1 778,98	7 153,80	8 932,78	0,00	
13	2015	AVANCE TRANSFERT EAUX US	AGEAU - AGENCE DE LEA	16	F	TAUX	0,00000	0,00	A	31/05/2017	31/05/2017	291 998,77	273 938,77	0,00	0,00	18 060,00	18 060,00	0,00	
14	2016	REAMENAGEMENT PRET MIN26	CAISSE FRA - CAISSE FRA	13	F	TAUX	0,00000	3,30	A	01/12/2016	01/12/2016	113 932,28	93 295,28	413,84	5 488,25	10 538,35	16 026,60	0,00	
15	2016	AVANCE POUR REHABILITATIO	AGEAU - AGENCE DE LEA	15	F	TAUX	0,00000	0,00	A	30/11/2018	30/11/2018	136 483,72	122 835,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL GENERAL													649 592,20	520 844,50	659,75	7 267,23	35 752,15	43 019,38	0,00

sélection : toutes les fiches

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

ID : 029-212900583-20180227-20180226INFO1-DE

ANNEXE N° 6

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE
 TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4

A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structures / Indices sous-jacents	(1) Indices en euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou	1 produits	0 produits	0 produits	0 produits	1 produits	0 produits
	91 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	1 % de l'encours	0 % de l'encours
	93 295,28 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	30 775,10 €	0,00 €
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(C) Option d'échange (swaption)	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(F) Autres types de structure	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours	00 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/2017 après opérations de couverture éventuelles.

ETAT DE LA DETTE

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Etat constaté - montants en Euros

N° FICH E	ANNEE RÉALI SATIO N	LIBELLÉ	PRÊTEUR	DU RÉE EN AN	PE TA LUX	INDIC E	MARGE (%)	TAUX ACTU ARIEL (%)	PÉRI ODE	DATE 1ÈRE ANNÉE INTÉRÊT	DATE 1ÈRE ANNÉE AMORT.	CAPITAL	ENCOURS AU 31/12/2017	ICNE	INTÉRÊT	AMORT	ANNUITÉ	FRAIS	
7	2002	INVESTISSEMENTS DE	DEXIA - DEXIA CREDIT LC	15	F	TAUX	0,00000	4,83	T	01/04/2003	01/04/2003	33 127,00	748,51	7,68	98,96	3 048,42	3 147,38	0,00	
9	2002	RENEGOCIATION PRE	DEXIA - DEXIA CREDIT LC	19	F	TAUX	0,00000	5,01	T	01/11/2002	01/11/2002	52 160,69	14 960,74	115,23	848,97	3 498,41	4 347,38	0,00	
12	2005	INVESTISSEMENTS 20	CA - CREDIT AGRICOLE	15	F	TAUX	0,00000	3,24	T	15/03/2006	15/03/2006	72 574,00	17 413,99	23,22	666,57	5 444,39	6 110,96	0,00	
14	2005	INVESTISSEMENT 200	CA - CREDIT AGRICOLE	10	F	TAUX	0,00000	4,58	T	15/03/2008	15/03/2008	67 700,00	0,00	0,00	232,27	8 212,38	8 444,65	0,00	
17	2009	INVESTISSEMENT 200	CA - CREDIT AGRICOLE	15	R	EURIB	0,47000	0,77	T	15/03/2010	15/03/2010	69 000,00	33 258,10	2,22	55,26	4 722,26	4 777,52	0,00	
18	2010	INVESTISSEMENT 201	CA - CREDIT AGRICOLE	15	R	EURIB	0,37000	0,58	T	15/03/2011	15/03/2011	87 000,00	47 477,59	1,19	26,92	5 920,71	5 947,63	0,00	
19	2011	PRET INVESTISSEME	CA - CREDIT AGRICOLE	15	F	TAUX	0,00000	4,22	T	15/03/2012	15/03/2012	128 000,00	86 045,87	148,79	3 772,53	7 733,39	11 505,92	0,00	
20	2010	Réaménagement prêt	Mif DEXIA - DEXIA CREDIT LC	13	F	TAUX	0,00000	4,80	A	01/12/2011	01/12/2011	59 947,71	31 822,67	176,21	2 427,03	4 470,07	6 897,10	0,00	
21	2012	INVESTISSEMENTS 20	CE - CAISSE D'EPARGNE	15	F	TAUX	0,00000	4,96	T	25/12/2012	25/12/2012	96 000,00	69 937,84	47,11	3 559,27	5 485,61	9 044,88	0,00	
22	2013	INVESTISSEMENTS 20	LABANQUEPO - LA BANQ	15	F	TAUX	0,00000	3,46	T	01/01/2014	01/01/2014	97 000,00	71 133,28	601,43	2 570,98	6 466,68	9 037,66	0,00	
23	2014	INVESTISSEMENTS 20	LABANQUEPO - LA BANQ	15	F	TAUX	0,00000	2,47	T	01/03/2015	01/03/2015	85 000,00	67 999,96	130,92	1 709,84	5 666,68	7 376,52	0,00	
24	2015	INVESTISSEMENT 201	CREDITMUTU - CREDIT M	15	F	TAUX	0,00000	1,80	T	28/02/2016	28/02/2016	63 000,00	55 522,29	86,37	1 012,98	3 771,50	4 784,48	0,00	
25	2016	REAMENAGEMENT PR	CAISSE FRA - CAISSE FR	21	F	TAUX	0,00000	3,30	A	01/12/2016	01/12/2016	323 582,68	277 802,41	921,48	12 188,98	23 404,86	35 593,84	0,00	
26	2016	INVESTISSEMENT 201	CAISSE FRA - CAISSE FR	15	F	TAUX	0,00000	1,12	T	01/01/2017	01/01/2017	65 800,00	61 413,32	168,53	758,79	4 386,68	5 145,47	0,00	
27	2017	INVESTISSEMENTS 20	CREDITMUTU - CREDIT M	0	F	TAUX	0,00000	1,28	T	30/01/2018	30/01/2018	71 600,00	71 600,00	245,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL GENERAL													1 371 492,08	907 136,57	2 675,39	29 929,35	92 232,04	122 161,39	0,00

sélection : toutes les fiches

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

ID : 029A212000058E-20180227-20180226INFO1-DE

ANNEXE N° 8

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE
 TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4

A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structures / Indices sous-jacents	(1) Indices en euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou	11 produits	0 produits	0 produits	0 produits	2 produits	0 produits
	87 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	3 % de l'encours	0 % de l'encours
	788 004,65 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	15 709,25 €	0,00 €
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(C) Option d'échange (swaption)	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	1 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	51 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours
	31 822,67 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(F) Autres types de structure	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours	0 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/2017 après opérations de couverture éventuelles.

ETAT DE LA DETTE

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Etat constaté - montants en Euros

N° FICHE	ANNEE RÉALI SATIO N	LIBELLÉ	PRÊTEUR	DU RÉE EN AN	TY PE TA LIX	INDI CE	MARGE (%)	T AUA ACTU ARIEL (%)	PÉRI ODE	DATE 1ÈRE ANNÉE INTERÊT	DATE 1ÈRE ANNÉE AMORT.	CAPITAL	ENCOURS AU 31/12/2017	ICNE	INTÉRÊ T	AMO RT	ANNUIT É	FRAIS
2	2016	FINANCEMENT ACQ CA - CREDIT		2	V	E03M	1,40000	1,12	T	15/03/2017	15/12/2018	720 000,00	720 000,00	331,80	7 963,20	0,00	7 963,20	0,00
TOTAL GENERAL													720 000,00	331,80	7 963,20	0,00	7 963,20	0,00

sélection : toutes les fiches

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

ID : 029-212900583-20180227-20180226INFO1-DE

ANNEXE N° 10

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE	
TYPLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structures / Indices sous-jacents	(1) Indices en euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou	1 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'encours
	720 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(C) Option d'échange (swaption)	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(F) Autres types de structure	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'enco	00 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/2017 après opérations de couverture éventuelles.

ETAT DE LA DETTE

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Etat constaté - VILLE DE FOUESNANT - montants en Euros

N° FICHE	ANNEE RÉALI SATIO N	LIBELLÉ	PRÊTEUR	DU Y REE PE EN TA EN AN JUIX	INDIC E	MARGE (%)	TAUX ACTU ARIEL (%)	PÉRI ODE	DATE IÈRE ANNEE INTÉRÊT	DATE IÈRE ANNEE AMORT.	CAPITAL	ENCOURS AU 31/12/2017	ICNE	INTÉRÊT	AMORT	ANNUITÉ	FRAIS
27	2002	INVESTISSEMENTS 2002	DEXIA - DEXIA CREDIT LO	15 F	TAUX 0,000000	4,83 T	4,83 T		01/04/2003	01/04/2003	773 773,00	18 180,16	218,24	3 009,75	70 506,05	73 515,80	0,00
29	2002	RENEGOCIATION PRETS EN 20	DEXIA - DEXIA CREDIT LO	19 F	TAUX 0,000000	5,05 T	5,05 T		01/11/2002	01/11/2002	1 127 392,36	323 357,76	2 622,06	18 308,81	75 614,09	93 922,90	0,00
33	2006	INVESTISSEMENT 2005	CREDITAGRI - CREDIT AG	15 F	TAUX 0,000000	3,24 T	3,24 T		15/03/2006	15/03/2006	1 000 000,00	239 949,76	319,93	9 184,73	75 018,31	84 203,04	0,00
35	2006	RECONSTRUCTION ESPACE C	CREDITAGRI - CREDIT AG	20 F	TAUX 0,000000	3,95 A	3,95 A		15/12/2007	15/12/2007	2 300 000,00	1 255 635,11	2 066,57	54 115,37	114 374,21	168 489,58	0,00
36	2007	RECONSTRUCTION ESPACE C	CREDITAGRI - CREDIT AG	20 F	TAUX 0,000000	3,95 A	3,95 A		15/11/2008	15/11/2008	300 000,00	178 686,89	882,32	7 625,41	14 351,49	21 976,90	0,00
37	2007	RECONSTRUCTION ESPACE C	CREDITAGRI - CREDIT AG	20 F	TAUX 0,000000	3,95 A	3,95 A		15/11/2008	15/11/2008	150 000,00	89 348,45	441,16	3 812,71	7 175,74	10 988,45	0,00
38	2008	PRET INVESTISSEMENT 2007	CA - CREDIT AGRICOLE	20 F	TAUX 0,000000	4,79 T	4,79 T		15/04/2008	15/04/2008	1 650 000,00	1 029 871,22	9 848,14	49 493,46	77 028,78	126 522,24	0,00
41	2009	INVESTISSEMENTS 2009	CREDITAGRI - CREDIT AG	20 R	EURIB4,047000	0,64 T	0,64 T		15/03/2010	15/03/2010	920 000,00	569 958,73	38,00	921,81	47 019,55	47 941,36	0,00
42	2010	INVESTISSEMENT 2010	CREDITAGRI - CREDIT AG	15 R	EURIB4,037000	0,56 T	0,56 T		15/03/2011	15/03/2011	1 400 000,00	766 507,58	19,16	434,05	95 588,02	96 022,07	0,00
43	2012	PRET INVESTISSEMENT 2011	BCME - BANQUE CREDIT	15 F	TAUX 0,000000	3,58 A	3,58 A		30/03/2012	30/03/2012	719 000,00	418 967,69	11 217,86	16 619,05	46 551,97	63 171,02	0,00
45	2010	Réaménagement prêt MPH26174	DEXIA - DEXIA CREDIT LO	26 F	TAUX 0,000000	4,80 A	4,80 A		01/12/2011	01/12/2011	4 799 905,67	2 850 428,26	10 774,91	146 709,03	270 207,18	416 916,21	0,00
46	2012	INVESTISSEMENTS 2012	CE - CAISSE D'EPARGNE	15 F	TAUX 0,000000	4,96 T	4,96 T		25/01/2013	25/01/2013	1 376 000,00	1 022 455,89	8 953,59	51 958,13	77 685,15	129 643,28	0,00
47	2013	INVESTISSEMENTS 2013	LABANQUEPO - LA BANQU	15 F	TAUX 0,000000	3,54 T	3,54 T		01/04/2014	01/04/2014	1 432 000,00	1 073 999,95	2 002,29	39 564,97	95 466,68	135 031,65	0,00
48	2014	INVESTISSEMENTS 2014	LABANQUEPO - LA BANQU	15 F	TAUX 0,000000	2,44 T	2,44 T		01/03/2015	01/03/2015	1 300 000,00	1 039 999,96	2 002,29	26 150,58	86 666,68	112 817,26	0,00
49	2015	INVESTISSEMENT 2015	CREDITMUTU - CREDIT M	15 F	TAUX 0,000000	1,76 T	1,76 T		28/02/2016	28/02/2016	509 000,00	448 585,01	697,80	8 184,25	30 471,23	38 655,48	0,00
50	2016	REAMENAGEMENT PRET MINZ	CAISSE FRA - CAISSE FRA	23 F	TAUX 0,000000	3,30 A	3,30 A		01/12/2016	01/12/2016	2 280 584,70	2 035 427,74	4 914,36	65 183,12	125 162,36	190 345,48	0,00
51	2016	EXTENSION RESTRUCTURATI	CA - CREDIT AGRICOLE	15 F	TAUX 0,000000	1,11 T	1,11 T		15/03/2017	15/03/2017	405 000,00	378 000,00	173,25	4 343,63	27 000,00	31 343,63	0,00
52	2017	EMPRUNT VILLA PARKER 2017	CA - CREDIT AGRICOLE	0 V	E03M4,098000	0,71 T	0,71 T		15/03/2018	15/09/2020	292 000,00	292 000,00	21,12	0,00	0,00	0,00	0,00
53	2017	EMPRUNT TERRAIN PARQUER	CA - CREDIT AGRICOLE	0 V	E03M4,098000	0,68 T	0,68 T		15/04/2018	15/10/2020	723 000,00	723 000,00	52,78	0,00	0,00	0,00	0,00
2250001	2010	Reprise dette SIVU suite dissoluti	DEXIA - DEXIA CREDIT LO	11 R	EURIB4,000000	1,13 A	1,13 A		15/02/2011	15/02/2011	161 107,90	69 881,59	93,00	207,69	15 235,81	15 443,50	0,00
2250002	2010	Reprise dette SIVU suite dissoluti	DEXIA - DEXIA CREDIT LO	9 R	EURIB4,000000	1,34 A	1,34 A		01/02/2011	01/02/2011	411 338,47	95 604,93	132,88	398,18	48 383,42	48 781,60	0,00
2250008	2010	Reprise dette SIVU suite dissoluti	BCME - BANQUE CREDIT	8 F	TAUX 0,000000	5,16 A	5,16 A		28/02/2011	28/02/2011	47 304,37	5 913,02	255,95	610,23	5 913,05	6 523,28	0,00
2250010	2017	INVESTISSEMENTS 2017	CREDITMUTU - CREDIT M	0 F	TAUX 0,000000	1,27 T	1,27 T		30/01/2018	30/01/2018	1 063 000,00	1 063 000,00	3 637,54	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL											25 140 406,47	15 988 769,70	68 649,44	506 834,96	1 405 419,77	1 912 254,73	0,00

sélection : toutes les fiches

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

ID : 029-212900583-20180227-20180226INFO1-DE

ANNEXE N° 12



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018
INFORMATION N° 1**

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018 (DOB)

Le document servant de support au Débat d'Orientation Budgétaire a été remis à l'ensemble des élus.

Le Conseil Municipal :

↪ prend acte de cette communication.

Fouesnant, le 27 février 2018
Le Maire,
Roger LE GOFF





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018
INFORMATION N° 2**

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

UTILISATION DES DEPENSES IMPREVUES POUR LES BUDGETS PORTS ET ASSAINISSEMENT

Le Conseil Municipal,

Vu la présentation du rapporteur :

- ↳ prend acte des informations relatives à l'utilisation des dépenses imprévues pour les budgets ports et assainissement.

Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,
Roger LE GOFF



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018
INFORMATION N° 3 A**

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

COMPTE RENDU DE LA DELEGATION DONNEE AU MAIRE (MARCHES PUBLICS EN PROCEDURE ADAPTEE ET APPEL D'OFFRES OUVERT DU 28 NOVEMBRE 2017 AU 5 FEVRIER 2018)

Le Conseil Municipal,

Vu la présentation du rapporteur :

- ↳ prend acte des informations relatives aux marchés publics en procédure adaptée et appel d'offres ouvert du 28 novembre 2017 au 5 février 2018.

Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,
Roger LE GOFF



L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

**COMPTE RENDU DE LA DELEGATION DONNEE AU MAIRE : DECLARATIONS
D'INTENTION D'ALIENER**

Le Conseil Municipal,

Vu la présentation du rapporteur :

↳ prend acte des informations relatives aux déclarations d'intention d'aliéner.

Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,

Roger LE GOFF





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018
INFORMATION N° 3 c**

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

COMPTE RENDU DE LA DELEGATION DONNEE AU MAIRE : ACTIONS EN JUSTICE

Le Conseil Municipal,

Vu la présentation du rapporteur :

↳ prend acte des informations relatives aux actions en justice.

Fouesnant, le 27 février 2018

Le Maire,

Roger LE GOFF





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2018
INFORMATION N° 4**

L'an deux mille dix huit, le vingt six février, à vingt heures cinq minutes, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 19 février 2018, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Roger LE GOFF, Maire.

La séance, commencée à 20 h 05, s'est terminée à 23 h 47.

Tous les membres en exercice étaient présents à l'exception de Christophe CLEMENT, Carina FOURNIER (procuration donnée à Gildas CORNEC), Françoise HENRI (procuration donnée à Hélène de KERDREL), Manuela MALANDAIN (procuration donnée à Mohamed RIHANI) et Joël SPITZ (procuration donnée à Laure CARAMARO).

Madame Liliane COQUIL est élue secrétaire de séance.

LISTE DES MARCHES CONCLUS PAR LA COMMUNE EN 2017

Le Conseil Municipal,

Vu la présentation du rapporteur :

↳ prend acte des informations relatives aux marchés conclus par la commune en 2017.

Fouesnant, le 27 février 2018
Le Maire,
Roger LE GOFF

